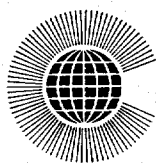


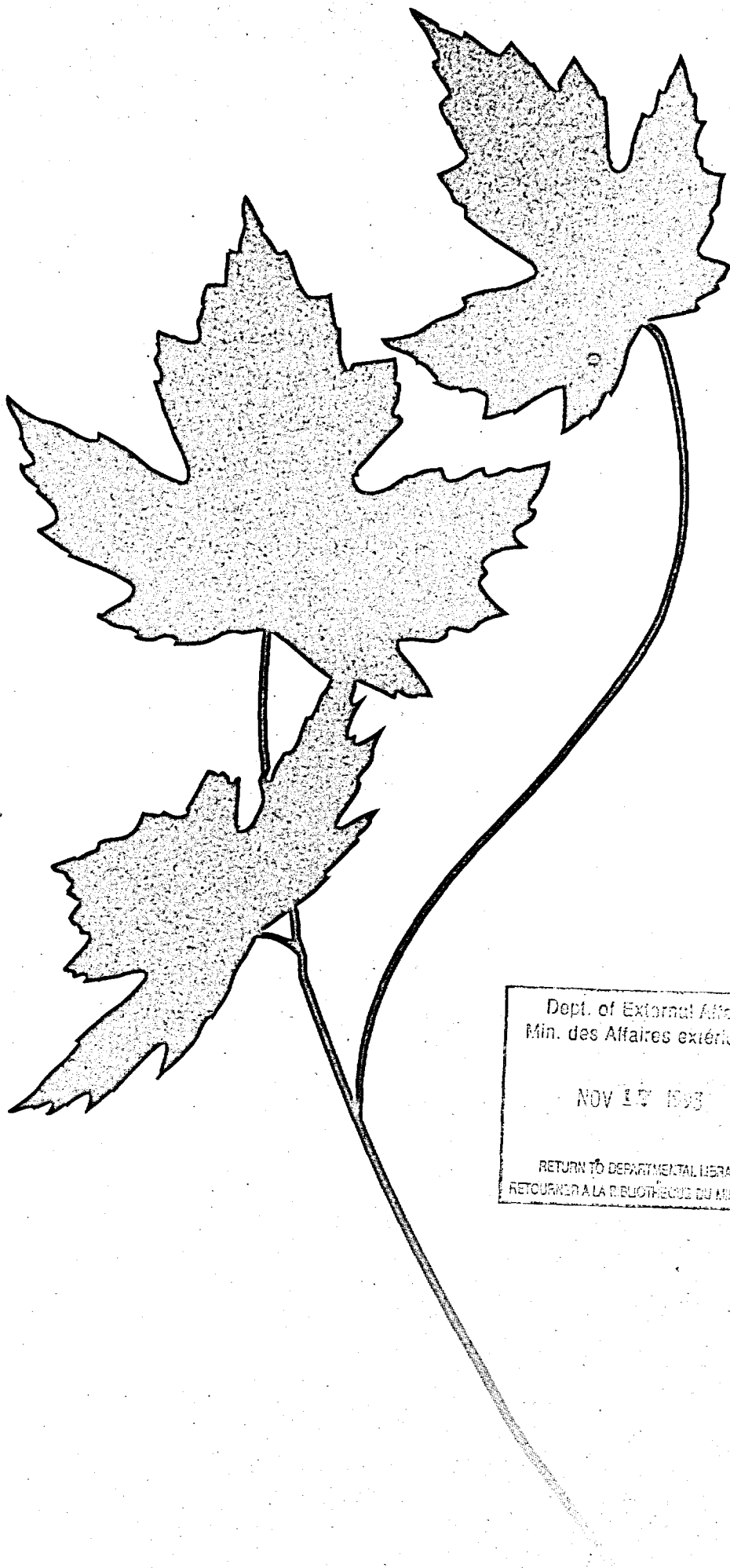
**RÉUNION
DES CHEFS DE
GOUVERNEMENT
DES PAYS DU
COMMONWEALTH
LIMASSOL, CHYPRE,
21 AU 25 OCTOBRE
1993**



Canada

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20013559 1

DOCS
CA1 EA 93C53 EXF
Commonwealth Heads of Government
Meeting (1993 : Limassol, Cyprus)
Commonwealth Heads of Government
meeting : Limassol, Cyprus, Octobe
21-25, 1993. --
43266196



**RÉUNION
DES CHEFS DE
GOUVERNEMENT
DES PAYS DU
COMMONWEALTH
LIMASSOL, CHYPRE,
21 AU 25 OCTOBRE
1993**

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 17 1993

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Table des matières



Membres du Commonwealth	ii
La Première ministre, M ^{me} Kim Campbell	1
Le Secrétaire général du Commonwealth chef Emeka Anyaoku	2
Vue d'ensemble sur le Commonwealth	3
Le rôle du Canada au sein du Commonwealth	7
Le Canada et les Jeux du Commonwealth	10
Programme d'aide du Canada aux pays du Commonwealth	12
Aide publique au développement (APD) du Canada aux pays du Commonwealth en 1991-1992 (tableau)	18
Les partenaires du Canada au sein du Commonwealth	19
Déclaration d'Harare	69

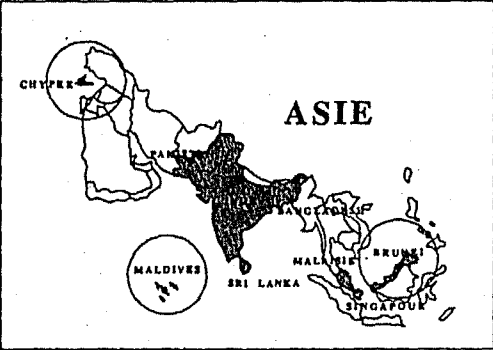
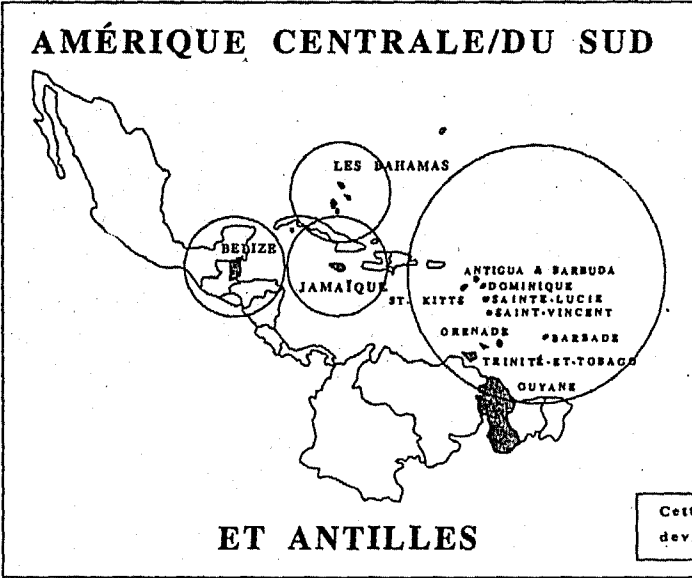
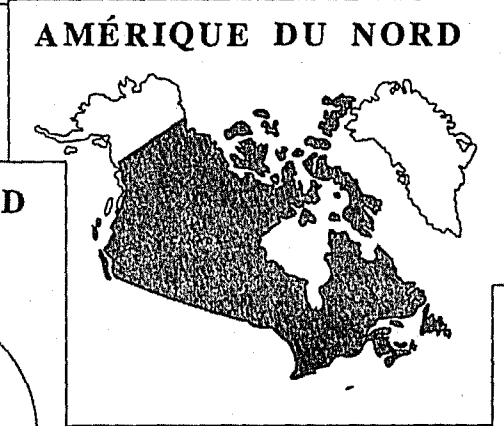
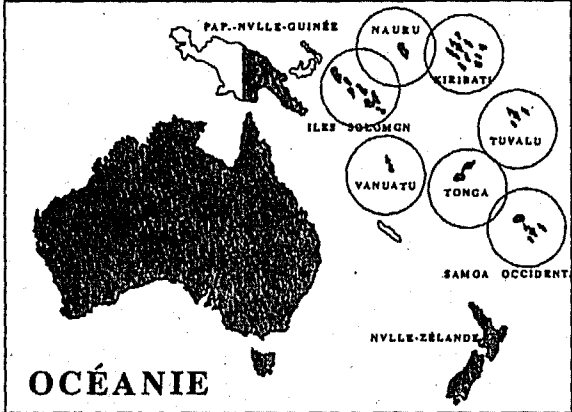
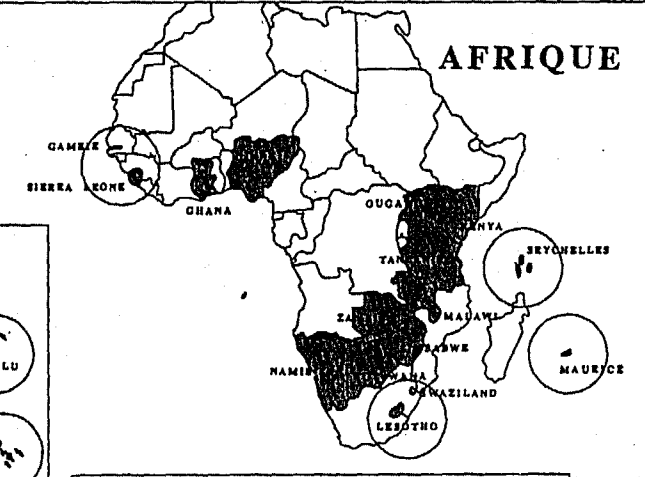
Membres du Commonwealth

Pays	Capitale
Antigua et Barbuda	Saint John's
Australie	Canberra
Bahamas	Nassau
Bangladesh	Dhaka
Barbade	Bridgetown
Belize	Belmopan
Botswana	Gaborone
Brunei	Bandar Seri Begawan
Canada +	Ottawa
Chypre	Nicosie
Dominique +	Roseau
Gambie	Banjul
Ghana	Accra
Grenade	Saint George's
Guyane	Georgetown
Îles Salomon	Honiara
Inde	New Delhi
Jamaïque	Kingston
Kenya	Nairobi
Kiribati	Tarawa
Lesotho	Maseru
Malawi	Lilongwe
Malaisie	Kuala Lumpur
Maldives	Malé
Malte	La Valette
Maurice +	Port-Louis
Namibie	Windhoek
Nauru *	Pas de capitale
Nigeria	Lagos/Abuja
Nouvelle-Zélande	Wellington
Ouganda	Kampala
Pakistan	Islamabad
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Port Moresby
Royaume-Uni	Londres
Saint-Kitts-et-Nevis	Basseterre
Sainte-Lucie +	Castries
Saint-Vincent et Grenadines	Kingstown
Samoa occidental	Apia
Seychelles +	Victoria
Sierra Leone	Freetown
Singapour	Singapour
Sri Lanka	Colombo
Swaziland	Mbabane
Tanzanie	Dar es Salaam
Tonga	Nuku'alofa
Trinité-et-Tobago	Port of Spain
Tuvalu *	Funafuti
Vanuatu +	Port-Vila
Zambie	Lusaka
Zimbabwe	Harare

* Membre spécial

+ Membre de la Francophonie

LES PAYS DU COMMONWEALTH



Cette carte non officielle est publiée à des fins strictement pédagogiques. Cette carte ne devrait pas être considérée comme reflétant la politique étrangère du Canada.

La Première ministre, M^{me} Kim Campbell



M^{me} Campbell est née le 10 mars 1947, à Port Alberni (C.-B.) et a été élevée à Vancouver. Elle a obtenu un diplôme en sciences politiques de l'Université de la Colombie-Britannique et a fait des études de doctorat en kremlinologie à la London School of Economics. Elle a ensuite donné des cours de sciences politiques à l'Université de la Colombie-Britannique et au Vancouver Community College.

Après avoir reçu son diplôme en droit de l'Université de la Colombie-Britannique, elle a travaillé comme avocate jusqu'en 1985, année où elle est devenue directrice exécutive au Cabinet du Premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Bill Bennett.

Elle a commencé sa carrière politique au conseil scolaire de Vancouver, où elle a siégé de 1981 à 1984. Elle a été candidate à la direction du parti Crédit social de la Colombie-Britannique en juillet 1986 et a été élue députée, en octobre de la même année, dans la circonscription provinciale de Vancouver-Point Grey.

M^{me} Campbell a été élue à la Chambre des communes en novembre 1988, comme députée de Vancouver-Centre. Elle a été nommée ministre d'État aux Affaires indiennes et du Nord canadien en 1989, et a été ministre de la Justice et Procureure générale du Canada de 1990 à 1992. En janvier 1993, elle a été nommée ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants; elle est alors devenue membre du Comité des priorités et de la planification. M^{me} Campbell a été élue leader du Parti progressiste-conservateur du Canada le 13 juin 1993 et a été assermentée comme 19e Premier ministre du Canada le 25 juin 1993.



Le Secrétaire général du Commonwealth Chef Emeka Anyaoku

Le chef Emeka Anyaoku est né au Nigéria en 1933. Il a fait ses études dans son pays, en Grande-Bretagne et en France et il est devenu le troisième secrétaire général du Commonwealth le 1er juillet 1990.

Un des diplomates les plus expérimentés du Commonwealth, le chef Anyaoku a commencé sa carrière internationale en 1959 à la Société pour le développement du Commonwealth. Pendant le mandat du Canadien Arnold Smith au poste de secrétaire général (1965 à 1975), le chef Anyaoku a été détaché au Secrétariat du Commonwealth, où il été promu directeur adjoint de la Division des affaires internationales. Il a rapidement accédé au poste de directeur, puis à celui de secrétaire général adjoint, avant d'être élu sous-secrétaire général (Politique) en 1977. Il a été réélu à ce poste en 1984.

Le chef Anyaoku a consacré toute sa carrière au Commonwealth, à l'exception de courts intervalles, soit en 1972, année où il a été affecté au service diplomatique et consulaire de son pays, et en 1983, année où il est rentré au Nigéria pour y occuper le poste de ministre des Affaires étrangères.

Il a été élu secrétaire général du Commonwealth par les chefs de gouvernement réunis à Kuala Lumpur en octobre 1989. À ce titre, il a joué un rôle clé dans la réforme du Secrétariat du Commonwealth et a grandement contribué au processus de résolution des conflits en Afrique du Sud.

Le chef Anyaoku est marié à Bunmi Anyaoku. Ils ont une fille et trois fils.

Vue d'ensemble sur le Commonwealth



La nature du Commonwealth

Le Commonwealth est une libre association de 50 États indépendants qui se consultent et coopèrent grâce à un réseau informel de liens gouvernementaux et non gouvernementaux de toutes sortes.

En 1949, après avoir acquis son indépendance, l'Inde choisit de devenir une république mais de conserver ses liens avec le Commonwealth. C'est ce qui a marqué le début du Commonwealth moderne. Le nombre des États membres a augmenté rapidement entre la fin des années 40 et les années 60, période pendant laquelle beaucoup de pays d'Asie et d'Afrique ont accédé à l'indépendance. Plus récemment, de nombreux petits pays des Antilles, de l'océan Indien et des îles du Pacifique sont venus se joindre au groupe.

En 1961, l'Afrique du Sud a quitté le Commonwealth à cause de la question de l'apartheid. Les événements qui se déroulent actuellement en Afrique du Sud pourraient permettre au pays de réintégrer éventuellement le Commonwealth. Le Pakistan, l'un des membres fondateurs du Commonwealth multiracial d'après-guerre, a regagné les rangs de cette organisation en 1989. La Namibie a été le dernier pays à se joindre aux États membres, en 1990, après avoir accédé à l'indépendance. D'autres pays, comme le Cameroun dont la demande est actuellement examinée par les chefs de gouvernement, se sont montrés intéressés à adhérer à l'organisation.

À l'heure actuelle, environ la moitié des membres sont de petits États dont la population est inférieure à un million d'habitants. Les États membres représentent ensemble à peu près un quart de la population mondiale et environ un tiers des pays membres des Nations Unies.

En 1965, les chefs de gouvernement ont reconnu la nécessité de créer un secrétariat permanent pour faciliter leurs consultations et faire appliquer leurs décisions.

Sur le plan intergouvernemental, le Commonwealth fonctionne suivant un processus fondé sur la consultation, la discussion et la coopération dont les réunions biennales des chefs de gouvernement sont le point culminant. À la différence des Nations Unies, le Commonwealth ne possède pas de charte écrite ni de constitution et ne mène pas ses affaires au moyen de décisions obligatoires ou de votes. Les membres échangent leurs vues en égaux, librement, de manière informelle et confidentielle. On évite ainsi en grande partie les prises de position politiques qui font parfois obstacle au véritable dialogue dans d'autres tribunes internationales.

La grande particularité du Commonwealth, outre l'usage de l'anglais comme langue commune, est le partage d'institutions similaires, surtout aux plans de la structure gouvernementale, du droit et de l'éducation. Le Commonwealth est un large groupe de pays de cinq continents qui se différencient aux plans des traditions raciales et culturelles, de la situation économique et du niveau de revenu, ce qui n'empêche pas toutefois que l'on puisse en assurer l'encadrement.

Il englobe un nombre important de petits États et d'économies insulaires. Son processus de collaboration est structuré, bien que de style informel et coopératif. Le Commonwealth favorise les contacts étroits et la facilité d'accès au niveau des hauts responsables officiels.

Le Commonwealth défend une série de valeurs communes comme l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la règle de droit. Dans le contexte de la Déclaration d'Harare, il a mis plus particulièrement l'accent sur les droits de la personne, l'éthique démocratique, l'égalité de la femme, le développement durable et la protection de l'environnement.

Il a pu atteindre un niveau élevé de crédibilité parce qu'il a su s'ouvrir aux besoins de ses membres et y répondre de façon responsable et non menaçante. Au fil des ans, le Commonwealth a développé un «noyau» d'aptitudes et de compétences qui contribuent directement à améliorer la capacité des États membres à relever leurs propres défis ou des défis communs.



Le Commonwealth est appuyé par un vaste réseau d'organisations privées, bénévoles et professionnelles englobant les universités, les associations de parlementaires, les milieux juridiques et médicaux ainsi que d'autres professions et organisations oeuvrant dans les domaines des médias et des sports.

De plus, le Commonwealth forme un réseau de compétences gouvernementales sectorielles dans des champs d'activité très spécialisés, en vue d'améliorer la capacité de ses membres d'appliquer des solutions efficaces aux problèmes d'aujourd'hui.

Ces atouts donnent au Commonwealth d'aujourd'hui et de demain un moyen efficace de relever les défis des années 1990 et au-delà. L'organisation possède des capacités et des avantages comparatifs particuliers qui contribuent au pouvoir du Commonwealth de «construire des ponts» et de générer un consensus sur des questions délicates intéressant ses membres ou l'ensemble de la communauté internationale. Lorsqu'on le lui a demandé, le Commonwealth a aussi efficacement contribué à la recherche de solutions à des conflits affectant ses membres.

Son engagement à promouvoir les valeurs politiques, les droits de la personne, la démocratie, l'égalité de la femme et une saine gestion publique le met à l'avant-plan des efforts internationaux dans ces domaines.

Par ses programmes de coopération fonctionnelle, entre autres, il a efficacement contribué à renforcer la capacité des États membres de relever efficacement les défis des temps modernes et il sera invité à maintenir ce rôle fondamental.

Le Commonwealth s'est avéré un moyen efficace de partager les expériences et, par conséquent, d'assurer la prestation d'une assistance technique appropriée aux États membres.

Les principes du Commonwealth

Le Commonwealth n'a pas de constitution, mais il est régi par des principes bien établis. La Déclaration des principes du Commonwealth, adoptée en 1971 par les chefs de gouvernement réunis à Singapour, énonce des principes communs : le maintien de l'ordre et de la paix dans le monde en concourant aux efforts de l'ONU; la promotion des institutions représentatives et des garanties juridiques des libertés individuelles; la reconnaissance de l'égalité des races et de la nécessité de combattre la discrimination raciale et l'oppression raciale; une meilleure répartition des richesses entre les différentes parties de l'humanité.

En 1991, les chefs de gouvernement ont réitéré ces principes fondamentaux du Commonwealth et les ont actualisés dans la Déclaration d'Harare en vue de fournir à l'organisation un ensemble clair d'objectifs, de valeurs et de stratégies pour les années 1990 et au-delà. Dans la Déclaration, une insistance toute particulière a été mise sur une saine gestion publique et sur la promotion des valeurs politiques fondamentales.

Les consultations au sein du Commonwealth

Les consultations au sein du Commonwealth se font à différents niveaux. Elles atteignent leur niveau le plus élevé lors des réunions des chefs de gouvernement, qui ont lieu tous les deux ans. Au début, la coutume voulait que toutes les réunions aient lieu à Londres, mais depuis 1971, elles se déroulent dans différents pays membres. Entre les réunions biennales, des hauts fonctionnaires du Commonwealth se réunissent pour discuter de la mise en oeuvre des décisions de la réunion précédente et pour définir les questions qui pourraient être traitées à la prochaine. Les ministres des Finances du Commonwealth se réunissent chaque année pour échanger leurs vues. Les ministres chargés de la Santé, de l'Éducation, de l'Emploi, de la Justice et de la Condition féminine se rencontrent eux aussi régulièrement; d'autres ministres peuvent également avoir des réunions à l'occasion. Il arrive souvent aussi que des hauts fonctionnaires ou des experts se réunissent pour se consulter sur des sujets spécialisés.

L'ordre du jour est adopté en tenant compte des suggestions faites par le secrétaire général du Commonwealth, après consultation auprès des gouvernements membres; il n'est pas publié



comme on le fait aux Nations Unies. Contrairement à d'autres rencontres au sommet, il n'y a pas de négociations préalables entre «sherpas».

Les chefs de gouvernement y discutent de problèmes mondiaux d'ordre politique, économique et social, de leurs conséquences pour leurs pays respectifs et des solutions qui pourraient y être apportées au niveau du Commonwealth ou par une action concertée dans d'autres tribunes internationales. Ce genre de conférence est unique en son genre, ayant à la fois un caractère plus privé et moins officiel que les autres grandes rencontres internationales. Le chef du gouvernement du pays hôte préside la réunion. Au cours des discussions, chaque chef de gouvernement participant n'est accompagné que par deux membres de sa délégation. On y privilégie les échanges spontanés et décourage les discours préparés.

Bien qu'un communiqué soit publié à la fin de chaque réunion, le détail des délibérations demeure confidentiel. La tradition est de procéder par consensus et d'établir un terrain d'entente aussi vaste que possible. Il arrive à l'occasion que soient émises des déclarations traduisant un point de vue commun sur de grands objectifs et principes, mais il est plus rare que l'on annonce des mesures politiques communes sur un point particulier, ce qui laisse aux gouvernements membres la possibilité de s'en dissocier s'ils le désirent.

Les questions difficiles sont habituellement débattues pendant la «retraite», c'est-à-dire la période d'un ou deux jours que les chefs de gouvernement passent dans un cadre informel éloigné du lieu de conférence où ils s'entretiennent dans une atmosphère intime, loin des fonctionnaires. Il leur est alors possible de soulever des questions de caractère plus délicat et de mieux explorer les terrains d'entente.

Rôle du Secrétariat du Commonwealth

Avec la création de son Secrétariat en 1965, le Commonwealth a pu réunir en un seul organe les nombreux mécanismes de consultation et de coopération établis de longue date dans les sphères de l'éducation, du droit, des sciences, de la statistique économique et dans d'autres domaines spécialisés. Son premier secrétaire général, le diplomate canadien Arnold Smith (1965-1975), lui a donné une vocation pratique et un rôle de premier plan en matière de politique, approche adoptée par son successeur, M. Shridath Ramphal, un ancien ministre des Affaires étrangères du Guyana. M. Emeka Anyaoku, du Nigéria, assume actuellement les fonctions de secrétaire général depuis 1990. Le secrétaire général est responsable devant l'ensemble des chefs de gouvernement. Le Secrétariat est financé par les gouvernements selon le système de quote-part.

Établi à Londres, le Secrétariat est aujourd'hui le centre vital des consultations et des échanges d'information entre pays du Commonwealth et de nombreuses activités de coopération fonctionnelle. Environ 350 personnes originaires d'une trentaine de pays y travaillent, sous la direction du secrétaire général. Ils administrent un certain nombre d'importants programmes financés sur une base volontaire, dont le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth, le Programme du Conseil des sciences du Commonwealth et le Groupe consultatif du Commonwealth sur la gestion de la technologie.

De plus, la réforme du Secrétariat, rendue nécessaire par l'actualisation des objectifs du Commonwealth dans la Déclaration d'Harare, a généré une nouvelle structure de programmation appuyant quinze (15) programmes (soit les bons offices, la promotion des valeurs politiques fondamentales, l'aide à la transition en Afrique du Sud, les conseils de politique économique, la mise en valeur des ressources humaines, la science et la technologie, l'environnement, la planification stratégique, etc.) qui seront exécutés par douze (12) divisions (soit les affaires internationales, les affaires juridiques et constitutionnelles, les affaires concernant les femmes et les jeunes, la science et la technologie, etc.).



Agence du Commonwealth pour l'enseignement

Dernière-née des organisations du Commonwealth, l'Agence a été établie à la suite d'une initiative du Canada au Sommet des chefs de gouvernement de 1987, tenu à Vancouver. L'Agence cherche à élargir l'accès de ses membres aux connaissances, à la formation et aux données par l'utilisation de nouvelles technologies de l'information. Cette agence de formation à distance a son siège à Vancouver et est la première organisation du Commonwealth à être implantée à l'extérieur de la Grande-Bretagne.

Avec un appui adéquat des membres du Commonwealth, on prévoit que l'Agence pour l'enseignement pourra éventuellement devenir un grand instrument de développement social, technique et économique. L'utilisation de techniques modernes de communication en fait un instrument très efficace et efficace pour le transfert de connaissances et de technologies appropriées à ceux qui en ont besoin.

Le Commonwealth des peuples

Au delà de l'organisation officielle, il y a le très actif Commonwealth des organisations non gouvernementales, qui permet de lier des sociétés et des milliers d'individus en un vaste réseau international d'organismes professionnels, culturels, sportifs et de service qui constituent la véritable base populaire du Commonwealth et lui assurent sa vitalité. Ces organisations non gouvernementales, au nombre de 200 environ, comprennent les associations des architectes, des musées, des statisticiens et des journalistes du Commonwealth ainsi que le Conseil des ingénieurs du Commonwealth, le Bureau juridique du Commonwealth, ce qui couvre pratiquement tous les domaines de l'activité humaine. Deux des plus connues, l'Association des universités du Commonwealth et l'Association parlementaire du Commonwealth, favorisent le maintien de liens indispensables à l'unité du Commonwealth. La fondation du Commonwealth, qui a été créée lors de la réunion de 1965 des chefs de gouvernement et qui jouit de l'appui financier des gouvernements du Commonwealth, a reçu le mandat précis de promouvoir le rôle des organisations non gouvernementales en tant que partenaires à part entière dans la mise en oeuvre de programmes du Commonwealth et dans la promotion de ses valeurs; la fondation encourage et appuie ces associations professionnelles et d'autres encore en offrant des bourses et des subventions.

Les jeux du Commonwealth, qui ont lieu tous les quatre ans, et les manifestations artistiques qui s'y déroulent simultanément, traduisent l'esprit d'amitié de l'organisation entre les nations et les races d'une manière que le public comprend facilement. (Edmonton, hôte des Jeux de 1978, devait lancer la tradition d'un élément culturel.)

Le Canada sera l'hôte des prochains Jeux qui se dérouleront à Victoria, en Colombie-Britannique, en août 1994.

Le rôle de la Reine

Lorsque l'Inde a choisi, en 1949, de rester dans le Commonwealth après être devenue une république indépendante, il a été convenu que le monarque britannique serait «le symbole de la libre association des nations membres (du Commonwealth) et, à ce titre, le chef du Commonwealth», peu importe que les pays membres continuent ou non de le reconnaître comme leur chef d'État. La Reine Elizabeth II est Reine du Canada et monarque de 16 autres «royaumes» parmi les 50 pays membres du Commonwealth, elle est pour tous le chef du Commonwealth. Elle est présente à tous les sommets, mais ne participe pas aux réunions. La coutume veut qu'elle se rende en visite officielle dans le pays hôte quelques jours avant la conférence des chefs de gouvernement. Pendant la conférence, elle invite ces derniers à dîner et les reçoit en audience privée. La Reine s'intéresse vivement aux questions du Commonwealth et a beaucoup voyagé dans les divers pays du Commonwealth.

Le rôle du Canada au sein du Commonwealth



Le Canada est l'un des plus ardents défenseurs et partisans du Commonwealth. En effet, il attache beaucoup d'importance au rôle que cette organisation, caractérisée par une grande diversité de races, de religions et de cultures, peut jouer sur la scène internationale. Transcendant les clivages entre blocs régionaux et regroupements d'intérêts, le Commonwealth est perçu comme étant un modèle de multilatéralisme, un instrument idéal permettant d'élargir la compréhension et le consensus entre les peuples. De par son appartenance à cette association, le Canada est en mesure d'enrichir et d'approfondir ses relations bilatérales avec les 49 autres pays membres, dans presque toutes les régions du monde, et de promouvoir les objectifs de l'ensemble de sa propre politique étrangère.

Du point de vue de notre pays, le Commonwealth concourt à la réalisation de ces objectifs de la politique extérieure canadienne au moyen des nombreux programmes qui soutiennent les principes et valeurs que partagent ses membres. La saine gestion publique et la promotion des valeurs politiques fondamentales exposées dans la Déclaration de Harare, adoptée en 1991, se situe au coeur de l'activité du Commonwealth. Dans un monde confronté à de nombreux défis en matière de paix et de sécurité, l'intérêt constant du Commonwealth pour l'analyse des conflits, son expérience tout à fait particulière des mesures préventives et le fait qu'il ait rendu possible le règlement pacifique de différends permettent à cette organisation de se situer dans le peloton de tête des mécanismes multilatéraux en mesure de trouver des solutions à des menaces de ce type.

Le Commonwealth moderne a fortement contribué à l'affirmation du rôle du Canada dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et il demeure un élément clé de ses relations extérieures. Notre pays a ainsi pu établir des relations privilégiées avec de nombreux pays du tiers monde, ce qui l'a aidé à jouer un rôle constructif sur le plan des relations Nord-Sud tout en accroissant le poids et la crédibilité de l'ensemble de son action relevant de sa politique étrangère. Le Commonwealth renforce l'action des Nations Unies dans de nombreux domaines où il possède de l'expérience et du savoir-faire. C'est pourquoi, de l'avis du Canada, le Commonwealth peut contribuer au renforcement du système multilatéral en utilisant les atouts qui sont les siens - capacités en matière de coopération et de formation d'un consensus - pour tenter de régler les questions importantes ou contribuer à la négociation et à la mise en oeuvre d'accords multilatéraux.

Le développement du Commonwealth a représenté un élément important de l'expérience canadienne au cours de nombreuses décennies. Il a facilité l'évolution de nos relations post-impériales avec la Grande-Bretagne. Il a concouru à situer le rôle du monarque dans le contexte contemporain de la fonction de Reine du Canada et de chef du Commonwealth. Cette organisation a donné au Canada des partenaires en Asie et en Afrique avec lesquels il partage un héritage de traditions politiques et juridiques britanniques, et avec lesquels il peut communiquer dans une même langue. Il a renforcé nos liens historiques avec les pays anglophones des Antilles et élargi le champ de nos relations avec ceux du Pacifique.

Le statut de partenaire au sein du Commonwealth a également sensibilisé le Canada aux problèmes des pays en développement et lui a donné l'occasion - d'abord par l'intermédiaire du plan de Colombo - d'apporter une contribution importante en matière d'assistance technique et d'aide au développement à ces pays. Il a concouru au soutien et au renforcement du rôle du Canada au sein des Nations Unies. Grâce à ce statut, le Canada a pu affirmer sa personnalité nord-américaine tout en jouant un rôle indépendant et clairement défini dans une instance d'expression anglaise; ce mode de fonctionnement a ensuite inspiré à notre pays l'idée de constituer des institutions similaires afin de consolider ses liens avec le monde francophone.



Le Canada a joué dès le début un rôle de première importance dans les affaires du Commonwealth. La nature de cette organisation, de nos jours, doit beaucoup aux politiques et aux initiatives que les dirigeants canadiens ont contribué au fil des années. L'évolution du Commonwealth et l'histoire de notre propre indépendance politique sont étroitement liées.

Au XIXe siècle, le Canada a servi de modèle à d'autres dominions qui, comme lui, ont obtenu un gouvernement représentatif et une autonomie à l'égard de la puissance coloniale. A revêtu une importance particulière, à cet égard, le plaidoyer présenté avec succès en 1919 par Robert Borden en faveur d'une représentation distincte du Canada aux négociations du Traité de Versailles. Dans la même foulée, M. William Lyon Mackenzie King a réclamé ultérieurement avec insistance la déclaration de la pleine autonomie de notre pays, ce qui devait déboucher sur la proclamation du Statut de Westminster, en 1931.

Le Canada a accueilli très favorablement la naissance et le développement du Commonwealth moderne, après 1949. La condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud par le premier ministre John Diefenbaker, en 1961, laquelle devait amener ce pays à se retirer du Commonwealth, a incité les pays africains à rester membres de l'organisation ou à y adhérer à titre de nouveaux États indépendants. Le Canada a vigoureusement appuyé la création du Secrétariat du Commonwealth, en 1965, et a présenté la candidature du diplomate canadien Arnold Smith au poste de premier Secrétaire général, proposition qui fut adoptée.

C'est le Canada qui a proposé au cours des années 70 la transformation du mode de fonctionnement et de la structure des Réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth; cela a permis de rehausser leur caractère non officiel et leur pertinence, et de tenir, aussi, des réunions de hauts responsables. En 1985 et 1986, le Canada a soutenu énergiquement le rôle directeur joué par le Commonwealth dans l'action internationale visant à obtenir le démantèlement pacifique de l'apartheid en Afrique du Sud. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada préside le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe établi à la réunion de Vancouver, en 1987. La réalisation de la réforme du Secrétariat du Commonwealth, portant notamment sur la création d'un Comité directeur de hauts responsables chargé de lui transmettre des orientations stratégiques, a bénéficié de l'apport du Canada.

Le Canada constitue le plus important bailleur de fonds des programmes de ce Secrétariat, qui vont d'activités en faveur du développement démocratique, de la saine gestion publique, du respect des droits de la personne et de l'égalité des femmes à des initiatives dans les domaines de l'assistance technique et du renforcement des capacités. Des Canadiens exercent de hautes fonctions au Secrétariat, à Londres, et des experts canadiens ont participé à la préparation de pratiquement toutes les grandes études spéciales menées par le Commonwealth, lesquelles ont ensuite sous-tendu l'adoption de mesures d'ordre politique et économique. Des parlementaires, des organisations non gouvernementales et de simples citoyens participent toute l'année durant à des conférences et programmes du Commonwealth. Le Canada a fréquemment accueilli d'importantes conférences de l'organisation.

La bonne volonté que le Canada s'attire par l'intermédiaire du Commonwealth a des retombées bénéfiques sur le plan de nos rapports commerciaux avec les autres pays membres. Toutefois, depuis l'abolition de la préférence commerciale entre pays adhérents du Commonwealth, cette organisation présente moins d'importance du point de vue des intérêts commerciaux à court terme du Canada et constitue plutôt, pour notre pays, un instrument permettant de dispenser une assistance technique en vue du développement économique à long terme des pays qui en font partie.



Dans une large mesure, les institutions et programmes du Commonwealth sont conçus dans le but de venir en aide aux petits États et aux pays en développement membres de l'organisation, lesquels représentent la plus grande partie des pays du Commonwealth. La contribution annuelle du Canada est axée avant tout sur cette fonction. Pendant l'exercice 1993-1994, notre contribution s'élèvera à près de 36 millions de dollars, dont une grande partie sera affectée au Fonds de coopération technique du Commonwealth.

Figurent parmi les principaux programmes et institutions auxquels le Canada contribue, le Secrétariat du Commonwealth, le Fonds de coopération technique du Commonwealth, le Commonwealth of Learning, la Fondation du Commonwealth, le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, le Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan, le Comité scientifique du Commonwealth ainsi que le Commonwealth Consultative Group on Technology Management.

Par-delà les aspects intergouvernementaux du Commonwealth, il existe un «Commonwealth non officiel» dynamique et ostensible, au sein duquel le gouvernement du Canada et les Canadiens jouent un rôle actif. Le secteur bénévole, des associations professionnelles et d'autres organisations non gouvernementales, de même que des groupes actifs dans les domaines des arts et de la culture, apportent une contribution on ne peut plus précieuse au renforcement des liens entre tous les membres du Commonwealth. On reconnaît également, au sein du Commonwealth, que les sports sont de nature à favoriser la propagation des valeurs de l'organisation et constituent un instrument de développement social, particulièrement parmi les générations montantes.

En sa qualité d'association moderne et multilatérale composée de 50 États membres, le Commonwealth, s'appuyant sur des relations gouvernementales et non gouvernementales, représente un instrument crédible et pacifique de développement politique, économique et social. Les Canadiens jouent un rôle influent et diversifié au sein de cette organisation.



Le Canada et les Jeux du Commonwealth

Souvent appelés «Jeux de l'amitié», les Jeux du Commonwealth représentent désormais une force unificatrice distincte et visible au sein de la famille de nations que forme le Commonwealth. Du 18 au 28 août 1994, le Canada sera l'hôte des XV^e Jeux, qui auront lieu à Victoria, en Colombie-Britannique. Il s'agira de l'événement sportif international le plus important à se dérouler au Canada au cours de la présente décennie. Une fois de plus, les Canadiens seront fiers et honorés d'accueillir leurs amis du Commonwealth à l'enseigne du sport et de la culture.

Les débuts des Jeux furent modestes : en 1930, quelque 400 athlètes représentant 11 pays se rendaient à Hamilton, au Canada, pour prendre part à ce qu'on appelait alors les Jeux de l'Empire britannique. Depuis, les Jeux du Commonwealth sont devenus une manifestation internationale spectaculaire, qui célèbre la compréhension entre les cultures - au Festival des arts et des cultures du Commonwealth -, la tradition d'un bel esprit sportif et la coopération entre les pays du Commonwealth. Bien que ce soit un habitant du Yorkshire, J. Astley Cooper, qui en 1891 ait eu l'idée d'une compétition sportive entre les pays du Commonwealth, sa réalisation est l'oeuvre d'un journaliste sportif canadien, Bobby Robinson.

Forts de l'expérience canadienne, les Jeux ne tardèrent pas à prendre leur essor, animés d'un bel esprit d'amitié. Après avoir eu lieu à Londres, à Sydney, à Auckland, ils sont revenus au Canada en 1954, cette fois à Vancouver, où on les surnomma les «Jeux du mille-miracle». En effet, c'est lors de ces Jeux historiques que Roger Bannister d'Angleterre et John Landy d'Australie parcoururent le mille en moins de quatre minutes. Cette course extraordinaire et la victoire de Bannister ont laissé un souvenir indélébile dans les esprits, et ce, non seulement au sein du Commonwealth, mais également dans la communauté sportive internationale.

Acquérant rapidement du prestige et de l'importance dans les milieux sportifs, la réunion quadriennale du Commonwealth a peu à peu abandonné son modeste statut de rencontre de sport amateur pour refléter l'unité et la diversité de l'institution à laquelle elle est liée. À cause de ses politiques d'apartheid, l'Afrique du Sud fut représentée pour la dernière fois aux Jeux de Cardiff, avant son retrait du Commonwealth en 1961. En 1966, la Jamaïque est devenue le premier pays en voie de développement à accueillir les Jeux, ce qui a eu pour effet de faire vivement ressortir le fossé séparant les pays industrialisés et les pays en voie de développement du Commonwealth au chapitre du sport et de son infrastructure.

En 1978, à Edmonton, le Canada a été l'hôte des Jeux à l'occasion desquels s'est déroulé le premier Festival des arts et des cultures. Cette manifestation dynamique et haute en couleur est devenue une tradition et sera un volet important des Jeux de 1994 à Victoria, et probablement de ceux de 1998 à Kuala Lumpur, en Malaisie.

Pendant la période qui a suivi les Jeux d'Edmonton, les Jeux du Commonwealth n'ont pas seulement incarné les valeurs et les traditions du Commonwealth moderne; ils ont résisté aux défis qu'a dû affronter le Commonwealth des années 1980. Pour assurer leur survie, le secrétaire général du Commonwealth a chargé un groupe de travail, formé de personnalités du Commonwealth et présidé par le juge Roy McMurtry du Canada, d'étudier le rôle du sport dans la consolidation du Commonwealth. L'avenir du sport au sein du Commonwealth, y compris

l'avenir des Jeux, a été au coeur des délibérations du groupe de travail. Les chefs de gouvernement devaient reconnaître l'importance des Jeux lors de la conférence de 1991, au cours de laquelle ils ont approuvé le rapport du groupe de travail. Le sport, au sens le plus large, y était considéré comme un moyen de promouvoir les valeurs du Commonwealth et un outil de développement social, notamment chez les jeunes.



En près de 64 ans d'existence, les Jeux ont fait la preuve qu'ils sont partie intégrante du Commonwealth. À l'aube de cette nouvelle ère pour le sport au sein du Commonwealth, le gouvernement du Canada et les Canadiens tiennent plus que jamais à cet événement sportif. Aux XV^e Jeux, qui auront lieu à Victoria, des athlètes handicapés participeront pour la première fois, au même titre que les autres athlètes, à une grande compétition sportive internationale. On prévoit que ces Jeux seront suivis par 300 millions de téléspectateurs du monde entier, ce qui dépasse le nombre de téléspectateurs de tous les autres Jeux précédents.



Programme d'aide du Canada aux pays du Commonwealth

Introduction

Le Canada octroie une aide considérable aux autres pays du Commonwealth depuis le lancement du Plan Colombo en 1950. Dans le cadre de ce Plan — première initiative internationale d'envergure visant à aider les pays en développement — le Canada a accordé des fonds de 25 millions de dollars à des projets entrepris en Inde, au Pakistan et à Sri Lanka. Le Programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth et le Programme d'assistance aux Antilles du Commonwealth, qui ont suivi peu après, ont permis d'octroyer une aide à d'autres continents.

Depuis lors, l'aide publique au développement (APD) du Canada à des pays du Commonwealth et à d'autres pays en développement s'est accrue sensiblement pour atteindre plus de 3 milliards de dollars en 1990-1991; l'Afrique reçoit 45 p. 100 de ce montant, l'Asie, 34 p. 100 et la région des Amériques, 17 p. 100. Plus de 28 p. 100 de l'APD du Canada est accordée à quelque 45 pays du Commonwealth. (Voir le tableau à la fin du présent chapitre.)

L'aide publique au développement des pays du Commonwealth est octroyée sous de nombreuses formes : subventions, assistance technique et soutien des politiques par l'entremise d'institutions du Commonwealth (principalement le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique); bourses et programmes spéciaux d'immunisation et d'enseignement à distance; aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement) à des pays du Commonwealth; soutien multilatéral à certains pays par l'intermédiaire du système des Nations Unies et des institutions financières internationales et appui à des initiatives prises par des organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes et des entreprises oeuvrant dans les pays du Commonwealth.

Le Canada vise à maintenir sa position de chef de file au sein du Commonwealth et de pays qui contribue activement à résoudre les problèmes géopolitiques et les questions économiques mondiales; il pourra ainsi contribuer à accroître la capacité du Commonwealth de faire face aux défis des années 90 et des années suivantes. L'ACDI considère les programmes de développement du Commonwealth (et en particulier le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT) comme des moyens précieux de répondre efficacement aux demandes d'assistance des pays.

Fonds du Commonwealth pour la Coopération Technique (FCCT)

Depuis 1971, le FCCT a servi de principal moyen multilatéral de coopération en matière de développement entre les pays du Commonwealth. Alors que le budget original ne se chiffrait qu'à un peu plus de 1 million de dollars, il s'établit maintenant à près de 50 millions de dollars, et 14,6 millions (29 p. 100) proviennent du Canada pour la période 1993-1994. Il s'agit d'une institution unique parmi les organismes donateurs internationaux, car les contributions volontaires sont octroyées à la fois par des pays développés et des pays en développement du Commonwealth.

En plus d'être le principal pays donateur du FCCT, le Canada fait partie du Conseil des représentants, et un Canadien occupe actuellement le poste de directeur général du Fonds.

Le succès du Fonds tient à sa capacité de répondre aux besoins d'assistance technique des pays qui en font partie en réagissant avec rapidité, en faisant preuve d'innovation et en enregistrant de faibles coûts d'administration. Entre autres, il assure des services d'experts et de consultants à court terme, fournit des fonds pour l'éducation et la formation et effectue des études de faisabilité économique sur le développement industriel et le développement des marchés d'exportation. Dans la mesure du possible, les experts proviennent des pays en développement du Commonwealth, qu'il s'agisse de la prestation de services ou de formation.



Par exemple, dans le cadre du Programme d'assistance technique générale du FCCT, les pays en développement du Commonwealth peuvent bénéficier des connaissances de professionnels pendant une période de quatre à vingt-quatre mois. Pour faciliter la prestation de ce service, le FCCT maintient un petit groupe d'experts internes dans des domaines faisant l'objet d'une forte demande comme l'économie du développement, les finances, la fiscalité, le droit et les statistiques.

Le FCCT soutient dans les autres pays du Commonwealth l'éducation et la formation en cours d'emploi des étudiants choisis par leur propre gouvernement dans le cadre de son Programme de services de formation des cadres.

Dans le cadre de son Programme de développement du marché des exportations, le FCCT peut appuyer les initiatives dans le domaine de la promotion, de la commercialisation, de l'assurance du crédit, de l'organisation de foires commerciales et de missions, d'études de marché, de la formation en matière de négociations commerciales et de réglementation des exportations et de l'adaptation des produits en vue de leur exportation. Ce faisant, le FCCT encourage les pays en développement du Commonwealth à augmenter le volume de leurs exportations et à accroître leurs rentrées de devises.

Un programme connexe, l'Unité du développement industriel, permet de prodiguer des conseils au sujet d'opérations industrielles particulières. Il a appuyé des initiatives allant d'une usine de meubles en bois au Ghana à des services de médecine générale en Guyana.

Dans le cadre du FCCT, des Canadiens ont servi d'experts dans l'ensemble du Commonwealth, prodiguant des conseils dans des domaines aussi divers que la gestion de la faune à Chypre et la technologie pétrolière à Sri Lanka.

À la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) tenue à Vancouver en 1987, l'ACDI a accepté de verser 1 million de dollars sur deux ans au Fonds spécial du Commonwealth pour le Mozambique. Même si ce pays ne fait pas partie du Commonwealth, les pays membres se sont entendus sur la nécessité de se montrer solidaires avec un pays qui est entouré de membres du Commonwealth et qui constitue la pierre angulaire de la lutte contre l'apartheid.

Le FCCT permet d'octroyer une assistance technique au Mozambique pour la mise en valeur des ressources humaines et naturelles, l'amélioration du transport et des pêches et la remise en état des usines et de l'équipement industriel en place.

De même, à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Kuala Lumpur en 1989, le Canada a annoncé son engagement à l'égard d'un projet quinquennal de formation et d'assistance technique dans le cadre du FCCT au nouvel État indépendant de Namibie. Le Canada a fourni 3 des 14 millions de dollars affectés à ce projet.

Agence du Commonwealth pour l'enseignement

Une initiative parrainée par le Canada à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue en 1987 a mené à la création de l'Agence du Commonwealth pour l'enseignement (ACE), un organisme distinct basé à Vancouver. L'ACE, premier organisme du Commonwealth dont le siège est situé à l'extérieur de la Grande-Bretagne, a été conçu pour étendre l'accès à l'éducation en développant et en améliorant les méthodes d'enseignement à distance.

Le Canada s'est engagé à verser 12 millions de dollars sur cinq ans, dont 5 millions provenaient de l'ACDI, 5 millions du gouvernement de la Colombie-Britannique et 2 millions du ministère fédéral des Communications.

Au cours de l'été 1993, un comité indépendant a examiné les progrès réalisés par l'ACE et a décerné une note élevée à l'organisme pour la manière remarquable dont il dispense son programme.



Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth

Le programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth offre aux étudiants très doués au plan intellectuel la possibilité d'étudier ou de faire de la recherche dans d'autres pays du Commonwealth. Grâce au volet canadien de ce programme prestigieux, 3 288 étudiants et 186 chercheurs ont reçu des bourses pour venir au Canada et 1 328 Canadiens ont étudié à l'étranger au cours de la période allant de 1960 à 1992. Chaque année, environ 1 500 boursiers du Commonwealth étudient à l'étranger. En 1992-1993, le gouvernement du Canada a alloué 9,6 millions de dollars au programme.

Mécanisme pour les petits États

À la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1985, ceux-ci ont approuvé une proposition qui a mené à la création du Mécanisme pour les petits États - neuf pays du Commonwealth (pour la plupart des États insulaires du Pacifique Sud, de l'océan Indien et des Antilles) jouissant d'une représentation permanente aux Nations Unies. Le Canada a accordé plus de 1 million de dollars au Mécanisme depuis 1987.

Programme de Bourses Langkawi

En 1989, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont approuvé à Kuala Lumpur la Déclaration de Langkawi sur l'environnement. Un an plus tard, l'ACDI a mis en oeuvre le Programme de bourses Langkawi pour confirmer son engagement à l'égard de l'éducation en matière d'environnement et de l'esprit de la Déclaration de Langkawi. Quarante bourses sont décernées chaque année à des fonctionnaires et d'autres experts dans le domaine de l'environnement pour les aider à tirer parti de l'expérience d'autres pays du Commonwealth.

Unité des droits de la Personne

À la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Harare en 1991, le Canada a annoncé une contribution spéciale de 400 000 dollars à l'Unité des droits de la personne du Secrétariat du Commonwealth. Ces fonds ont servi à des activités de formation et d'éducation ainsi qu'à la production de publications.

Les femmes et le développement

En 1990 et 1993, l'ACDI a octroyé des fonds pour permettre aux membres des ministères chargés des questions relatives aux femmes d'assister aux réunions des ministres responsables de la condition féminine, qui sont organisées tous les trois ans par le Secrétariat du Commonwealth. Ces fonds ont été accordés pour tenir compte de la nécessité de permettre aux personnes qui prennent les décisions de participer à ces réunions avec les délégués de haut niveau.

Assistance bilatérale à l'Afrique

L'Afrique demeure la région la moins développée du monde, près de 50 p.100 de ses 500 millions d'habitants vivant sous le seuil de la pauvreté. Sur les 57 pays d'Afrique qui reçoivent de l'aide du Canada, 15 sont membres du Commonwealth.

Le document stratégique intitulé Afrique 21 qu'a fait paraître l'ACDI en 1992 établit le cadre de son programme de coopération en Afrique. Conformément à son objectif fondamental consistant à soulager la pauvreté, l'ACDI s'emploie surtout à appuyer la démocratisation et l'intégration régionale et à établir les mécanismes propres à favoriser l'esprit de libre entreprise dans la région. Cette approche est fondée sur la reconnaissance de trois facteurs : la petite économie africaine typique et fragile ne permettra pas d'assurer le développement durable à long terme, les activités de développement ne peuvent pas porter fruit sans la participation de la population et l'entrepreneuriat est essentiel au renouveau économique.

L'Afrique demeure une priorité pour le Canada et continue de toucher 45 p. 100 de l'aide bilatérale en dépit des réductions budgétaires annoncées le 2 décembre 1992 dans le cadre des compressions des dépenses du gouvernement.



En Afrique occidentale — qui comprend les pays membres du Commonwealth que sont la Gambie, le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone — l'objectif de l'ACDI est d'établir un équilibre durable entre les populations, leur économie et leur environnement. L'ACDI et ses partenaires ont défini un certain nombre de thèmes qui pourraient permettre de trouver des solutions à long terme comme le changement social (pour aider les Africains à adapter leurs sociétés à un monde en évolution tout en préservant les éléments de leur culture qui constituent un actif réel dans le processus du développement); la croissance économique résultant de l'adaptation structurelle, le renforcement des initiatives du secteur privé et l'établissement d'une infrastructure régionale; l'utilisation rationnelle des ressources afin de soutenir davantage les efforts de développement au niveau local et la coopération régionale. Par exemple, l'ACDI accorde 4,8 millions de dollars (1991-1996) pour l'établissement de centres de formation technique au Ghana.

En Afrique australe — qui comprend les pays du Commonwealth que sont le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe — l'ACDI met l'accent sur le soutien de l'intégration régionale. Les objectifs coïncident avec ceux de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA), y compris la création d'une véritable communauté économique régionale et l'élimination éventuelle de toutes les barrières au commerce, à l'investissement et à la migration entre les pays de la région.

Par exemple, l'ACDI octroie 6,7 millions de dollars (1991-1996) à un projet régional d'assistance en matière d'hydrologie dans le bassin du Zambesi et 13,5 millions de dollars (1972-1998) pour l'établissement d'un réseau régional de centres nationaux de semis au sein de la CDA.

Les programmes bilatéraux traditionnels dans les pays d'Afrique centrale et orientale sont remplacés par deux nouveaux mécanismes de financement régionaux : l'un vise à accorder des fonds au secteur privé et l'autre à financer la démocratisation et une saine gestion publique. Les deux fonds devraient être opérationnels d'ici deux ans. Les pays du Commonwealth visés par ces mécanismes sont le Kenya, l'île Maurice, les Seychelles, la Tanzanie et l'Ouganda.

Aide bilatérale à l'Asie et à l'Océanie

Bien que la performance économique de la région continue d'être relativement bonne comparativement à celle d'autres régions du monde, les progrès réalisés varient sensiblement d'un pays à l'autre, et la pauvreté reste un problème important dans une partie de l'Asie du Sud.

Le programme de coopération de l'ACDI pour le développement s'est transformé au rythme de l'évolution de l'Asie. Le programme de l'ACDI concernant l'Asie vise à aider à créer l'environnement politique, économique et social nécessaire pour parvenir au développement durable. En outre, il vise à améliorer les rapports entre le Canada et l'Asie pour en arriver à une coopération plus généralisée et mutuellement avantageuse. À cette fin, le programme d'aide mise sur les relations avec le secteur privé et appuie les institutions et l'établissement de capacités pour aider à la formulation de politiques.

Les pays du Commonwealth qui reçoivent un financement de base du programme de l'Asie sont les suivants : Bangladesh, Inde, Malaisie, Pakistan et Sri Lanka. De plus, l'ACDI appuie les membres de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et les programmes des institutions régionales ainsi que les États insulaires du Pacifique Sud. Le programme destiné aux pays de l'ANASE entend refléter notre confiance dans l'avenir de cette organisation, reconnaître son influence dans le monde et renforcer sa capacité de défendre adéquatement les intérêts de la région en dispensant un soutien technologique et en renforçant les institutions. Le programme de l'ACDI touchant les institutions régionales de l'Asie soutient à la fois les organismes intergouvernementaux et les organisations non gouvernementales tout en mettant



l'accent sur les activités et les organismes qui oeuvrent au développement et à l'adaptation de la technologie ainsi qu'à la mise en valeur des ressources humaines, environnementales et naturelles. Le programme est également axé sur des approches régionales en Asie du Sud, dans le Sud-Est de l'Asie et en Chine.

En Asie du Sud — qui comprend les pays membres du Commonwealth que sont l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et Sri Lanka — les activités de l'ACDI appuient la réforme des politiques économiques et sociales, une meilleure gestion de l'environnement et la démocratisation. L'accent est mis de plus en plus sur la participation de la population et des organisations communautaires à la mise en oeuvre des projets.

Par exemple, l'ACDI octroie 5 millions de dollars (1991-1995) pour favoriser les liens entre les établissements de recherche appliquée de l'Inde et du Canada, 3,7 millions de dollars (1987-1993) pour aider le Pakistan à établir une stratégie de conservation nationale, 28 millions (1992-1997) au gouvernement du Bangladesh pour le Fourth Population and Health Project, qui vise à réduire le taux de fécondité ainsi que le taux de mortalité de la mère et de l'enfant, à améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants et à accroître l'efficacité de la planification familiale, et près de 5 millions de dollars à Sri Lanka (1993-1998) pour un projet de réadaptation par l'éducation et la formation pour faciliter la réinstallation des personnes déplacées par les troubles civils.

Dans le Sud-Est de l'Asie, la Malaisie reçoit des fonds de l'ACDI pour faciliter le passage d'une économie à base de produits agricoles à une économie industrielle mixte en renforçant sa base institutionnelle, humaine et technologique. À cette fin, une contribution de 15 millions de dollars (1991-1996) de l'ACDI aide à promouvoir le partenariat économique entre le Canada et la Malaisie grâce au transfert de technologie et de connaissances du Canada à la Malaisie.

Aide bilatérale aux Antilles et aux Amériques

Les pays des Antilles, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud forment la région des Amériques. D'ici l'an 2000, cette région comptera une population de 500 millions d'habitants et disposera d'un pouvoir d'achat de 1 billion de dollars. Aiguillonnés par la crise de la dette des années 80, la plupart des gouvernements de ces pays ont procédé à des réformes politiques et économiques difficiles. Bien que ces mesures aient permis de ramener la croissance, elles ont également entraîné des coûts sociaux importants, y compris un accroissement du nombre de personnes pauvres.

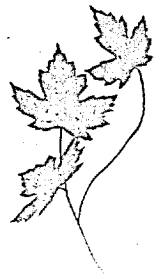
À l'heure actuelle, les programmes de l'ACDI destinés aux Amériques mettent l'accent sur :

- 1) la démocratisation, une saine gestion publique et les droits de la personne;
- 2) la viabilité de l'environnement;
- 3) le soutien de l'adaptation structurelle;
- 4) la mise en valeur du potentiel des institutions régionales et nationales; et
- 5) l'intégration et la coopération régionales.

L'ACDI accorde une aide à 35 pays des Amériques, en particulier à six pays et, de ce nombre, la Jamaïque, le Guyana et les îles des Antilles orientales (notamment la Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis et Antigua-et-Barbuda) sont membres du Commonwealth. Il y a également des programmes de plus petite envergure à la Barbade et au Belize.

Au cours des cinq prochaines années, le programme de l'ACDI touchant la Jamaïque visera plus particulièrement la viabilité de l'environnement, la mise en valeur des ressources humaines et la diminution de la pauvreté.

En Guyana, le programme de l'ACDI met l'accent sur l'aide au programme de reprise économique, la réduction de la pauvreté et la gestion des ressources halieutiques et forestières. Une ligne de crédit de 36 millions de dollars pour l'achat d'engrais (1989-1995) aide à assurer le succès de l'adaptation structurelle en Guyana grâce à la prestation d'un soutien au titre de la balance des paiements alors que les revenus locaux produits par le projet servent à financer un grand nombre de projets communautaires visant la diminution de la pauvreté.



Même si par le passé les projets d'établissement d'une infrastructure ont prédominé dans les programmes visant les Antilles orientales, l'accent est mis de plus en plus sur la mise en valeur des ressources humaines et le renforcement des institutions. L'ACDI accorde 8,4 millions de dollars (1986-1993) pour un Programme de gestion économique des Antilles (PGEA), qui vise à améliorer la gestion économique et financière au sein des pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO). Les bourses de formation III du Canada (1988-1995) sont un projet de 34 millions de dollars conçu pour accroître la base régionale de ressources humaines spécialisées dans les secteurs économiques clés tels l'agriculture (y compris la foresterie et les pêcheries), la petite industrie et la gestion des ressources humaines et de l'éducation.



Aide publique au développement (APD) du Canada aux pays du Commonwealth en 1991-1992

(en millions de dollars canadiens)

Afrique	
Botswana	10,08
Gambie	1,61
Ghana	68,28
Kenya	48,47
Lesotho	10,26
Malawi	30,52
Île Maurice	1,80
Namibie	2,26
Nigéria	4,30
Seychelles	1,83
Sierra Leone	3,14
Swaziland	4,13
Tanzanie	55,33
Ouganda	30,49
Zambie	31,47
Zimbabwe	25,76
Afrique (Région)	19,54
Total	349,27

Antilles et Amériques

Antigua-et-Barbuda	2,85
Bahamas	0,08
Barbade	1,08
Belize	2,71
Dominique	3,20
Grenade	2,40
Jamaïque	32,57
Guyana	18,37
Saint-Kitts-Nevis	0,78
Sainte-Lucie	4,61
Saint-Vincent	2,49
Trinité-et-Tobago	1,60
Région	24,36
Total	97,10

Asie

Bangladesh	186,34
Brunéi	0,03
Inde	115,65
Malaisie	12,42
Maldives	0,33
Pakistan	86,35
Singapour	0,45
Sri Lanka	25,77
Total	427,34

Océanie et Autres Pays

(Kiribati, Tuvalu, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Nauru, Samoa occidentale, Chypre, Malte)

Total	21,84
--------------	--------------

Autres contributions à des pays du Commonwealth

(ne s'appliquent pas à un pays en particulier)

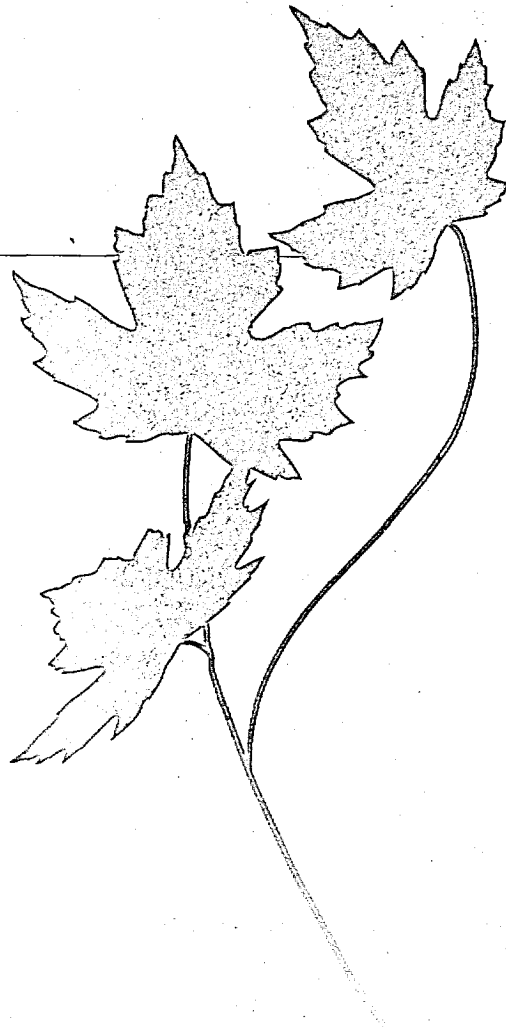
Programme des bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth	10,68
---	--------------

APD totale du Canada à des pays du Commonwealth

Représente 28,5 % de l'APD totale du Canada, soit 3 183,58. **906,23**

Les chiffres ci-dessus comprennent l'aide bilatérale et multilatérale et l'assistance octroyée par l'entremise d'organisations non gouvernementales.

Les partenaires du Canada au sein du Commonwealth





Antigua-et-Barbuda

Nom officiel : Antigua-et-Barbuda
Capitale : Saint John's

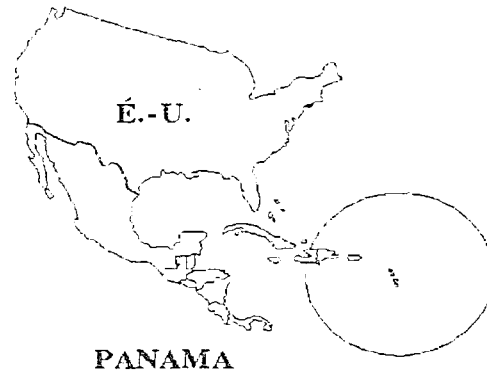
Cadre géographique

Dimension : 440 km²

Population : 64 000 habitants (1991);
croissance de 0,4 %

Principales religions : Majorité
d'anglicans, mais aussi d'autres
protestants et des catholiques
romains

Langues utilisées : Anglais,
dialecte local



Cadre politique

Système politique :
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeants :
Gouverneur général :
Sir Wilfred Ebenezer Jacobs

Premier ministre :
Vere Cornwall Bird

Ministre des Affaires extérieures :
Lester Bird

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
60/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
6 500 \$ US (1989)

Principales exportations :
Produits pétroliers,
biens manufacturés

Principales importations :
Produits pétroliers, machines,
aliments et animaux vivants

Exportations vers le Canada :
0,41 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
9,9 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
250 millions \$ US (1990) (estimation)

Principaux donateurs :
Royaume-Uni, Canada

Aide canadienne au développement :
2,85 millions \$ CAN (ex. 1991-
1992) (estimation)

Australie

Nom officiel : Commonwealth d'Australie
Capitale : Canberra

Cadre géographique

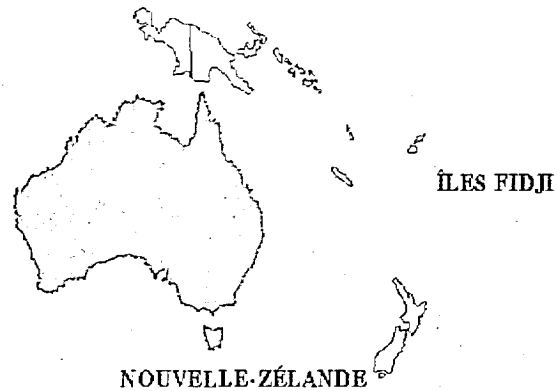
Dimension : 7 686 850 km²

Population : 17,6 millions d'habitants (1992);
croissance de 1,4 %

Ressources naturelles : Bauxite,
houille, minerai de fer, cuivre,
étain, argent

Principales religions : 26 % d'anglicans,
26 % de catholiques romains,
24,3 % d'autres chrétiens

Langues utilisées : Anglais,
langues autochtones



Cadre politique

Système politique :
Monarchie parlementaire fédérale

Dirigeants :
Premier ministre :
Paul Keating

Ministre des Affaires étrangères :
Gareth Evans

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
7/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
16 910 \$ US;
croissance de 1,7 % (1992)

Principales exportations :
Sucre brut, laine, minerais
métalliques, houille, viandes,
céréales, raisins secs

Principales importations :
Matières premières transformées,
biens d'équipement, produits de
consommation

Exportations vers le Canada :
751 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
699,6 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
130,4 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Aucun

Aide canadienne au développement :
Aucune



Bahamas

Nom officiel : Commonwealth des Bahamas

Capitale : Nassau

Cadre géographique

Dimension : 13 940 km²

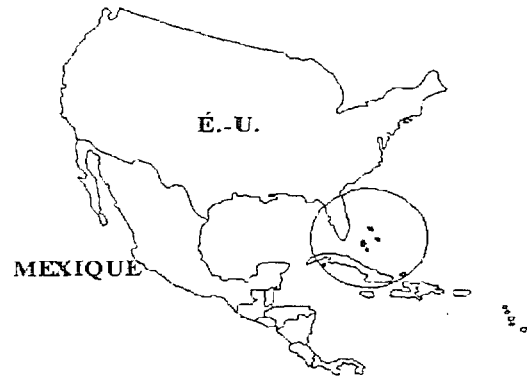
Population : 255 811 habitants (1991);
croissance de 1,4 %

Ressources naturelles : Sel,
aragonite, bois

Principales religions : 32 % de
baptistes, 20 % d'anglicans,
19 % de catholiques romains

Langues utilisées :

Anglais; certains immigrants
haïtiens parlent le créole



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeants :
Premier ministre et ministre des Finances :
Hubert Ingraham

Ministre des Affaires étrangères et
de la Justice, Procureur général :
Orville Turnquest

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
32/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
9 900 \$ US (1990)

Principales exportations :
Produits pharmaceutiques,
ciment, rhum, langoustes

Principales importations :
Produits pétroliers et dérivés,
biens manufacturés

Exportations vers le Canada :
50,2 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
23,2 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
267,7 millions \$ US (déc. 1990)

Principaux donateurs :
Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
0,08 million \$ CAN (ex. 1991-1992) (estimation)

Bangladesh

Nom officiel : République populaire du Bangladesh
Capitale : Dhaka



Cadre géographique

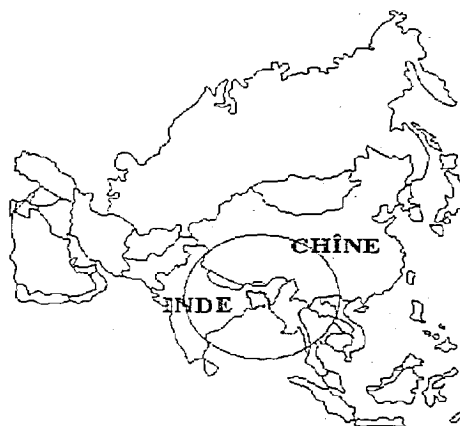
Dimension : 144 000 km²

Population : 111 millions d'habitants (1992);
croissance de 2,4 %

Ressources naturelles : Gaz naturel,
uranium, sols arables, bois

Principales religions : 83 % de
musulmans, 16 % d'hindous,
1 % autres

Langues utilisées : Bengali (officielle),
anglais très répandu



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Abdur Rahman Biswas

Premier ministre :
Khaleda Zia

Ministre des Affaires étrangères :
Lieutenant-colonel (retr.)
A.S.M. Mustafizur Rahman

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
147/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
200 \$ US; croissance de 3,2 %

Principales exportations :
Jute, thé, cuir, crevettes, textiles

Principales importations :
Aliments, pétrole, produits
semi-transformés et biens
de consommation

Exportations vers le Canada :
41,9 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
80,3 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
13,1 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, États-Unis, Canada,
Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas

Aide canadienne au développement :
186,34 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992) (estimation)



Barbade

Nom officiel : Barbade
Capitale : Bridgetown

Cadre géographique

Dimension : 430 km²

Population : 254 934 habitants (1992);
croissance de 0,1 %

Ressources naturelles : Pétrole brut,
poisson, gaz naturel

Principales religions : 40 % d'anglicans,
27 % d'autres protestants,
4 % de catholiques romains

Langues utilisées :
Anglais



Cadre politique

Système politique :
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeants :
Premier ministre :
Lloyd Erskine Sandiford

Ministre des Affaires étrangères :
Branford Taitt

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
20/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
6 500 \$ US (1990)

Principales exportations :
Sucre et mélasses, produits
chimiques, composantes
électriques, vêtements, rhum

Principales importations :
Produits alimentaires
et machines

Exportations vers le Canada :
6,2 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
22 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
652 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Pays-Bas, Japon, Canada

Aide canadienne au développement :
1,08 million \$ CAN
(ex. 1991-1992) (estimation)

Belize

Nom officiel : Belize
Capitale : Belmopan



Cadre géographique

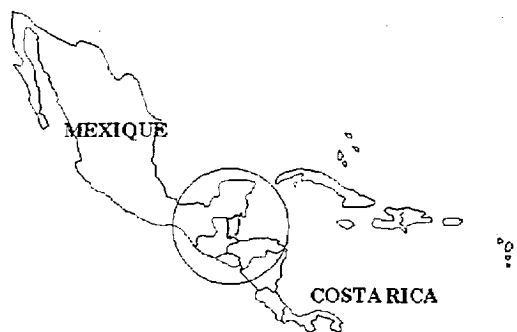
Dimension : 22 960 km²

Population : 229 143 habitants (1992);
croissance de 3,0 %

Ressources naturelles : Sols arables,
bois, poisson

Principales religions : 60 % de
catholiques romains, 12 % d'anglicans,
28 % de protestants

Langues utilisées : Anglais
(officielle), espagnol, créole
anglais, maya, garifuna (caribe)



Cadre politique

Système politique :
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeants :
Premier ministre :
Manuel Esquivel

Vice-premier ministre et
ministre des Affaires étrangères :
Dean Barrow

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
82/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
1 635 \$ US (1990)

Principales exportations :
Sucre, agrumes, bananes

Principales importations :
Machines et matériel de transport,
produits manufacturés, combustibles,
produits chimiques, produits
pharmaceutiques

Exportations vers le Canada :
6,6 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
3,5 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
167,1 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Royaume-Uni, Canada, Pays-Bas

Aide canadienne au développement :
2,71 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Botswana

Nom officiel : République du Botswana

Capitale : Gaborone

Cadre géographique

Dimension : 600 370 km²

Population : 1 292 210 habitants (1992);
croissance de 2,6 %

Ressources naturelles : Diamants,
cuivre, nickel, sel, soude, potasse,
houille

Principales religions :
50 % d'animistes, 50 % de chrétiens

Langues utilisées :
Setswana, anglais (officielle)



Cadre politique

Système politique :
République parlementaire

Dirigeants :
Président :
Sir Ketumile Masire

Ministre des Affaires étrangères :
Gaositwe Chiepe

Institutions démocratiques :
Assemblée nationale, Chambre
des chefs; multipartisme

Index ONU, développement humain :
104/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
2 800 \$ US (1991); croissance de 6,3 %

Principales exportations :
Diamants, cuivre, nickel, boeuf

Principales importations :
Produits alimentaires, véhicules, textiles,
produits pétroliers

Exportations vers le Canada :
0,81 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
3,3 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
542,8 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Norvège, Allemagne, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
10,08 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992) (estimation)

Brunéi

Nom officiel : Brunéi Darussalam
Capitale : Bandar Seri Begawan



Cadre géographique

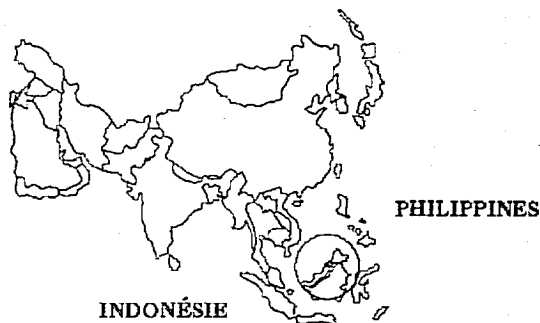
Dimension : 5 770 km²

Population : 269 319 habitants (1992);
croissance de 2,9%

Ressources naturelles : Pétrole brut,
gaz naturel, bois

Principales religions : 63% de
musulmans, 8% de chrétiens,
14% de bouddhistes, 15% autres

Langues utilisées : Malais,
anglais et chinois



Cadre politique

Système politique :
Sultanat héréditaire

Dirigeants :
Chef de l'État :
Sa Majesté sultan sir hadj
Hassanal Bolkiah Mu'izzadin Waddaulah

Ministre des Affaires étrangères :
Sa Majesté le prince Mohamed Bolkiah

Institutions démocratiques :
Ni parti, ni élections (autocratie)

Index ONU, développement humain :
44/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
14 000 \$ US (1991); croissance de 1%

Principales exportations :
Pétrole brut, gaz naturel,
produits pétroliers

Principales importations :
Machines et matériel de transport,
produits manufacturés, aliments

Exportations vers le Canada :
809 000 \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
1,3 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
Aucune

Principaux donateurs :
Aucun

Aide canadienne au développement :
0,03 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)as



Chypre

Nom officiel : République de Chypre
Capitale : Nicosie

Cadre géographique

Dimension : 9 250 km²

Population : 716 492 habitants (1992);
croissance de 1 %

Ressources naturelles : Cuivre,
pyrites, amiante, gypse, bois,
sel, marbre

Principales religions : 78 % de Grecs
orthodoxes, 18 % de musulmans,
4 % autres

Langues utilisées : Grec, turc, anglais



Cadre politique

Système politique :
République parlementaire

Dirigeants :
Président et chef du gouvernement :
Glafcos Clerides

Ministre des Affaires étrangères :
Alecis Michaelides

Institutions démocratiques :
Chambre unicamérale, multipartisme

Index ONU, développement humain :
27/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
9 600 \$ US (région grecque);
4 000 \$ US (région turque).
Croissance de 6,0 % et de 5,9 %, respectivement (1990)

Principales exportations :
Agrumes, pommes de terre,
raisins, vin, ciment, vêtements

Principales importations :
Biens de consommation, produits
pétroliers, aliments, machines

Exportations vers le Canada :
1,2 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
19,2 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
3,2 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
États-Unis, Japon, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
Aucune

Dominique



Nom officiel : Commonwealth de la Dominique
Capitale : Roseau

Cadre géographique

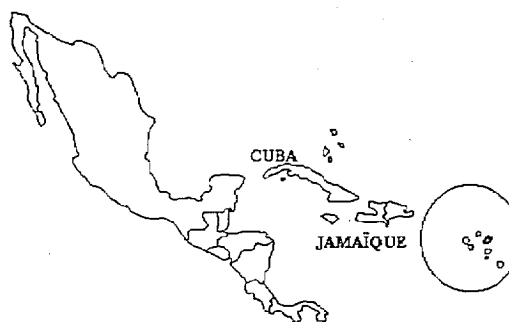
Dimension : 750 km²

Population : 72 000 habitants (1991);
croissance de 1,6 %

Ressources naturelles : Bois

Principales religions : 80 % de
catholiques romains

Langues utilisées : Anglais
(officielle), patois français



Cadre politique

Système politique :
République parlementaire

Dirigeants :
Président :
Sir Clarence Augustus Seignoret

Premier ministre :
(Mary) Eugenia Charles

Ministre des Affaires extérieures et
de l'Unité OECO :
Brian Alleyne

Institutions démocratiques :
Chambre unicamérale, multipartisme

Index ONU, développement humain :
51/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
2 000 \$ US (1990);
croissance de -2 % (1991)

Principales exportations :
Bananes, noix de coco, agrumes

Principales importations :
Machines, produits manufacturés
de base, produits alimentaires

Exportations vers le Canada :
0,12 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
1,4 million \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
94,4 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
France, Canada, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
3,20 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Gambie

Nom officiel : République de Gambie

Capitale : Banjul

Cadre géographique

Dimension : 11 300 km²

Population : 902 089 habitants (1992);
croissance de 3,1 %

Ressources naturelles : Poissons

Principales religions : 90 % de
musulmans, 9 % de chrétiens,
1 % d'indigènes

Langues utilisées : Mandingues,
anglais (officielle), ouolof, peuls
et autres langues indigènes



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :

Président :

Sir Dawda Jawara

Ministre des Affaires extérieures :

Omar B. Sey

Institutions démocratiques :

Chambre unicamérale, multipartisme

Index ONU, développement humain :

167/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :

235 \$ US (1990);

croissance de 3 % (ex. 1991)

Principales exportations :

Arachides, coton, huile de
palme, poisson

Principales importations :

Produits alimentaires, biens
manufacturés, combustibles, machines

Exportations vers le Canada :

0,03 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :

0,15 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :

350,7 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :

Royaume-Uni, Suisse, Autriche

Aide canadienne au développement :

1,61 million \$ CAN

(ex. 1991-1992) (estimation)

Ghana

Nom officiel : République du Ghana
Capitale : Accra



Cadre géographique

Dimension : 238 540 km²

Population : 16,2 millions d'habitants (1992);
croissance de 3,1 %

Ressources naturelles : Or, bois,
diamants, bauxite, manganèse

Principales religions : 38 % d'animistes,
30 % de musulmans, 24 % de chrétiens

Langues utilisées : Anglais (officielle)
et plusieurs langues africaines



Cadre politique

Système politique :
Militaire

Dirigeants :
Président du CPDN :
Capt. avn(retr.) Jerry John Rawlings

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères :
Obed Asamoah

Institutions démocratiques :
Conseil provisoire de la Défense
nationale (l'assemblée consultative
examine la nouvelle constitution)

Index ONU, développement humain :
131/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
400 \$ US (1991);
croissance de 5 %

Principales exportations :
Cacao, bois, or, thon,
bauxite, aluminium

Principales importations :
Pétrole, biens de consommation,
produits alimentaires,
biens d'équipement

Exportations vers le Canada :
5,1 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
26,8 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
4,2 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Allemagne, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
68,28 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992) (estimation)



Grenade

Nom officiel : Grenade
Capitale : Saint George's

Cadre géographique

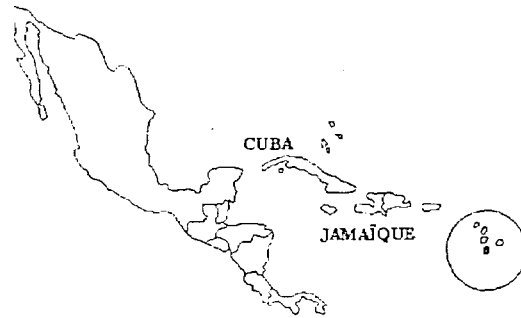
Dimension : 340 km²

Population : 83 556 habitants (1992);
croissance de -0,3 %

Ressources naturelles : bois, fruits
tropicaux, ports en eau profonde

Principales religions : Catholicisme romain

Langues utilisées : Anglais, patois français



Cadre politique

Système politique :
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeants :
Premier ministre et
ministre des Affaires extérieures :
Nicholas Brathwaite

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
59/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
2 800 \$ US (1990)

Principales exportations :
Muscade, fèves de cacao,
bananes, macis, textiles

Principales importations :
Machines, produits alimentaires,
biens manufacturés, produits
chimiques et combustibles

Exportations vers le Canada :
0,32 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
2,6 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
109,5 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Royaume-Uni, Canada

Aide canadienne au développement :
2,40 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Guyana



Nom officiel : République coopérative de Guyana
Capitale : Georgetown

Cadre géographique

Dimension : 214 970 km²

Population : 739 431 habitants (1992);
taux de croissance de -0,6 %

Ressources naturelles : Bauxite,
or, diamants, bois, crevettes

Principales religions : 57 % de
chrétiens, 33 % d'hindous,
9 % de musulmans

Langues utilisées : Créole anglais
et dialectes amérindiens



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Chef de l'État, Président :
Cheddi Jagan

Premier ministre :
Samuel Hinds

Ministre des Affaires étrangères :
Clement Rohee

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
105/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
300 \$ US (1991)

Principales exportations :
Bauxite, sucre, riz, crevettes,
or, mélasses, rhum

Principales importations :
Machines, aliments, pétrole

Exportations vers le Canada :
39 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
6 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
1,9 milliard \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Royaume-Uni, Canada, Japon

Aide canadienne au développement :
18,37 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Inde

Nom officiel : République de l'Inde

Capitale : New Delhi

Cadre géographique

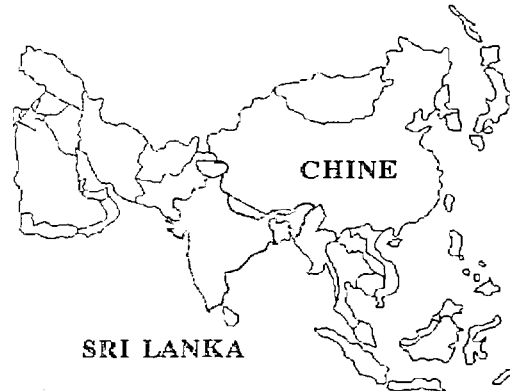
Dimension : 3 287 590 km²

Population : 866 millions d'habitants (1992);
croissance de 1,9 %

Ressources naturelles : Houille, minerai de fer,
manganèse, mica, bauxite, titane, chromates

Principales religions : 83 % d'hindous,
11 % de musulmans, 2,4 % de chrétiens,
2 % de sikhs, 1,5 % autres

Langues utilisées : Hindi, anglais et
14 autres langues officielles; bien
d'autres langues encore



Cadre politique

Système politique :
République fédérale

Dirigeants :
Président :
Shanker Dayal Sharma

Premier ministre :
P.V. Narasimha Rao

Ministre des Affaires extérieures :
Dinesh Singh

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
134/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
320 \$ US (1991); croissance de 5,0 %
(1992)(estimation)

Principales exportations :
Gemmes et bijoux, biens d'ingénierie,
fer, thé, café, produits du poisson

Principales importations :
Pétrole, huiles comestibles, textiles,
vêtements, biens d'équipement

Exportations vers le Canada :
278,3 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
510,1 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
71,6 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Allemagne, Royaume-Uni, Japon

Aide canadienne au développement :
115,65 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Jamaïque

Nom officiel : Jamaïque
Capitale : Kingston



Cadre géographique

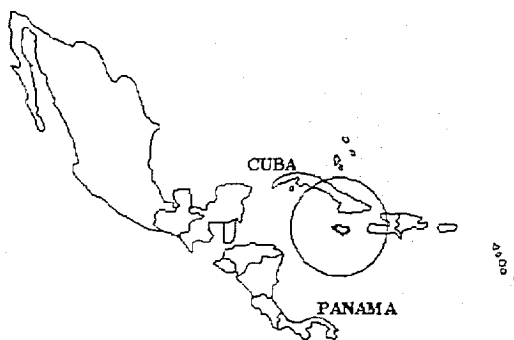
Dimension : 10 990 km²

Population : 2 506 701 habitants (1992);
croissance de 0,9 %

Ressources naturelles : Bauxite,
gypse, chaux

Principales religions : 56 % de
protestants (groupes divers),
44 % de membres d'autres religions,
dont des adeptes du rastafarisme

Langues utilisées : Anglais, créole



Cadre politique

Système politique :
Monarchie parlementaire (E II)

Dirigeants :
Premier ministre :
P.J. Patterson

Ministre des Affaires étrangères et
du Commerce extérieur :
Paul Robertson

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
69/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
1 400 \$ US (1991)

Principales exportations :
Bauxite, alumine, sucre, bananes

Principales importations :
Pétrole, machines, produits
alimentaires, biens de consommation,
matériaux de construction

Exportations vers le Canada :
173,9 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
68,7 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
4,5 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Canada, Allemagne

Aide canadienne au développement :
32,57 millions \$ CAN (ex. 1991-
1992)(estimation)



Kenya

Nom officiel : République du Kenya

Capitale : Nairobi

Cadre géographique

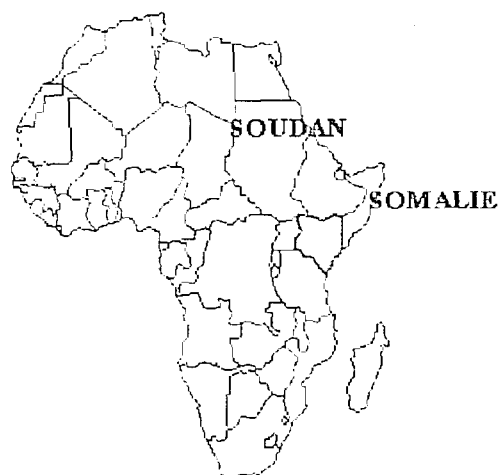
Dimension : 582 650 km²

Population : 25,2 millions d'habitants (1991);
croissance de 3,6 %

Ressources naturelles : Or, chaux,
diatomite, barytines

Principales religions : 38 % de
protestants, 28 % de catholiques
romains, 26 % d'animistes,
6 % de musulmans

Langues utilisées : Swahili, anglais
(toutes deux officielles)



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :

Président :
Daniel Arap Moi

Ministre des Affaires étrangères :
Stephen Kalonzo Musyoka

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
en transition vers le multipartisme

Index ONU, développement humain :
127/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
360 \$ US ; croissance de 2,3 %
(1991)(estimation)

Principales exportations :
Café, thé, produits manufacturés,
produits pétroliers

Principales importations :
Machines et matériel de transport,
matières premières, combustibles,
aliments et biens de consommation

Exportations vers le Canada :
13,3 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
25,3 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
7 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
États-Unis, Royaume-Uni, Japon

Aide canadienne au développement :
48,47 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Kiribati

Nom officiel : Kiribati

Capitale : Tarawa



Cadre géographique

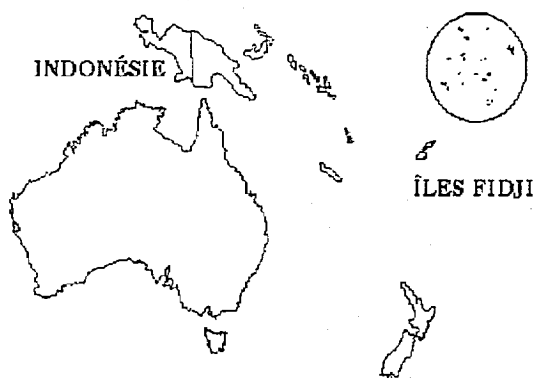
Dimension : 717 km²

Population : 74 788 habitants (1992);
croissance de 2,1 %

Ressources naturelles : Phosphates
(production abandonnée en 1979)

Principales religions : 52 % de catholiques
romains, 40 % de protestants, 6 % autres

Langues utilisées : Anglais, gilbertain,
dialecte micronésien I-Kiribati



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :

Président :

Teatao Teannaki

(également ministre des
Affaires étrangères et du
Commerce international)

Institutions démocratiques :

Chambre unicamérale

Index ONU, développement humain :
S.O.

Cadre économique

PIB (per capita) :
525 \$ US (1990); croissance de 1 %

Principales exportations :

Poisson, coprah

Principales importations :

Denrées alimentaires, combustibles,
matériel de transport

Exportations vers le Canada :

Néant (1991)

Importations du Canada :

0,08 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :

2,0 millions \$ US (1989)

Principaux donateurs :

Japon, Australie, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :

0,25 million de \$ CAN

(ex. 1993-1994)(estimation)



Lesotho

Nom officiel : Royaume du Lesotho

Capitale : Maseru

Cadre géographique

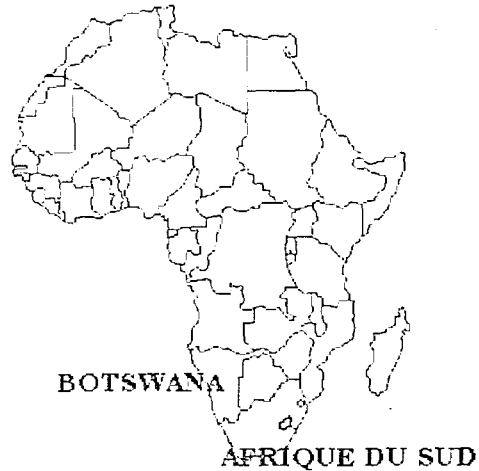
Dimension : 30 350 km²

Population : 1 848 925 habitants (1992);
croissance de 2,6 %

Ressources naturelles : Eau,
agriculture, diamants

Principales religions : 80 % de
chrétiens, 20 % d'animistes

Langues utilisées : Sesotho,
anglais (officielle)



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants :
Chef de l'État :
Roi Letsie III

Chef du gouvernement,
Premier ministre :
Ntsu Mokhehle

Ministre des Affaires étrangères :
Molapo Qhobela

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
120/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
540 \$ US (1992); croissance de 2,4 %
(1992-1993)

Principales exportations :
Laine, mohair, blé, bétail, textiles

Principales importations :
Maïs, matériaux de construction,
vêtements, véhicules, médicaments,
pétrole

Exportations vers le Canada :
2,9 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
0,05 million \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
427,7 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
10,26 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Malaisie

Nom officiel : Malaisie
Capitale : Kuala Lumpur



Cadre géographique

Dimension : 329 750 km²

Population : 18 410 920 habitants (1992);
croissance de 2,4 %

Ressources naturelles : Étain, pétrole
brut, bois, cuivre, minerai de fer

Principales religions : 55 % de musulmans,
30 % de bouddhistes, 8 % d'hindous

Langues utilisées : Malais (officielle),
anglais, dialectes chinois, langues tribales



Cadre politique

Système politique :
Fédération - monarchie
constitutionnelle
(et gouverneurs régionaux)

Dirigeants :
Chef de l'État :
Gouverneur suprême Yang
di-Pertuan Agong (Sultan)
Yusof Izzudin (depuis le 26 avril 1989)

Premier ministre :
Mahathir bin Mohamad

Ministre des Affaires étrangères :
Datuk Abdullah bin hadj Ahmad Badawi

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral,
élections multipartites

Index ONU, développement humain :
57/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
3 000 \$ US (1992); croissance de 8 % (1992)

Principales exportations :
Caoutchouc naturel, huile de palme,
étain, bois, produits pétroliers,
produits électriques

Principales importations :
Aliments, pétrole brut, biens de
consommation, biens d'équipement,
produits chimiques

Exportations vers le Canada :
598 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
230,8 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
21,4 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Royaume-Uni, Australie

Aide canadienne au développement :
12,42 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Malawi

Nom officiel : République du Malawi
Capitale : Lilongwe

Cadre géographique

Dimension : 118 480 km²

Population : 9 605 342 habitants (1992);
croissance de 1,8 %

Ressources naturelles : Chaux, uranium
(non exploité), houille, bauxite

Principales religions : 55 % de protestants,
20 % de catholiques romains, 20 % de
musulmans; les croyances indigènes
sont également pratiquées

Langues utilisées : Chichewa, anglais
(toutes deux officielles) et autres



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président à vie et
ministre des Affaires extérieures :
Hastings Kamuzu Banda

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral, parti unique
Restauration du multipartisme
approuvée par référendum

Index ONU, développement humain :
153/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
200 \$ US; croissance de 4,2 % (1991)

Principales exportations :
Tabac, thé, sucre, café, arachides

Principales importations :
Aliments, pétrole, biens de
consommation, matériel de transport

Exportations vers le Canada :
1,2 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
2,8 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
1,7 milliard \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis

Aide canadienne au développement :
30,52 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Maldives

Nom officiel : République des Maldives
Capitale : Malé



Cadre géographique

Dimension : 300 km²

Population : 234 371 habitants (1992);
croissance de 3,7 %

Ressources naturelles : Poisson

Principales religions : Mulsumans sunnites

Langues utilisées : Divehi
(dialecte cingalais), anglais



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Maumoon Abdul Gayoom

Ministre des Affaires étrangères :
Fathulla Jameel

Institutions démocratiques :
Conseil unicaméral des citoyens

Index ONU, développement humain :
112/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
770 \$ US; croissance de 10,1 % (1990)

Principales exportations :
Poisson, vêtements

Principales importations :
Biens d'équipement, biens de
consommation, produits pétroliers

Exportations vers le Canada :
95 000 \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
0,10 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
80,4 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Pas de données

Aide canadienne au développement :
0,34 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Malte

Nom officiel : République de Malte
Capitale : Valetta

Cadre géographique

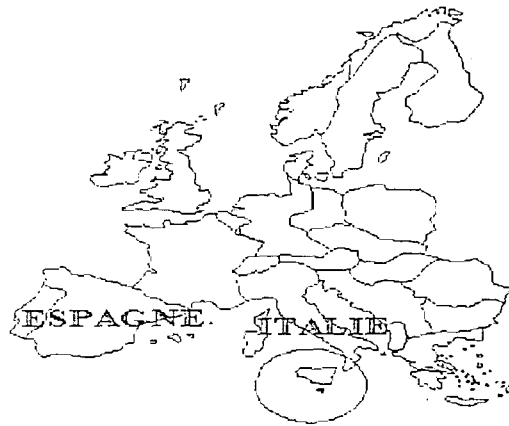
Dimension : 320 km²

Population : 359 231 habitants (1992);
croissance de 0,8 %

Ressources naturelles : Chaux, sel

Principales religions : 98 % catholiques
romains

Langues utilisées : Maltais et
anglais (officielles)



Cadre politique

Système politique :
Démocratie parlementaire

Dirigeants :
Chef de l'État, Président :
Vincent Tabone

Chef du gouvernement,
Premier ministre :
Edward Fenech-Adami

Vice-premier ministre :
Guido De Marco
(également ministre des
Affaires étrangères)

Institutions démocratiques :
Chambre unicamérale, multipartisme

Index ONU, développement humain :
39/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
7 000 \$ US (1991);
croissance de 5,5 % (1990)

Principales exportations :
Vêtements, textiles, chaussures, navires

Principales importations :
Aliments, pétrole, nouveaux
matériaux, machines

Exportations vers le Canada :
2,4 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
2 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
612,2 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Aucun

Aide canadienne au développement :
S.O.

Maurice

Nom officiel : République de Maurice
Capitale : Port Louis



Cadre géographique

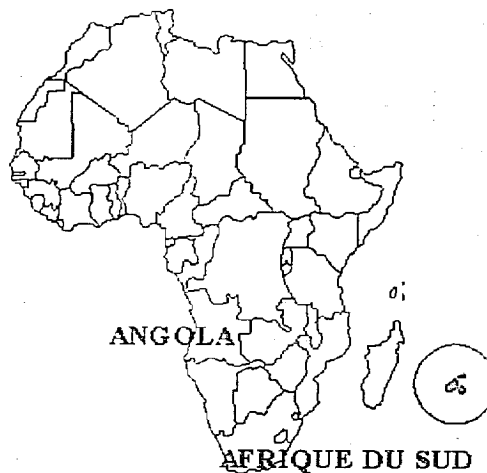
Dimension : 1 860 km²

Population : 1 092 130 habitants (1992);
croissance de 0,8 %

Ressources naturelles : Sols
arables, poisson

Principales religions : 52 % d'hindous,
26 % de chrétiens, 17 % de musulmans

Langues utilisées : Anglais (officielle),
créole, français, hindi, ourdou



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Cassam Uteem

Premier ministre :
Sir Anerood Jugnauth

Ministre des Affaires étrangères :
Ahand Swalay Kasenally

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
56/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
2 300 \$ US; croissance de 6,1 %
(ex. 1991)(estimation)

Principales exportations :
Textiles, sucre, produits d'industrie légère

Principales importations :
Biens manufacturés, biens d'équipement,
produits alimentaires, produits pétroliers,
produits chimiques

Exportations vers le Canada :
13,7 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
1,7 million \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
991 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
France, Japon, Australie

Aide canadienne au développement :
1,80 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Namibie

Nom officiel : République de Namibie
Capitale : Windhoek

Cadre géographique

Dimension : 824 290 km²

Population : 1 574 927 habitants (1992);
croissance de 3,5 %

Ressources naturelles : Diamants,
métaux, minéraux, pêche

Principales religions : Chrétiens

Langues utilisées : Afrikaans, anglais
(officielle), ovambo, allemand



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Sam Nujoma

Premier ministre :
Hage Geingob

Ministre des Affaires étrangères :
Theo-Ben Gurirab

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, multipartisme

Index ONU, développement humain :
135/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
1 400 \$ US; croissance de 5,1 % (1991)

Principales exportations :
Diamants, uranium, or, cuivre, viandes,
poisson, zinc, bétail, peaux de caracul

Principales importations :
Denrées alimentaires, biens de
consommation, machines, produits
pétroliers, combustibles

Exportations vers le Canada :
20,6 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
1,6 million \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
250 millions \$ US

Principaux donateurs :
S.O.

Aide canadienne au développement :
2,26 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Nauru

Nom officiel : République de Nauru
Capitale : Pas de capitale

Cadre géographique

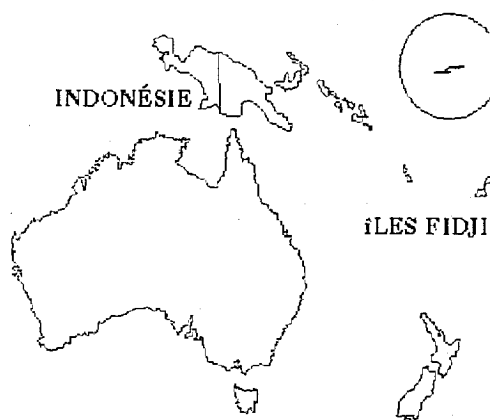
Dimension : 21 km²

Population : 9 460 habitants;
croissance de 1,3 %

Ressources naturelles : Minéraux

Principales religions : Chrétiens

Langues utilisées : Nauruen
(officielle), anglais



Cadre politique

Système politique :
République (membre spécial
du Commonwealth)

Dirigeants :
Président et
ministre des Affaires extérieures :
Bernard Dowiyogo

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral

Index ONU, développement humain :
Non disponible

Cadre économique

PIB (per capita) :
10 000 \$ US; croissance :
non disponible (1989)

Principales exportations :
Phosphates

Principales importations :
Tous les biens essentiels (y compris
l'eau potable), machines, combustibles,
matériaux de construction

Exportations vers le Canada :
1 000 \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
Pas de données disponibles

Dettes extérieures :
33,3 millions \$ US (1990)

Principaux donateurs :
Australie, Japon

Aide canadienne au développement :
Aucune





Nigéria

Nom officiel : République fédérale du Nigéria
Capitale : Abuja, en remplacement de Lagos

Cadre géographique

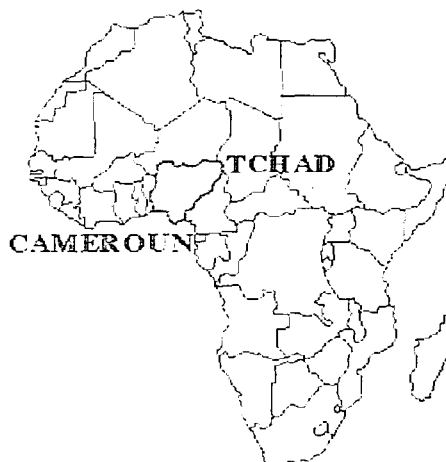
Dimension : 923 770 km²

Population : 122,5 millions d'habitants (1991);
croissance de 3,0 %

Ressources naturelles : Pétrole brut,
étain, columbite, minerais de fer, houille

Principales religions : 50 % de musulmans,
40 % de chrétiens, 10 % de pratiquants de
religions indigènes

Langues utilisées : Anglais (officielle),
haoussa, yorouba, ibo, peul



Cadre politique

Système politique :
République fédérale

Dirigeants :
Président :
Général Ibrahim Babangida

Secrétaire d'État aux
Affaires étrangères :
Matthew Mbu

Institutions démocratiques :
Gouvernement militaire révoqué
lors des élections présidentielles
du 12 juin 1993

Index ONU, développement humain :
142/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
250 \$ US; croissance de 5,2 % (1990)

Principales exportations :
Huile, cacao, caoutchouc

Principales importations :
Biens de consommation, biens
d'équipement, produits chimiques,
matières premières

Exportations vers le Canada :
474,9 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
51,3 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
34,5 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Royaume-Uni, Allemagne

Aide canadienne au développement :
4,30 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Nouvelle-Zélande

Nom officiel : Nouvelle-Zélande
Capitale : Wellington



Cadre géographique

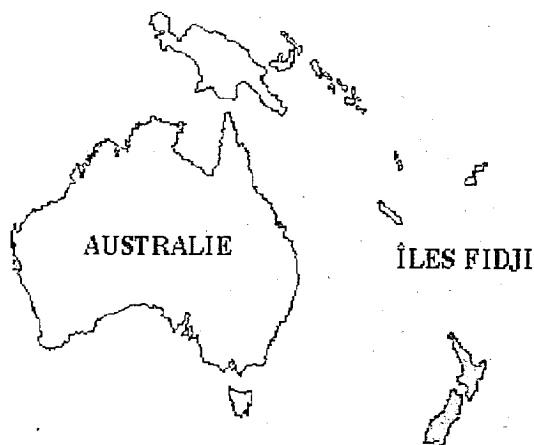
Dimension : 268 860 km²

Population : 3 347 369 habitants (1992);
croissance de 0,7 %

Ressources naturelles : Gaz naturel,
minerai de fer, sable, houille, bois,
hydro-électricité

Principales religions : 81 % de chrétiens

Langues utilisées : Anglais
(officielle), maïri



Cadre politique

Système politique :
Démocratie parlementaire (E II)

Dirigeants :
Gouverneur général :
Catherine Tizard
(depuis le 12 déc. 1990)

Premier ministre :
Jim Bolger

Ministre des Affaires étrangères et
du Commerce :
Don McKinnon

Institutions démocratiques :
Chambre unicamérale,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
17/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
14 000 \$ US; croissance de -0,4 % (1991)

Principales exportations :
Boeuf, agneau, fruits, acier, mouton,
laine, produits forestiers, produits
manufacturés, produits chimiques

Principales importations :
Pétrole, biens de consommation,
véhicules à moteur, matériel industriel

Exportations vers le Canada :
204,3 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
105,8 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
17 milliards \$ US (1989)

Principaux donateurs :
Aucun

Aide canadienne au développement :
Aucune



Ouganda

Nom officiel : République de l'Ouganda
Capitale : Kampala

Cadre géographique

Dimension : 236,040 km²

Population : 19 386 104 habitants (1992);
croissance de 3,7 %

Ressources naturelles : Cuivre, cobalt,
chaux, sel, hydro-électricité

Principales religions : 33 % de catholiques
romains, 33 % de protestants, 16 % de
musulmans, animistes

Langues utilisées : Ougandais, swahili,
anglais (officielles); autres langues
bantoues et nilotiques



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Yoweri Museveni

Premier ministre :
George Cosmas Adyebo

Ministre des Affaires étrangères :
Paul Ssemogerere

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
parti unique

Index ONU, développement humain :
146/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
300 \$ US; croissance de 4,5 %
(1991)(estimation)

Principales exportations :
Café, coton, thé

Principales importations :
Produits pétroliers, machines, métaux,
aliments, matériel de transport

Exportations vers le Canada :
3,0 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
9,2 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
2,8 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Royaume-Uni, États-Unis, Suède

Aide canadienne au développement :
30,49 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Pakistan

Nom officiel : République islamique du Pakistan
Capitale : Islamabad



Cadre géographique

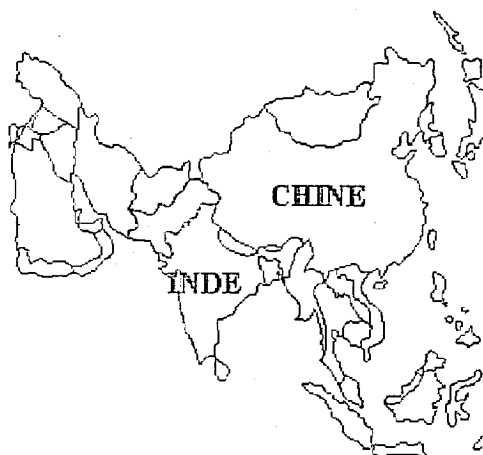
Dimension : 803 940 km²

Population : 121 664 539 habitants (1992);
croissance de 2,9 %

Ressources naturelles : Gaz, pétrole
brut, houille, minerais de fer, cuivre, sel

Principales religions : 77 % de musulmans
sunnites, 20 % de musulmans chiites,
3 % de chrétiens

Langues utilisées : Ourdou, anglais



Cadre politique

Système politique :
Régime parlementaire, }
république fédérale avec
pouvoirs exécutifs importants

Dirigeants :
Les résultats des élections
du 6 octobre n'étaient pas encore
connus lors de l'impression

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral, élections
multipartites; l'influence politique
des militaires demeure forte

Index ONU, développement humain :
132/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
400 \$ US (1992); croissance de 3,09 %
(ex. 1992-1993)(estimation)

Principales exportations :
Riz, coton, textiles, vêtements

Principales importations :
Pétrole, machines, matériel de
transport, huiles végétales, produits
chimiques, graisses animales

Exportations vers le Canada :
141,6 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
72 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
26,6 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, États-Unis, Allemagne

Aide canadienne au développement :
86,35 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Papouasie-Nouvelle-Guinée

Nom officiel : État indépendant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
Capitale : Port Moresby

Cadre géographique

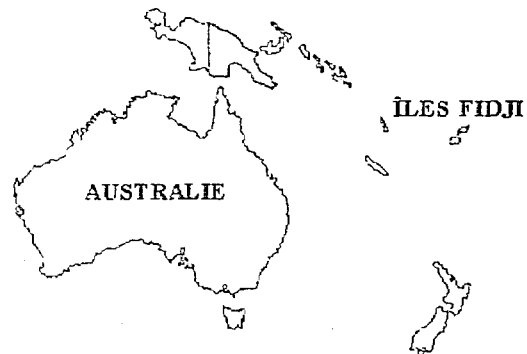
Dimension : 461 690 km²

Population : 3,91 millions d'habitants (1991);
croissance de 2,3 %

Ressources naturelles : Or, cuivre,
argent, gaz, bois

Principales religions : 22 % de catholiques
romains, 44 % de protestants, 34 % de
pratiquants de religions indigènes

Langues utilisées : Anglais (pidgin, en
particulier), 715 langues indigènes



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeants :
Les résultats des récentes
élections n'étaient pas encore
connus lors de l'impression

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
129/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
800 \$ US; croissance de 9 % (1991)

Principales exportations :
Or, minerais de cuivre, café, huile de palme,
bois en grumes, cacao, homard

Principales importations :
Machines et matériel de transport,
combustibles, produits alimentaires, produits
chimiques, biens de consommation

Exportations vers le Canada :
0,49 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
5,1 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
2,8 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Australie, Japon, Allemagne

Aide canadienne au développement :
0,5 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Royaume-Uni

Nom officiel : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Capitale : Londres



Cadre géographique

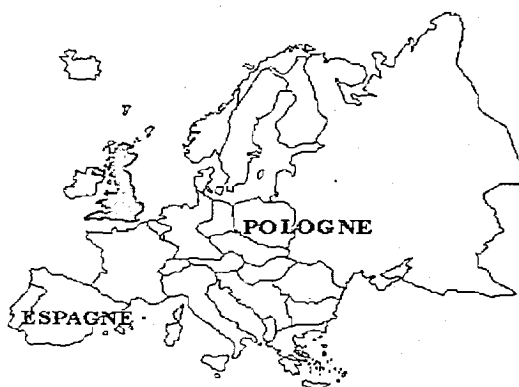
Dimension : 244 820 km²

Population : 57,8 millions d'habitants (1992);
croissance de 0,3 %

Ressources naturelles : Houille, pétrole
brut, gaz naturel, étain, minerai de fer

Principales religions : 57 % d'anglicans,
15 % de protestants autres, 13 % de
catholiques romains

Langues utilisées : Anglais,
gallois, gaélique



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeants :
Premier ministre :
John Major

Secrétaire d'État aux
Affaires étrangères :
Douglas Hurd

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral

Index ONU, développement humain :
10/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
19 153 \$ CAN (1992)(estimation);
croissance de -0,9 %

Principales exportations :
Produits manufacturés, machines,
combustibles, véhicules,
produits chimiques

Principales importations :
Machines, produits alimentaires,
biens de consommation, produits
manufacturés

Exportations vers le Canada :
4,1 milliards \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
3 milliards \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
397,3 milliards \$ CAN (1992)

Principaux donateurs :
Aucun

Aide canadienne au développement :
Aucune



Saint-Kitts-et-Nevis

Nom officiel : Saint-Kitts-et-Nevis
Capitale : Basseterre

Cadre géographique

Dimension : 262 km²

Population : 40 061 habitants;
croissance de 0,3 %

Ressources naturelles :

Principales religions : Anglicans,
quelques religions d'autres sectes
protestantes et catholiques romaines

Langues utilisées : Anglais



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeants :
Premier ministre et
ministre des Affaires étrangères :
Kennedy A. Simmonds

Vice-premier ministre :
Michael Oliver Powell

Institutions démocratiques :
Chambre unicamérale

Index ONU, développement humain :
79/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
3 650 \$ US (1990)

Principales exportations :
Sucre, électronique, vêtements,
timbres-poste

Principales importations :
Denrées alimentaires,
machines, combustibles

Exportations vers le Canada :
5 000 \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
1,5 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
44,6 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Royaume-Uni, Canada

Aide canadienne au développement :
0,78 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Sainte-Lucie

Nom officiel : Sainte-Lucie
Capitale : Castries



Cadre géographique

Dimension : 620 km²

Population : 151 774 habitants;
croissance de 1,7 %

Ressources naturelles : Forêts,
tourisme, pierre ponce, sources
d'eau minérale

Principales religions : 90 % de
catholiques romains, 7 % d'autres
protestants, 3 % d'anglicans

Langues utilisées : Anglais,
patois français



Cadre politique

Système politique :
Démocratie parlementaire

Dirigeants :
Premier ministre :
John Compton

Ministre des Affaires étrangères :
George Mallet

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
72/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
1 930 \$ US (1990)

Principales exportations :
Bananes, vêtements, cacao,
légumes, fruits

Principales importations :
Biens manufacturés, machines
et matériel de transport, aliments,
animaux vivants

Exportations vers le Canada :
0,37 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
6,3 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
76,1 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Canada, Finlande

Aide canadienne au développement :
4,61 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Saint-Vincent-et-Grenadines

Nom officiel : Saint-Vincent-et-Grenadines

Capitale : Kingstown

Cadre géographique

Dimension : 389 km²

Population : 115 339 habitants (1992);
croissance de 1,1 %

Ressources naturelles :

Principales religions : Anglicans,
méthodistes, catholiques romains,
adventistes du Septième jour

Langues utilisées : Anglais,
patois français



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeants :
Premier ministre :
James Mitchell

Ministre des Affaires
étrangères et du Tourisme :
Herbert Young

Institutions démocratiques :
Chambre unicamérale,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
76/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
1 300 \$ US (1989)

Principales exportations :
Bananes

Principales importations :
Denrées alimentaires, machines
et matériel, produits chimiques,
combustibles, engrais

Exportations vers le Canada :
0,4 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
3,3 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
62,4 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Royaume-Uni, États-Unis, Canada

Aide canadienne au développement :
2,49 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Îles Salomon

Nom officiel : Îles Salomon
Capitale : Honiara



Cadre géographique

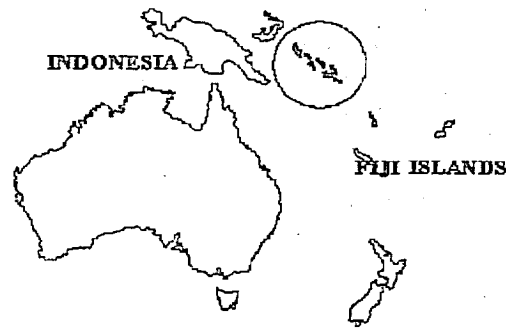
Dimension : 28 450 km²

Population : 360 010 habitants (1992);
croissance de 3,5 %

Ressources naturelles : Poisson, forêts

Principales religions : 34 % d'anglicans,
19 % de catholiques romains, les
autres étant protestants

Langues utilisées : Mélanésien pidgin,
anglais, 120 langues indigènes



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle (E II)

Dirigeants :
Premier ministre :
Francis Hilly Billy

Ministre des Affaires étrangères et
des Relations commerciales :
Francis Joseph Saemala

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral

Index ONU, développement humain :
118/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
600 \$ US; croissance de 6,0 %
(1990)(estimation)

Principales exportations :
Poisson, bois, coprah,
huile de palme

Principales importations :
Ensemble industriel et machines,
combustibles, produits alimentaires

Exportations vers le Canada :
0,12 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
0,04 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
130,3 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Australie, Japon, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
0,03 million \$ CAN
(ex. 1993-1994)(estimation)



Samoa Occidental

Nom officiel : État indépendant du Samoa occidental

Capitale : Apia

Cadre géographique

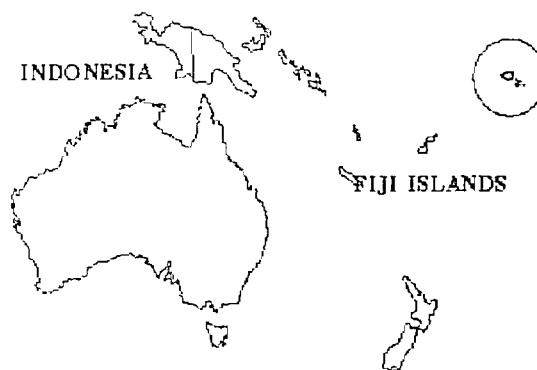
Dimension : 2 860 km²

Population : 194 992 habitants (1992);
croissance de 2,4 %

Ressources naturelles : Forêts de feuillus,
poisson

Principales religions : 99,7 % de chrétiens

Langues utilisées : Samoan (polynésien),
anglais



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle
dirigée par un chef autochtone

Dirigeants :
(Chef) Malietoa Tanu-Mafili II

Premier ministre et
ministre de la Radiodiffusion,
des Affaires étrangères,
de la Justice, du Travail,
de la Police et des Prisons :
TOFILAU Eti Alesana

Institutions démocratiques :
Parlement national unicaméral

Index ONU, développement humain :
Non disponible

Cadre économique

PIB (per capita) :
620 \$ US (1990); croissance de -
4,5 % (1990)(estimation)

Principales exportations :
Huile de coco, crème de coco,
taro, cacao et coprah

Principales importations :
Machines, aliments, biens
d'équipement

Exportations vers le Canada :
Pas de données disponibles

Importations du Canada :
0,22 million \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
140,3 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Australie, Nouvelle-Zélande

Aide canadienne au développement :
0,27 million \$ CAN
(ex. 1993-1994)(estimation)

Les Seychelles

Nom officiel : République des Seychelles
Capitale : Victoria



Cadre géographique

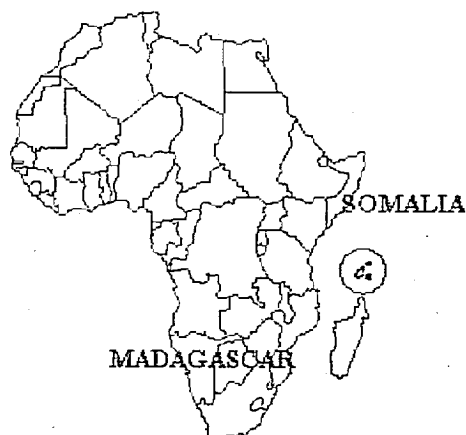
Dimension : 455 km²

Population : 69 519 habitants (1992);
croissance de 0,8 % (1992)

Ressources naturelles : Poisson,
coprah, cannelle

Principales religions : 90 % de
catholiques romains, 8 % d'anglicans

Langues utilisées : Anglais et
français (officielles), créole



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
France-Albert René

Ministre des Affaires étrangères :
Danielle de St-Jorre

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
63/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
5 200 \$ US; croissance de -4,5 %
(1991)(estimation)

Principales exportations :
Poisson, coprah, écorces de cannelle,
produits pétroliers (réexportation)

Principales importations :
Produits manufacturés, aliments,
tabac, boissons, machines et matériel
de transport, produits pétroliers

Exportations vers le Canada :
0,45 million \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
0,04 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
201,1 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
France, États-Unis, Japon

Aide canadienne au développement :
1,83 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Sierra Leone

Nom officiel : République de Sierra Leone

Capitale : Freetown

Cadre géographique

Dimension : 71 740 km²

Population : 4 456 737 habitants;
croissance de -0,2 %

Ressources naturelles : Diamants,
titane, bauxite, minerai de fer, or

Principales religions : 30 % de musulmans,
30 % d'animistes, 10 % de chrétiens

Langues utilisées : Anglais (officielle),
krio (lingua franca)



Cadre politique

Système politique :
République en transition
après le régime militaire

Dirigeants :
Président :
Cap. Valentine E.M. Strasser

Ministre des Affaires étrangères :
Mohamed Lamin Kamara

Institutions démocratiques :
En transition après le régime militaire;
le coup d'État pratiquement sans
effusion de sang d'avril 1992 a mis
fin au régime de parti unique.

Index ONU, développement humain :
172/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
330 \$ US; croissance de 3 %
(ex. 1991)(estimation)

Principales exportations :
Rutile, bauxite, cacao,
diamants, café

Principales importations :
Biens d'équipement, aliments,
pétrole, biens de consommation

Exportations vers le Canada :
6,1 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
0,7 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
1,3 milliard \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Allemagne, Italie, États-Unis

Aide canadienne au développement :
3,14 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Singapour

Nom officiel : République de Singapour
Capitale : Singapour



Cadre géographique

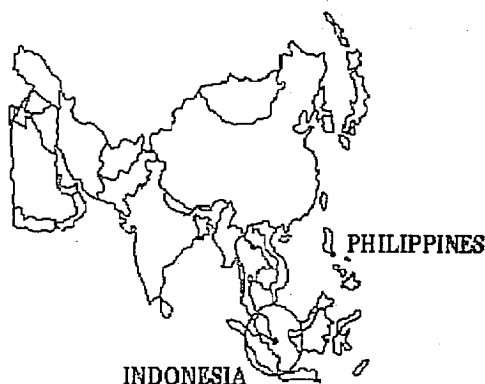
Dimension : 632,6 km²

Population : 2,8 millions d'habitants (1992);
croissance de 1,3 %

Ressources naturelles : Poisson (stocks limités), ports en eau profonde

Principales religions : Bouddhisme (Chinois), islam (Malais), hindouisme (Indiens)

Langues utilisées : Chinois, malais, tamoul et anglais (toutes officielles); le malais prédomine mais l'anglais est la langue du commerce



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Wee Kim Wee

Premier ministre :
Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères :
Wong Kan Seng

Institutions démocratiques :
Démocratie à parlement unicaméral

Index ONU, développement humain :
43/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
14 200 \$ US; croissance de 6,5 % (1991)

Principales exportations :
Produits pétroliers, caoutchouc, électronique, biens manufacturés

Principales importations :
Biens d'équipement, pétrole, produits chimiques, denrées alimentaires, biens manufacturés

Exportations vers le Canada :
644,7 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
319,3 millions \$ CAN (1992)

Dette extérieure :
3,8 milliards \$ US (1991)(estimation)

Principaux donateurs :
Japon, États-Unis, France

Aide canadienne au développement :
0,45 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Sri Lanka

Nom officiel : République socialiste démocratique de Sri Lanka

Capitale : Colombo

Cadre géographique

Dimension : 65 610 km²

Population : 17 631 528 habitants (1992);
croissance de 1,2 %

Ressources naturelles : Chaux,
graphite, sables minéraux,
gemmes, phosphates, argile

Principales religions : 69 % de
bouddhistes, 15 % d'hindous, 8 % de
chrétiens, 8 % de musulmans

Langues utilisées : Cingalais (officielle),
tamoul, anglais



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Dingiri Banda Wijetunge

Premier ministre :
Ranil Wickramasinghe

Ministre des Affaires étrangères :
Harold Herath

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
86/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
410 \$ US; croissance de 5,0 %
(1991)(estimation)

Principales exportations :
Thé, vêtements, textiles, produits
pétroliers, noix de coco, caoutchouc,
gemmes, bijoux, produits marins

Principales importations :
Boissons et aliments, pétrole,
machines, matériaux pour textiles, blé

Exportations vers le Canada :
41,7 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
19,8 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
6,6 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, États-Unis, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
25,77 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Swaziland

Nom officiel : Royaume du Swaziland
Capitale : Mbabane



Cadre géographique

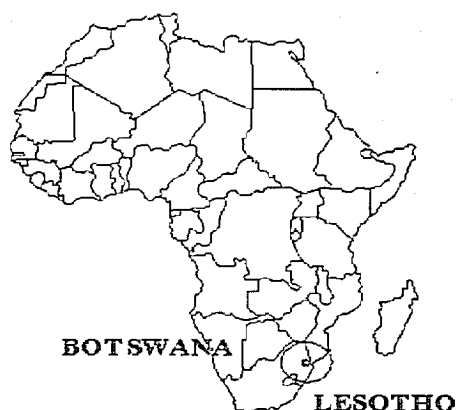
Dimension : 17 360 km²

Population : 913 008 habitants (1992);
croissance de 2,6 %

Ressources naturelles : Amiante,
houille, argile, étain, hydro-électricité,
forêts

Principales religions : 60 % de
chrétiens, 40 % d'animistes

Langues utilisées : Anglais et
siswazi (officielles)



Cadre politique

Système politique :
Monarchie

Dirigeants :
Chef de l'État et du gouvernement :
Roi Mswati III

Premier ministre :
Obed Dilamini

Ministre des Affaires étrangères :
George Mamba

Institutions démocratiques :
Parlement consultatif, partis
politiques interdits par
la Constitution

Index ONU, développement humain :
117/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
725 \$ US; croissance de 5,0 %
(1990)(estimation)

Principales exportations :
Sucre, amiante, pâte de bois, agrumes, fruits en
conserve, concentrés de boissons gazeuses

Principales importations :
Véhicules à moteur, machines, produits
chimiques, produits pétroliers, denrées
alimentaires

Exportations vers le Canada :
19,6 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
0,48 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
258,4 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
4,13 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Tanzanie

Nom officiel : République-Unie de Tanzanie
Capitale : Dar-es-Salaam

Cadre géographique

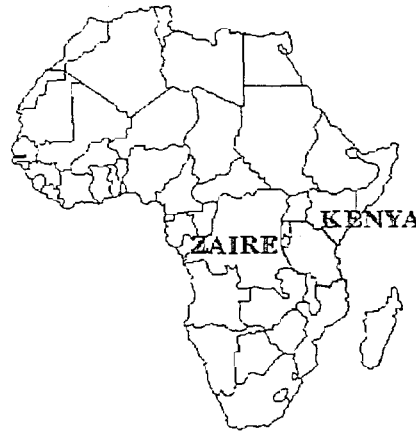
Dimension : 945 090 km²

Population : 27 791 552 habitants (1992);
croissance de 3,4 %

Ressources naturelles : Hydro-électricité,
étain, phosphates, minerai de fer, houille,
diamants, gemmes, or

Principales religions : 33 % de chrétiens,
33 % d'animistes, 33 % de musulmans

Langues utilisées : Swahili, anglais
(toutes deux officielles)



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Ali Hassan Mwinyi

Ministre des Affaires étrangères et
de la Coopération internationale :
Joseph Rwegasira

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
en transition vers le multipartisme

Index ONU, développement humain :
138/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
260 \$ US (1989); croissance de 4,5 %
(1991)(estimation)

Principales exportations :
Café, coton, sisal, noix d'acajou,
viandes, tabac, diamants, or,
produits de la noix de coco

Principales importations :
Biens manufacturés, machines et matériel de
transport, pétrole brut, denrées alimentaires

Exportations vers le Canada :
2,8 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
16,1 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
6,5 milliards \$ (1991)

Principaux donateurs :
Suède, Norvège, Danemark

Aide canadienne au développement :
55,33 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Tongo



Nom officiel : Royaume des Tonga
Capitale : Nuku'alofa

Cadre géographique

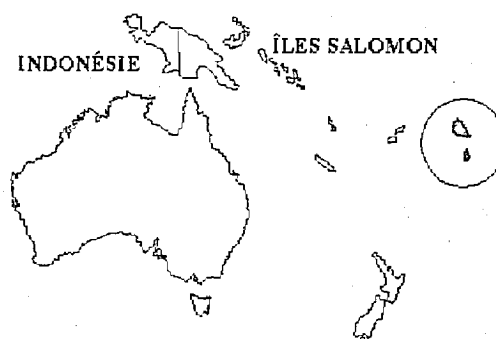
Dimension : 748 km²

Population : 103 114 habitants;
croissance de 0,8 %

Ressources naturelles : Poisson,
agriculture

Principales religions : Chrétiens

Langues utilisées : Tongien, anglais



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle
héréditaire

Dirigeants :
Roi
Taufa'ahau Tupou IV

Premier ministre :
Baron Vaea

Ministre de la Défense et
des Affaires étrangères :
Prince héritier Tupouto'a

Institutions démocratiques :
Assemblée législative

Index ONU, développement humain :
Non disponible

Cadre économique

PIB (per capita) :
900 \$ US; croissance de 2,5 %
(1990) (estimation)

Principales exportations :
Poisson, huile de coco, gousses de
vanille, bananes, légumes, coprah

Principales importations :
Machines et matériel de transport,
véhicules, biens manufacturés,
combustibles, produits alimentaires

Exportations vers le Canada :
3,8 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
0,23 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
50,9 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Australie, Nouvelle-Zélande

Aide canadienne au développement :
0,25 million \$ CAN
(ex. 1993-1994)(estimation)



Trinité-et-Tobago

Nom officiel : République de Trinité-et-Tobago
Capitale : Port of Spain

Cadre géographique

Dimension : 5 130 km²

Population : 1 299 301 habitants (1991);
croissance de 1,1 %

Ressources naturelles : Pétrole brut,
gaz naturel, asphalte

Principales religions : 32 % de
catholiques romains, 24 % d'hindous,
14 % d'anglicans, 14 % d'autres
protestants, 6 % de musulmans

Langues utilisées : Anglais (officielle),
hindi, français, espagnol



Cadre politique

Système politique :
Démocratie parlementaire

Dirigeants :
Président :
Noor Mohammed Hassanali

Premier ministre :
Patrick Manning

Ministre des Affaires étrangères :
Ralph Maraj

Institutions démocratiques :
Parlement bicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
31/173 (élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
3 600 \$ US (1990)

Principales exportations :
Produits pétroliers, produits
chimiques, produits de l'acier,
sucre, cacao, café, agrumes

Principales importations :
Machines, biens manufacturés
de base, denrées alimentaires

Exportations vers le Canada :
38,2 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
60,4 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
2,3 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Canada, Japon, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
1,60 million \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Tuvalu

Nom officiel : Tuvalu
Capitale : Funafuti

Cadre géographique

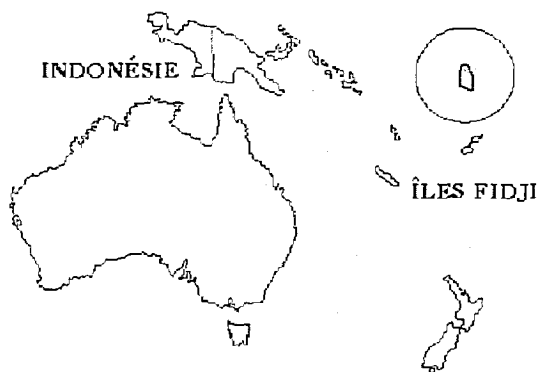
Dimension : 26 km²

Population : 9 494 habitants;
croissance de 1,8 %

Ressources naturelles : Poisson

Principales religions : Protestants;
1 % de bahai

Langues utilisées : Tuvalien, anglais



Cadre politique

Système politique :
Monarchie constitutionnelle (E II)
(Membre spécial du Commonwealth)

Dirigeants :
Premier ministre et
ministre des Affaires étrangères et
de la Planification économique :
Bikenibeu Paeniu

Vice-premier ministre :
Alesana Seluka

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral

Index ONU, développement humain :
Non disponible

Cadre économique

PIB (per capita) :
530 \$ US (1989);
croissance : non disponible

Principales exportations :
Coprah

Principales importations :
Aliments, animaux, minéraux,
combustibles, machines, biens
manufacturés

Exportations vers le Canada :
Pas de données disponibles

Importations du Canada :
Pas de données disponibles

Dettes extérieures :
Pas de données disponibles

Principaux donateurs :
Australie, Nouvelle-Zélande,
Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
0,15 million \$ CAN
(ex. 1993-1994)(estimation)





Vanuatu

Nom officiel : République de Vanuatu

Capitale : Port-Vila

Cadre géographique

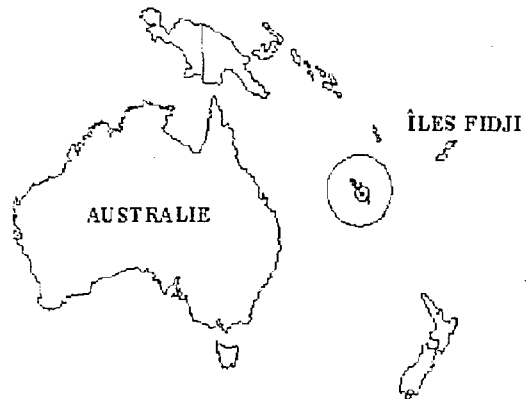
Dimension : 14 760 km²

Population : 174 574 habitants;
croissance de 3,0 %

Ressources naturelles : Manganèse,
bois franc, poisson

Principales religions : 37 % de presbytériens,
15 % d'anglicans, 10 % d'autres protestants,
15 % de catholiques romains, 7,6 % d'adeptes
des religions indigènes, 15,7 % autres

Langues utilisées : Anglais et français
(toutes deux officielles); le bislama (pidgin)
est aussi important



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Frederick Timakata

Premier ministre :
Maxime Carlot Korman
(également ministre des Affaires
étrangères et du Tourisme)

Ministre des Affaires économiques :
Serge Vohor

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
106/173 (moyen)

Cadre économique

PIB (per capita) :
900 \$ US; croissance de 6 % (1990)

Principales exportations :
Coprah, cacao, viandes,
poisson, bois

Principales importations :
Machines, véhicules, aliments
et boissons, biens manufacturés,
matières premières, combustibles,
produits chimiques

Exportations vers le Canada :
Pas de données disponibles

Importations du Canada :
0,03 million \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
39,3 millions \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Australie, France, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
0,35 million \$ CAN
(ex. 1993-1994)(estimation)

Zambie

Nom officiel : République de Zambie
Capitale : Lusaka



Cadre géographique

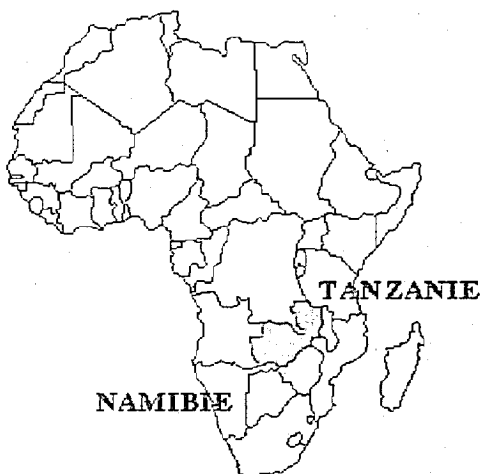
Dimension : 752 610 km²

Population : 8 745 284 habitants;
croissance de 3,5 %

Ressources naturelles : Cuivre, cobalt,
zinc, plomb, houille, émeraudes

Principales religions : 50 % de chrétiens,
49 % d'animistes, 1 % de musulmans

Langues utilisées : Anglais et
70 autres dialectes



Cadre politique

Système politique :
République

Dirigeants :
Président :
Frederick Chiluba

Ministre des Affaires étrangères :
Vernon Mwaanga

Institutions démocratiques :
Assemblée unicamérale,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
130/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
600 \$ US; croissance de -2 % (1991)

Principales exportations :
Cuivre, zinc, cobalt, plomb, tabac

Principales importations :
Machines, matériel de transport,
denrées alimentaires, combustibles

Exportations vers le Canada :
6,1 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
13,2 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
7,3 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Japon, Suède, Allemagne

Aide canadienne au développement :
31,47 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)



Zimbabwe

Nom officiel : République du Zimbabwe

Capitale : Harare

Cadre géographique

Dimension : 390 580 km²

Population : 11 033 376 habitants (1992);
croissance de 2,9 %

Ressources naturelles : Houille,
chrome, amiante, or, nickel, cuivre,
minerai de fer

Principales religions : 25 % de
chrétiens, 50 % de syncrétistes
(chrétiens-animistes),
24 % d'animistes

Langues utilisées : Anglais (officielle),
shona, sindebele



Cadre politique

Système politique :
République,
démocratie parlementaire

Dirigeants :
Président :
Robert Mugabe

Ministre des Affaires étrangères :
Nathan Shamuyarira

Institutions démocratiques :
Parlement unicaméral,
multipartisme

Index ONU, développement humain :
121/173 (peu élevé)

Cadre économique

PIB (per capita) :
660 \$ US; croissance de 3,5 %
(1991)(estimation)

Principales exportations :
Produits agricoles, tabac, biens
manufacturés, or, ferrochrome, coton

Principales importations :
Machines et matériel de transport,
biens manufacturés, produits
chimiques, combustibles

Exportations vers le Canada :
4,2 millions \$ CAN (1992)

Importations du Canada :
18 millions \$ CAN (1992)

Dettes extérieures :
3,4 milliards \$ US (1991)

Principaux donateurs :
Allemagne, Japon, Royaume-Uni

Aide canadienne au développement :
25,76 millions \$ CAN
(ex. 1991-1992)(estimation)

Déclaration d'Harare



Les chefs de gouvernement des pays membres du Commonwealth, réunis à Harare, ont réitéré leur confiance dans le Commonwealth en tant qu'association d'États souverains et indépendants, maîtres de leur politique; les pays membres se consultent et collaborent entre eux dans le meilleur intérêt de leurs populations et contribuent à faire progresser la compréhension internationale et la paix mondiale.

2. Le Commonwealth regroupe des gens de races et d'origines diverses, provenant de pays à tous les niveaux du développement économique et qui offrent une riche variété de cultures, de traditions et d'institutions.

3. La force particulière du Commonwealth réside dans la diversité de ses membres, qui partagent un patrimoine commun au niveau de la langue, de la culture et de la règle de droit. Le Commonwealth fonctionne par voie de consensus, obtenus au moyen de consultations et de la mise en commun de leurs expériences. Sa position unique lui permet de servir de modèle et de catalyseur pour établir de nouvelles formes d'amitié et de coopération et ce, dans le respect de l'esprit de la Charte des Nations Unies.

4. Ses membres partagent aussi un même engagement envers certains principes fondamentaux, énoncés dans la Déclaration des principes du Commonwealth, acceptée par nos prédécesseurs lors de la rencontre de Singapour en 1971. Ces principes ont résisté à l'usure du temps et nous réaffirmons notre engagement soutenu et entier envers ceux-ci. Plus particulièrement, tout comme il y a plus de 20 ans :

- nous croyons que le maintien de la paix et de l'ordre international, le développement économique mondial et la règle de droit international sont essentiels à la sécurité et la prospérité de l'humanité;
- nous croyons au principe de la liberté individuelle garanti par la loi, à l'égalité de tous les citoyens indépendamment de leur sexe, de leur race, de leur couleur, de leurs croyances ou de leurs opinions politiques et au droit inaliénable de chaque personne de prendre part, par des moyens politiques libres et démocratiques, à l'élaboration de la société dans laquelle elle vit;
- nous considérons les préjugés raciaux et l'intolérance comme des maux dangereux qui menacent le sain épanouissement du genre humain et la discrimination raciale comme une véritable plaie;
- nous nous opposons à toute forme d'oppression raciale et tenons aux principes de la dignité et de l'égalité des personnes;
- nous reconnaissons l'importance et l'urgence du développement économique et social pour satisfaire aux aspirations et aux besoins fondamentaux de la vaste majorité des peuples du monde. Nous cherchons à éliminer progressivement la vaste disparité entre les niveaux de vie de nos membres.

5. À Harare, nous avons voulu appliquer ces principes à la situation actuelle, au moment où le Commonwealth se prépare à relever les défis des années 1990 et au delà.

6. Sur le plan international, le monde n'est plus sous le joug de la Guerre froide. Le totalitarisme cède le pas à la démocratie et à la justice dans de nombreuses régions du monde. La décolonisation est pratiquement terminée. En Afrique du Sud, d'importants changements sont enfin en cours. Ces changements, qui sont si souhaitables et réconfortants, posent au monde et au Commonwealth de nouveaux défis et leur confèrent de nouvelles tâches.



7. Au cours des 20 dernières années, plusieurs pays du Commonwealth ont fait des progrès remarquables au niveau de leur développement économique et social. On admet de plus en plus que les principes du libre marché et de l'ouverture face au commerce et aux investissements internationaux peuvent favoriser le progrès économique et améliorer les niveaux de vie. Bon nombre de pays du Commonwealth sont pauvres et sont confrontés à des problèmes aigus, dont une croissance démographique excessive, une pauvreté accablante, un énorme fardeau de la dette et la dégradation de l'environnement. Plus de la moitié des États membres sont tout particulièrement vulnérables en raison de leur très faible population.

8. Seul un développement rationnel et durable peut offrir à ces millions de personnes l'espoir d'une amélioration de leur situation. Il faudra, à cette fin, que les pays développés fournissent aux pays en développement d'importantes ressources provenant à la fois des secteurs publics et privés. De plus, les régimes intérieurs et internationaux devront contribuer à la réalisation de ces objectifs. Le développement facilite le règlement d'une vaste gamme de problèmes, comme par exemple la dégradation de l'environnement, les problèmes de migration et des réfugiés, la lutte contre les maladies transmissibles et la production et le trafic de stupéfiants, qui ont une incidence sur l'ensemble de la communauté mondiale.

9. Ayant réaffirmé les principes envers lesquels le Commonwealth s'est engagé et après avoir examiné les problèmes et les défis auxquels le monde, et par le fait même le Commonwealth, doit faire face, nous engageons le Commonwealth et nos pays à travailler avec une vigueur renouvelée et à faire porter leurs efforts plus particulièrement dans les secteurs suivants :

- la protection et la promotion des valeurs politiques fondamentales du Commonwealth :
 - la démocratie, les processus et les institutions démocratiques, en fonction de la situation prévalant dans chacun des pays, la règle de droit et l'indépendance du système judiciaire ainsi qu'un gouvernement juste et honnête;
 - les droits fondamentaux de la personne, y compris des possibilités et des droits égaux pour tous les citoyens sans égard à la race, à la couleur, à la croyance ou aux convictions politiques;
- l'égalité des femmes, pour qu'elles puissent exercer pleinement les mêmes droits que les hommes;
- l'accès universel à l'éducation pour les populations de nos pays;
- la poursuite de mesures menant à l'élimination de l'apartheid et à l'établissement d'une Afrique du Sud libre, démocratique, non raciale et prospère;
- l'encouragement du développement durable et l'allègement de la pauvreté dans les pays du Commonwealth, grâce :
 - à un contexte économique international stable favorable à la croissance économique;
 - à une saine gestion économique qui tient compte du rôle primordial de l'économie de marché;
 - à des politiques et des programmes démographiques efficaces;
 - à une saine gestion des changements technologiques;
 - à un commerce multilatéral aussi libre que possible, dans des conditions qui soient justes et équitables pour tous et qui tiennent compte des besoins spéciaux des pays en développement;
 - à un apport suffisant de ressources des pays développés aux pays en développement et à des mesures destinées à alléger le fardeau de la dette des pays en développement les plus pauvres;



- au perfectionnement des ressources humaines, tout particulièrement par l'éducation, la formation, la santé, la culture, le sport et les programmes de renforcement de la famille et de soutien communautaire, en tenant tout particulièrement compte des besoins des femmes, des jeunes et des enfants;
- à des programmes efficaces et de plus en plus nombreux de coopération bilatérale et multilatérale ayant pour but d'améliorer le niveau de vie;
- la poursuite des avantages du développement dans le contexte du respect des droits de la personne;
- la protection de l'environnement par le respect des principes du développement durable énoncés à Langkawi;
- des mesures visant à combattre le trafic et l'abus de stupéfiants de même que les maladies transmissibles;
- des mesures visant à aider les petits États du Commonwealth à faire face aux problèmes économiques et de sécurité qui leur sont propres;
- le soutien des Nations Unies et d'autres institutions internationales dans la quête mondiale pour la paix, le désarmement et un contrôle efficace des armements et la recherche d'un consensus international sur les principales questions politiques, économiques et sociales du monde.

10. Pour que nos engagements soient efficaces et qu'ils aient du poids, nous comptons mettre l'accent sur la coopération au sein du Commonwealth dans ces secteurs et sur l'amélioration de cette coopération. Il faudrait, à cette fin, accroître la capacité du Commonwealth de répondre aux demandes d'aide de membres qui souhaitent instituer la démocratie, la gestion responsable et la règle de droit.

11. Nous demanderons à toutes les institutions intergouvernementales du Commonwealth de relever ces défis. Nous nous engageons à les aider à mettre au point des programmes qui s'appuieront sur notre patrimoine historique, professionnel, culturel et linguistique commun et qui viendront compléter le travail d'autres organisations internationales et régionales.

12. Nous invitons l'Association parlementaire du Commonwealth ainsi que les organisations non gouvernementales du Commonwealth à jouer le rôle qui leur revient afin de promouvoir ces objectifs, dans un esprit de collaboration et de soutien mutuel.

13. En réaffirmant les principes du Commonwealth et en nous engageant à y donner suite dans les politiques et les mesures adoptées en réponse aux défis des années 1990 dans les secteurs où nous croyons que le Commonwealth a une contribution toute particulière à faire, nous, les chefs de gouvernement, exprimons notre détermination à renouveler et à améliorer la valeur et l'importance du Commonwealth, en tant qu'institution que nous pouvons et devrions renforcer, de même que la qualité de vie non seulement des États membres et de leurs populations, mais aussi de la vaste communauté des nations dont ils font partie.

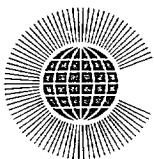
Le 20 octobre 1991

.b251591X(E)
.b2515921(F)

doc
CA1
EA
93C53
EXF

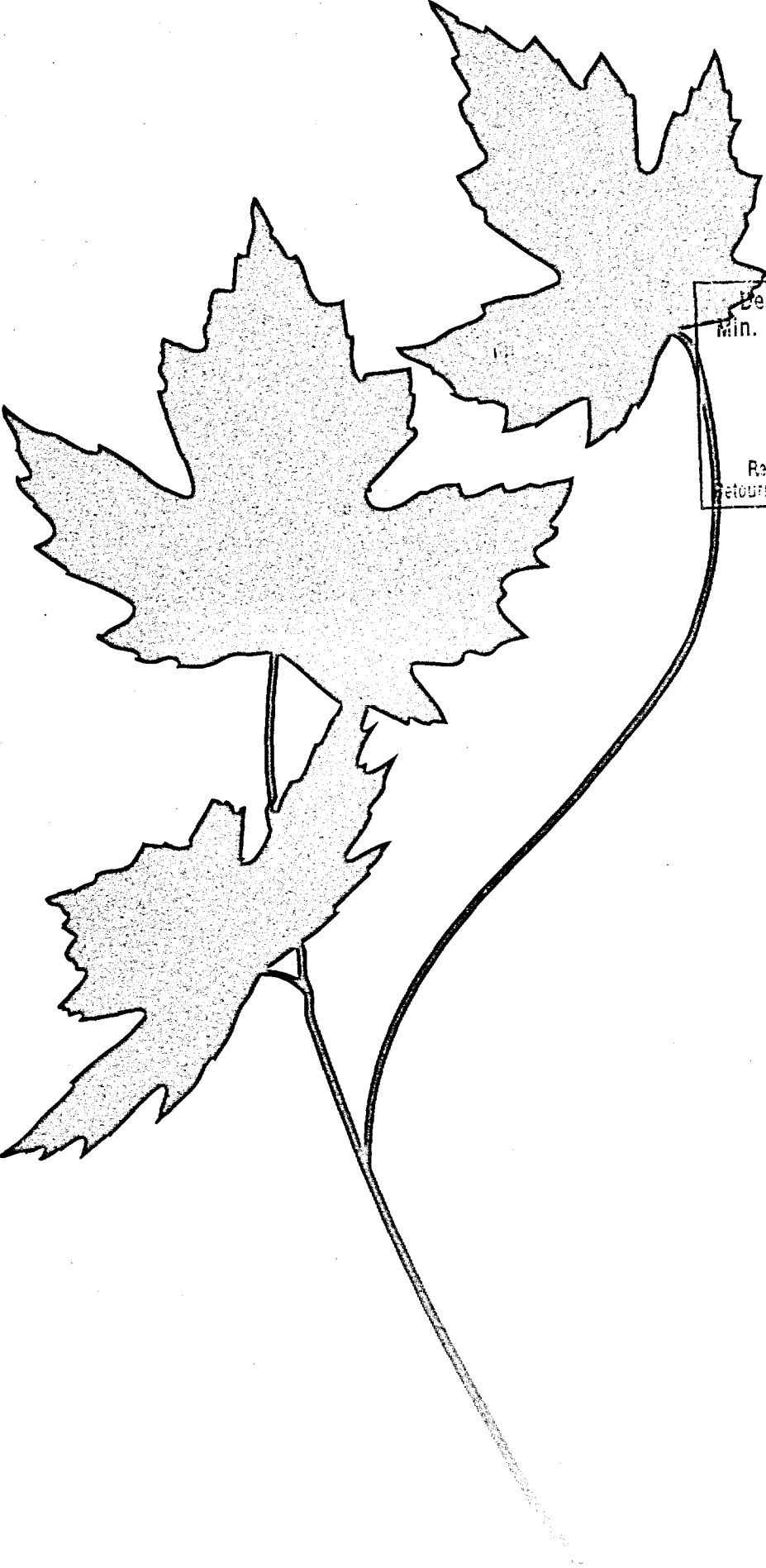


**COMMONWEALTH
HEADS OF
GOVERNMENT
MEETING
LIMASSOL, CYPRUS,
OCTOBER 21-25,
1993**



Canada





Dept. of
Min. des Aff.

AVR 2 8 2004

Return to Department
Retourner à la Direction

**COMMONWEALTH
HEADS OF
GOVERNMENT
MEETING
LIMASSOL, CYPRUS,
OCTOBER 21-25,
1993**

Table of Contents



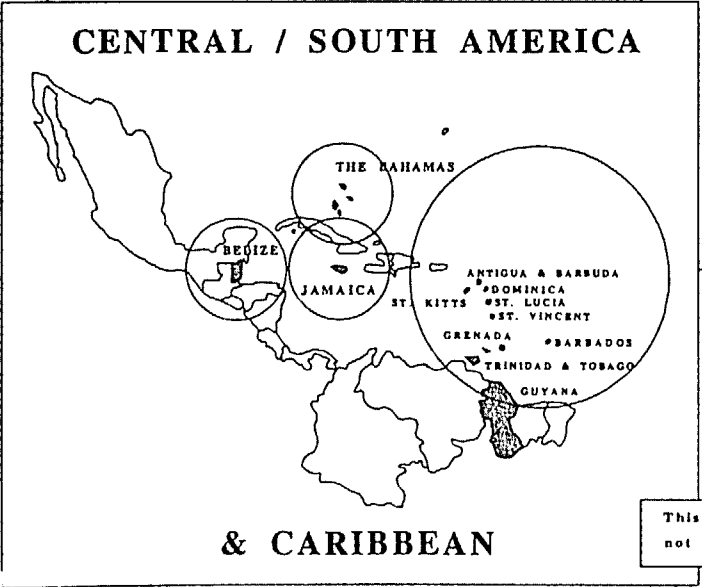
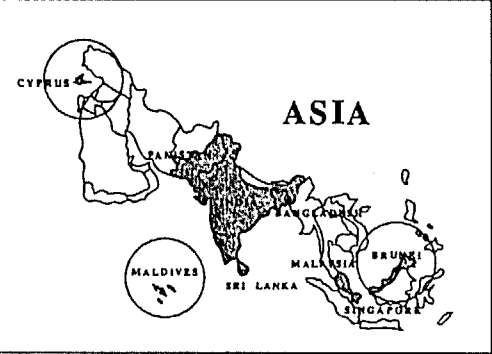
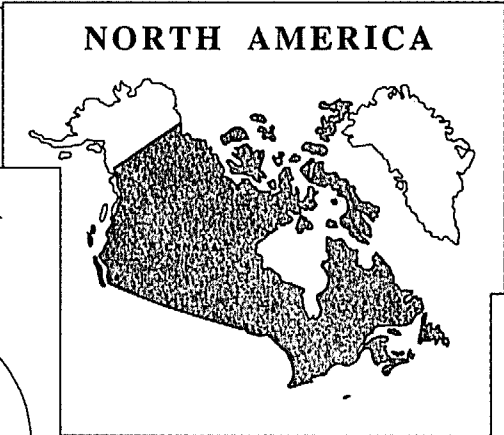
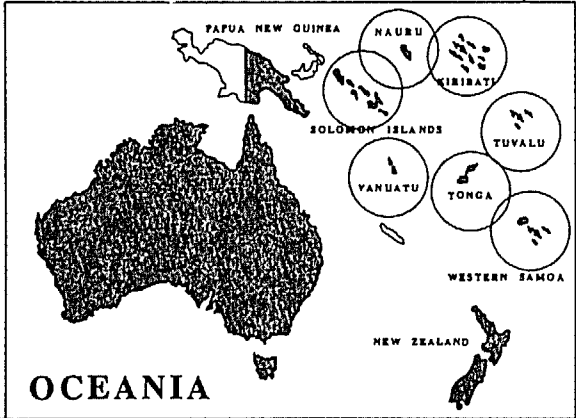
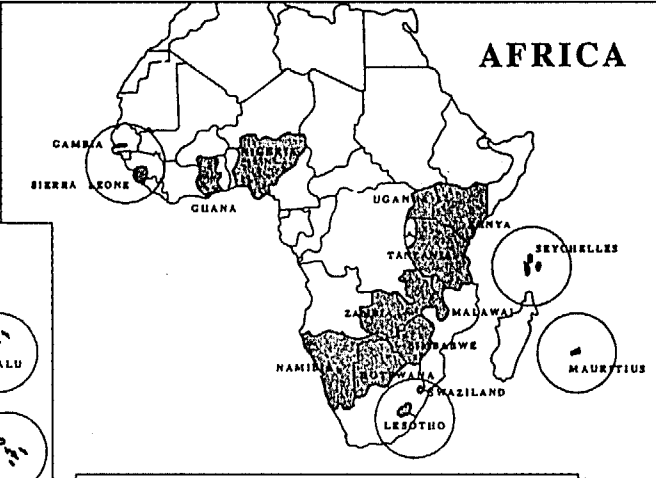
Map and List of Member Countries	ii
Prime Minister Kim Campbell	1
Commonwealth Secretary-General Chief Anyaoku	2
The Commonwealth: An Overview	3
Canada's Role in the Commonwealth	7
Canada and the Commonwealth Games	9
Canadian Development Assistance Program to the Commonwealth	11
Canadian Official Development Assistance (ODA) to Countries of the Commonwealth (Table)	16
Canada's Partners in the Commonwealth	17
The Harare Declaration	67

Commonwealth Members

Country	Capital
Antigua and Barbuda	St. John's
Australia	Canberra
Bahamas	Nassau
Bangladesh	Dhaka
Barbados	Bridgetown
Belize	Belmopan
Botswana	Gaborone
Brunei	Bandar Seri Begawan
Canada +	Ottawa
Cyprus	Nicosia
Dominica +	Roseau
The Gambia)	Banjul
Ghana	Accra
Grenada	Saint George's
Guyana	Georgetown
India	New Delhi
Jamaica	Kingston
Kenya	Nairobi
Kiribati	Tarawa
Lesotho	Maseru
Malawi	Lilongwe
Malaysia	Kuala Lumpur
Maldives	Male
Malta	Valetta
Mauritius +	Port Louis
Namibia	Windhoek
Nauru *	no capital city
New Zealand	Wellington
Nigeria	Lagos/Abuja
Pakistan	Islamabad
Papua New Guinea	Port Moresby
St. Kitts and Nevis	Basseterre
St. Lucia +	Castries
St. Vincent and the Grenadines	Kingstown
Seychelles +	Victoria
Sierra Leone	Freetown
Singapore	Singapore
Solomon Islands	Honiara
Sri Lanka	Colombo
Swaziland	Mbabane
Tanzania	Dar es Salaam
Tonga	Nuku'alofa
Trinidad and Tobago	Port of Spain
Tuvalu *	Funafuti
Uganda	Kampala
United Kingdom	London
Vanuatu +	Port-Vila
Western Samoa	Apia
Zambia	Lusaka
Zimbabwe	Harare

* Special Member + Francophonie Member

THE COUNTRIES OF THE COMMONWEALTH



This map is not issued for official purposes but strictly for pedagogical purposes. This map should not be construed as defining Canadian Foreign Policy in any way.

Prime Minister Kim Campbell



Born in Port Alberni, British Columbia, on March 10, 1947, and raised in Vancouver, Ms. Campbell earned a degree in political science at the University of British Columbia and pursued doctoral studies in Soviet government at the London School of Economics. She lectured in political science at the University of British Columbia and Vancouver Community College from 1975 to 1981.

After receiving a law degree at UBC, Ms. Campbell worked as a lawyer until 1985, when she was named director for the office of British Columbia Premier Bill Bennett.

Ms. Campbell began her political career with the Vancouver School Board, where she served from 1981 to 1984. She ran for the leadership of British Columbia's Social Credit Party in July 1986, and in October of that year was elected member of the legislative assembly for Vancouver-Point Grey.

Ms. Campbell was elected to the House of Commons as the member for Vancouver Centre in November 1988. In 1989, she was named Minister of State for Indian Affairs and Northern Development. From 1990 to 1992, she served as Minister of Justice and Attorney General of Canada. In January 1993, Ms. Campbell was appointed Minister of National Defence and Minister of Veterans Affairs, and became a member of the Cabinet Committee on Priorities and Planning. Ms. Campbell was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada on June 13, 1993, and was sworn in as Canada's 19th prime minister on June 25, 1993.



Commonwealth Secretary-General Chief Emeka Anyaoku

Chief Emeka Anyaoku was born in Nigeria in 1933, and was educated in Nigeria, Britain and France. He became the Commonwealth's third Secretary-General on July 1, 1990.

One of the Commonwealth's most experienced diplomats, Chief Anyaoku began his career in the international community in 1959, when he joined the Commonwealth Development Corporation. During Canadian Arnold Smith's tenure as Secretary-General (1965-75), Chief Anyaoku was seconded to the Commonwealth Secretariat, where he was promoted to Assistant Director of the International Affairs Division. He quickly climbed the ranks to Director, then Assistant Secretary-General of the Commonwealth, and was eventually elected Deputy Secretary-General (Political) in 1977. He was reelected to this position in 1984.

Chief Anyaoku has made the Commonwealth his career, with the exception of brief interludes when he was drafted into the Nigerian Foreign Service in 1962, and when he returned to Nigeria to serve as his country's Foreign Minister in 1983.

He was elected Commonwealth Secretary-General by Heads of Government at their meeting in Kuala Lumpur in October 1989. In this capacity, Chief Anyaoku has played a key role in the reform of the Commonwealth Secretariat and has accomplished much in the area of conflict resolution in South Africa.

Chief Anyaoku is married to Bunmi Anyaoku and they have a daughter and three sons.



The Commonwealth: An Overview

The Nature of the Commonwealth

The Commonwealth is a loosely structured, voluntary association of 50 diverse, independent states, consulting and co-operating through a largely informal network of governmental and non-governmental ties.

In 1949, after achieving independence, India chose to become a republic but to retain the Commonwealth link. This marks the beginning of the modern Commonwealth. The number of member states grew quickly from the late 1940s into the 1960s as many Asian and African countries achieved independence. In more recent years, many small Caribbean, Indian Ocean and Pacific Island countries have become member states.

In 1961, South Africa left the Commonwealth over the issue of apartheid. It is expected that current developments in South Africa may result in the country eventually rejoining the Commonwealth. Pakistan, one of the founding members of the postwar multiracial Commonwealth, returned to Commonwealth membership in 1989. The most recent member, Namibia, acceded to independence and joined in 1990. Other countries, such as Cameroon, whose application is before Heads of Government, have expressed interest in joining the organization.

Today, about half the members are small states with populations of under one million. Present membership represents about one quarter of the world's population and about one third of the membership of the United Nations.

In 1965, Heads of Government recognized the need to create a permanent Secretariat to serve as a means to facilitate their consultations and to implement their decisions.

At the intergovernmental level, the Commonwealth is based on consultation, discussion and co-operation. The biennial meetings of Heads of Government are the peak of the consultative process. Unlike the United Nations, the Commonwealth has no written charter or constitution and does not conduct its business by means of votes or mandatory decisions. Views are exchanged freely, informally and confidentially as between equals. The Commonwealth thereby avoids much of the political posturing that can sometimes hamper genuine dialogue in other international forums.

The most obvious characteristic of the Commonwealth, beyond the common use of English, is its shared legacy of institutions, particularly in government, law and education. It forms a broad but manageable grouping of countries from five continents, with diverse racial and cultural backgrounds, economic characteristics and income levels.

It encompasses a large number of small states and of island economies. Its members enjoy an established, albeit informal and consultative, style of working together. It fosters close contacts and easy access at senior and official levels.

It has been promoting a series of common values such as equality, non-discrimination, democracy and the rule of law. As a result of the Harare Declaration, it has put special emphasis on values such as human rights, the democratic ethic, women's equality, sustainable development and environmental protection.

The Commonwealth has been successful in attaining a high level of credibility because of its non-threatening, supportive and responsive attitude to its members' needs. Over the years it has developed a "cluster" of competencies and expertise that contribute directly to the capacities of member states to face their specific or common challenges. It benefits from



the support of a wide network of private, voluntary and professional organizations, including universities, parliamentarians, legal, medical and other professions and organizations in the media and in sports.

Moreover, it forms a web of sectoral governmental expertise dealing with very specialized fields of endeavour which enhances its members' ability to apply effective solutions to modern problems.

These assets provide the Commonwealth with effective means to face the challenges of the 1990s and beyond. The Organization derives specific capacities and comparative advantages that contribute to the Commonwealth's ability to "build bridges" and to generate consensus on delicate questions of Commonwealth or of global interest has been witnessed over and over in recent years. The Commonwealth has also played an effective role, when called upon, in the search for solutions to conflicts affecting its member states.

Its commitment to the promotion of political values, human rights, democracy, women's equality and good governance puts it at the forefront of worldwide efforts in these fields.

Through its functional co-operation programs, among other things, it has played an effective role in enhancing the capacity of member states to deal effectively with the challenges of the modern world, and it will likely be called upon to continue in this fundamental role.

The Commonwealth has proved that it is an effective means for sharing experiences and, consequently, for sourcing and delivering technical assistance to its member states.

Commonwealth Principles

The Commonwealth has no constitution, but it does have formal principles. The 1971 Declaration of Commonwealth Principles, adopted by Heads of Government in Singapore, sets out common principles: the pursuit of international peace and order in support of the United Nations; the promotion of representative institutions and guarantees for personal freedom under the law; the recognition of racial equality and the need to combat racial discrimination and racial oppression; and dedication to lessening the disparities of wealth between different sections of humanity.

In 1991, Heads of Government reiterated these fundamental principles of the Commonwealth and updated them in the Harare Declaration, with a view to providing the organization with a clear set of objectives, values and strategies for the 1990s and beyond. Special emphasis was given, in the Declaration, to good governance and the promotion of fundamental political values.

Commonwealth Consultation

Commonwealth governments consult at various levels. The highest level of Commonwealth consultation is at the Heads of Government Meetings (CHOGMs), held every two years. The initial custom was to hold all such meetings in London, but since 1971 they have been held in various member countries. Between the biennial CHOGMs, Commonwealth senior officials meet to review the implementation of decisions of the previous CHOGM and to identify issues that may be referred to the next. Commonwealth finance ministers meet every year to exchange views. Ministers responsible for health, education, employment, law and women's affairs also meet regularly, and other ministers may meet on an occasional basis. There are frequent meetings of officials or experts to consult on specialized subjects. The agenda is adopted on the basis of suggestions made by the Commonwealth Secretary-General after consultations with member governments. Unlike the agenda at the United Nations, it is not published. There is no involved process of negotiations among Summit "sherpas" to lay the groundwork for Summit decisions.

Heads of Government discuss world political, economic and social problems, how they affect their countries and what response can be made within the Commonwealth or by acting together in other international bodies. It is a unique forum, being both more private and less formal than



other international gatherings. The Head of Government of the host country presides. Each participating Head of Government has only two members of his or her delegation present in the discussions. Spontaneous exchanges are encouraged and set speeches frowned upon.

Although a communiqué is issued after each meeting, the detailed proceedings are confidential. The tradition is to operate through consensus and to establish as much common ground as possible. From time to time, declarations have been issued expressing a common view of broad objectives and principles. Agreement to specific common policy measures is less frequent and has allowed for a member government to abstain when desired.

Difficult issues are usually left for the Retreat, when leaders spend one or two days together in a casual setting away from the conference location. Here, the Heads of Government confer without officials and with a maximum of informality. In this atmosphere, the more sensitive issues can be raised and common ground better explored.

Role of the Commonwealth Secretariat

With the establishment of the Commonwealth Secretariat in 1965, the Commonwealth was able to gather together in one body the many strands of long-standing consultation and co-operation — in education, law, science, economic statistics and other specialized fields. Its first Secretary-General, Canadian diplomat Arnold Smith (1965-75), oriented it toward practical achievement and policy leadership, an approach followed by his successor Shridath Ramphal, a former Foreign Minister of Guyana. The current Secretary-General is Chief Emeka Anyaoku of Nigeria, who acceded to the post in 1990. The Secretary-General is responsible to Heads of Government collectively. The Secretariat is financed by governments under a system of assessed contributions.

Today, the Secretariat, located in London, is the focal point for Commonwealth consultations, exchanges of information and many activities of functional co-operation. Approximately 350 staff members from some 30 countries work under the Secretary-General. They manage a number of important voluntarily funded programs, including the Commonwealth Fund for Technical Co-operation, the Commonwealth Youth Program, the Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan, the Commonwealth Science Council and the Commonwealth Consultative Group on Technology Management.

Moreover, the reform of the Secretariat, which became a necessity as a result of the updating of the Commonwealth objectives in the Harare Declaration, has resulted in a new program structure supporting 15 programs (good offices, promotion of fundamental political values, assisting transition in South Africa, economic policy advice, human resource development, science and technology, environment, strategic planning, etc.) that will be implemented by 12 divisions (international affairs, legal and constitutional affairs, women's and youth affairs, science and technology, and so on).

Commonwealth of Learning

This most recent addition to the Commonwealth family of organizations was established as a result of a Canadian initiative at the 1987 CHOGM in Vancouver. It aims to facilitate access to knowledge, training and data for Commonwealth countries through the use of new information technologies. The distance learning organization is based in Vancouver and is the first Commonwealth organization based outside Britain.

With adequate support from Commonwealth countries, it is expected that the Commonwealth of Learning can become a major instrument of social, technical and economic development in future years. The use of modern communication technologies makes it a very efficient and effective instrument for transferring appropriate knowledge and technologies where needed.



The Commonwealth of Peoples

Beyond the official organization is the very active "unofficial" Commonwealth of non-governmental organizations (NGOs). It links societies and thousands of individuals in a vast international network of professional, service, cultural and sports organizations. These form the real lifeblood of the Commonwealth and give it the grassroots base that helps to ensure its continuing vitality. There are some 200 NGOs associated with the Commonwealth, including the Commonwealth Association of Architects, of Museums, of Statisticians, of Journalists, the Commonwealth Engineers Council, the Commonwealth Legal Bureau, and so on, covering virtually every field of human endeavour. Two of the most prominent are the Association of Commonwealth Universities and the Commonwealth Parliamentary Association, which promotes links vital to Commonwealth cohesion. The Commonwealth Foundation, established at the 1965 CHOGM, and supported financially by Commonwealth governments, has the specific mandate to promote the role of NGOs as full partners in the delivery of Commonwealth programs and in the promotion of Commonwealth values. The Foundation also encourages and supports these professional and other associations with bursaries and grants.

The Commonwealth Games, held every four years, and the Commonwealth Arts and Cultural Festival, which takes place in conjunction with the Games, demonstrate the spirit of Commonwealth friendship and multiracialism in a way easily understood by the public. (Edmonton initiated the arts festival concept when it hosted the Games in 1978.)

Canada is the host of the next Games, which will take place in Victoria, British Columbia, in August 1994.

The Queen's Role

When India chose to remain in the Commonwealth after becoming an independent republic in 1949, it was agreed that the British monarch should be "the symbol of the free association of [Commonwealth] member nations and as such Head of the Commonwealth," regardless of whether a member country retained the British monarch as its head of state. Queen Elizabeth II is the Queen of Canada and monarch of 16 other "realms" among the 50 Commonwealth member countries, and Head of the Commonwealth for all. She is present at all Summits, but does not attend meetings. She customarily pays an official visit to the host country in advance of the opening of the CHOGM and, after government leaders arrive, she entertains them at dinner and receives them individually. The Queen takes a close interest in Commonwealth affairs and has travelled widely within the Commonwealth.

Canada's Role in the Commonwealth



Canada is one of the Commonwealth's strongest supporters and promoters, valuing the role that this organization — with its diversity of races, religions and cultures — can play on the world scene. Cutting across regional and interest blocs, the Commonwealth is seen as a model of multilateralism, an ideal instrument with which to broaden international understanding and consensus. The association also enriches and deepens Canada's bilateral relations with 49 other member countries in nearly all regions of the world and reinforces Canadian foreign policy aims as a whole.

From Canada's perspective, the Commonwealth furthers the Canadian foreign policy agenda through its numerous programs supporting common principles and values. Good governance and the promotion of fundamental political values, as articulated in the 1991 Harare Declaration, are at the heart of the Commonwealth's activities. In a world confronted with many challenges to peace and security, the Commonwealth's ongoing interest in conflict identification, its unique experience with preventive measures and its successes with peaceful resolutions, place it high among multilateral instruments capable of resolving such threats.

The modern Commonwealth has been central to the growth of Canada's role in the world since the end of the Second World War in 1945, and remains a key element in its external relations. Commonwealth membership has offered privileged access to a large group of developing countries, which has helped Canada to play a constructive part in North-South issues and added weight and credibility to Canadian foreign policy efforts generally. The Commonwealth complements the UN's efforts in many areas in which the Commonwealth has experience and expertise. In this way, Canada believes that the Commonwealth can contribute to the strengthening of the multilateral system, utilizing its co-operative and consensus-building abilities to deal with major issues or to contribute to the negotiation and the implementation of multilateral agreements.

The development of the Commonwealth has been a vital part of the Canadian experience over many decades. It eased the change in our post-imperial relationship with Britain. It helped to place the role of the monarch in the contemporary context of Queen of Canada and Head of the Commonwealth. It gave Canada partners in Asia and Africa with whom it shared a heritage of British political and legal traditions and with whom it could communicate through a common language. It strengthened historical ties with the Commonwealth Caribbean and widened ties in the Pacific.

Partnership in the Commonwealth also introduced Canada to the problems of developing countries and provided — first through the Colombo Plan — the opportunity to make an important contribution to technical and development assistance. It encouraged and supported Canada's role in the United Nations. It has permitted Canada to display its North American personality while playing a clearly identified, independent role in an English-speaking forum, and later provided inspiration for Canada to seek parallel institutions that would cement ties with the French-speaking world.

Canada has played a major role in Commonwealth affairs from the onset, and the policies and initiatives of Canadian decision-makers throughout the years have contributed significantly to what the Commonwealth is today. The evolution of the Commonwealth and of Canada's own political independence are closely related.

Canada was the example followed by other dominions in the 19th century in achieving representative government and colonial autonomy. Of particular importance was the case made successfully by Robert Borden in 1919 for separate representation at the Versailles Treaty negotiations and William Lyon Mackenzie King's insistence on a declaration of full autonomy, which resulted in the Statute of Westminster in 1931.



The emergence and development of the modern Commonwealth after 1949 was strongly welcomed by Canada. Prime Minister John Diefenbaker's condemnation of apartheid in South Africa in 1961, which led to that country's departure from the Commonwealth, encouraged African members to remain and to join as new states. Canada gave strong support to the creation of the Commonwealth Secretariat in 1965 and successfully nominated Canadian diplomat Arnold Smith to be the first Secretary-General.

It was Canada that proposed the transformation of the style and format of Commonwealth Heads of Government Meetings (CHOGMs) in the 1970s, strengthening their informality and relevance, and introduced meetings of senior officials. In 1985 and 1986, Canada strongly supported the Commonwealth's lead in international efforts for the peaceful dismantling of apartheid in South Africa. Canada's Secretary of State for External Affairs has chaired the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa, established at the 1987 Vancouver CHOGM. The reform of the Commonwealth Secretariat, including the creation of a steering committee of senior officials to provide it with strategic guidance, was accomplished with the benefit of Canadian input.

Canada is the largest financial contributor to Commonwealth Secretariat programs, which range from activities in support of democratic development, good governance, human rights and women's equality to technical assistance and capacity enhancement initiatives. Individual Canadians work in senior positions at the Secretariat in London, and Canadian experts have participated in the preparation of virtually all major Commonwealth special studies that have formed the basis of later political and economic action. Parliamentarians, non-governmental organizations and private citizens are active year-round in Commonwealth conferences and programs, and Canada has often played host to the organization's major conferences.

The good will Canada attracts through the Commonwealth is beneficial to Canada's commercial ties with Commonwealth countries. However, since the end of the Commonwealth preference, the Commonwealth has been less a focus of immediate Canadian commercial interests and more of a vehicle for Canada to provide technical assistance to countries in their long-term economic development.

To a large degree, Commonwealth institutions and programs are designed to assist the small states and developing countries of the Commonwealth. These countries comprise the bulk of its membership. Canada's annual contribution primarily serves that aim. In 1993-94, this contribution will total nearly \$36 million, a large portion of which will go to the Commonwealth Fund for Technical Co-operation.

Major Commonwealth institutions and programs to which Canada contributes include the Commonwealth Secretariat, Commonwealth Fund for Technical Co-operation, Commonwealth of Learning, Commonwealth Foundation, Commonwealth Youth Program, Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan, Commonwealth Science Council and the Commonwealth Consultative Group on Technology Management.

Beyond the governmental elements of the Commonwealth, there exists a thriving and visible "unofficial Commonwealth" in which the government of Canada and Canadians play an active role. The voluntary sector, professional associations and other non-governmental organizations, as well as arts and cultural groups, play a tremendous role in strengthening pan-Commonwealth links. Sport is also recognized for its ability to foster Commonwealth values and as an instrument of social development, especially amongst the young.

As a modern, multilateral association of 50 member states, the Commonwealth, supported by both governmental and non-governmental ties, is a credible, non-threatening instrument of political, economic and social development in which Canadian participation is both varied and influential.

Canada and the Commonwealth Games



Known to many around the Commonwealth as “the Friendly Games,” the Commonwealth Games have come to represent a distinct and visible unifying force within the Commonwealth family of nations. From August 18 to 28, 1994, Canada will be the host of the XV Commonwealth Games in Victoria, British Columbia. These Games will represent the most important international sporting event to be hosted by Canada in this decade. The citizens of Canada will be proud and honoured once again to welcome their Commonwealth friends in a celebration of sport and culture.

From their humble beginnings in 1930, when some 400 athletes representing 11 countries travelled to Hamilton, Canada, to compete in what were then called the British Empire Games, the Games have evolved into a spectacular international gathering featuring cross-cultural understanding — through the Commonwealth Arts and Cultural Festival — and the tradition of good sportsmanship and Commonwealth co-operation. Although credit is given to a Yorkshireman, J. Astley Cooper, who in 1891 coined the idea of athletic competition between Commonwealth nations, it was Bobby Robinson, a Canadian sportswriter, who made them a reality.

With the Canadian example as a model, the idea of the Games soon caught on, as did the spirit of friendship. Subsequent Games were held in London, Sydney and Auckland, and then in 1954 Canada again hosted the Games, this time in Vancouver. It was at these historic “Miracle Mile Games” that Roger Bannister of England and John Landy of Australia covered the mile in under four minutes. Bannister emerged the victor in an extraordinary race indelibly etched in the minds of those not only in the Commonwealth, but also in the international sports community.

Quickly gaining status and momentum in the sporting community, the quadrennial meeting of the Commonwealth began to transcend its simple amateur sport status to reflect the unity and diversity of the institution with which it was associated. As a result of its apartheid policies, South Africa was last represented at the 1958 Cardiff Games before withdrawing from the Commonwealth in 1961. In 1966, Jamaica became the first developing country to host the Games, a fact that sent a strong signal throughout the Commonwealth of the tremendous gap in sports development and infrastructure between the developed and the developing Commonwealth.

In 1978, in Edmonton, Canada played host to the Games that saw the introduction of the Arts and Cultural Festival. This colourful and dynamic tradition has since been passed on, and will be a prominent feature of the 1994 Games being staged in Victoria and may also find expression in the 1998 Games to be held in Kuala Lumpur, Malaysia.

In the period that followed the Edmonton Games, not only did the Commonwealth Games embody the values and traditions of the modern Commonwealth, they managed to withstand the challenges faced by the Commonwealth in the 1980s. To provide assurances for the survival of the Games, a working party of prominent Commonwealth individuals, chaired by Justice Roy McMurtry of Canada, was established in 1989 by the Commonwealth Secretary-General at the



request of Heads of Government to review the role of sport in strengthening the Commonwealth. The future of Commonwealth sport, including the Games, was a key element of the working party's deliberations. The importance of the Games was recognized by Heads of Government at their meeting in 1991, where they endorsed the working party's report. Sport, taken in its broadest sense, was seen as a vehicle for promoting Commonwealth values and as an instrument of social development, especially among Commonwealth youth.

In the nearly 64 years of Commonwealth Games history, it is evident that the Games have remained an integral part of the Commonwealth. The government of Canada and Canadians remain committed to the Games within this new era of Commonwealth sport. The XV Games in Victoria will mark the participation of athletes with disabilities, who will be integrated with able-bodied athletes for the first time in a major international sports event. It is estimated that these Games will be enjoyed by a television audience of 300 million worldwide, more than that of any previous Commonwealth Games.

Canadian Development Assistance Program to the Commonwealth



Introduction

Canada has been a major aid donor within the Commonwealth since the launching of the Colombo Plan in 1950. In the context of the Plan — the first large international initiative to help developing countries — Canada provided \$25 million for projects in India, Pakistan and Sri Lanka. The Special Africa Assistance Program and the Commonwealth Caribbean Assistance Program, which followed shortly after, ensured aid to other continents.

Since then, Canadian official development assistance (ODA) to Commonwealth and other developing countries has grown immensely, to total over \$3 billion (1991-92), of which Africa receives 45 percent, Asia receives 34 percent and the Americas region receives 17 percent. Over 28 percent of Canadian ODA goes to some 45 Commonwealth countries. (See the table at the end of this chapter.)

Official development assistance to the Commonwealth is provided in many forms: grants, technical assistance and policy support through Commonwealth institutions (principally the Commonwealth Fund for Technical Co-operation); scholarships and special programs in immunization and distance education; bilateral (government-to-government) aid to individual Commonwealth countries; multilateral support for individual nations through the United Nations system and international financial institutions; and support for initiatives by Canadian non-governmental organizations and businesses working in Commonwealth countries.

Canada aims to maintain its position as a leader in the Commonwealth and an active contributor to geopolitical and global economic issues; this will ensure that the Commonwealth's capacity to face the challenges of the 1990s and beyond is enhanced. The Canadian International Development Agency (CIDA) views the Commonwealth development programs (and particularly the Commonwealth Fund for Technical Co-operation) as valuable tools in effectively meeting country requests for assistance.

Commonwealth Fund for Technical Co-Operation (CFTC)

Since 1971, the CFTC has provided the most important multilateral channel for development co-operation among Commonwealth countries. While the original budget was just over \$1 million, it is now close to \$50 million, with \$14.6 million (or 29 percent) coming from Canada for the 1993-94 period. The organization is unique among international donor bodies in that voluntary contributions are provided by both developed and developing Commonwealth countries.

In addition to being the CFTC's largest donor, Canada is a member of the Board of Representatives and a Canadian is currently the fund's managing director.

The fund's success lies in its ability to meet the needs for technical assistance of its member countries by responding quickly, innovatively, and with low administrative costs. Such responses include the provision of experts and consultants on a short-term basis, funds for education and training, and economic feasibility studies in industrial and export market development. Wherever possible, the expertise is drawn from developing Commonwealth countries, whether in the form of services or the provision of training.

For example, through the CFTC's General Technical Assistance Program, developing Commonwealth countries may benefit from the expertise of professionals for a period of four to 24 months. To facilitate this service, the CFTC maintains a small group of in-house experts in high-demand areas such as development economics, finance, taxation, law and statistics.



The CFTC provides support for education and on-the-job training in other Commonwealth countries for those students selected by their own governments through its Management Training Services Program.

Through its Export Market Development Program, the CFTC is able to provide support to initiatives in promotion, marketing, credit assurance, the organization of trade fairs and missions, market surveys, training for trade negotiations and export regulations, and the adaptation of goods for export. In so doing, the CFTC is encouraging developing Commonwealth countries to expand their export volumes and increase foreign exchange earnings.

A related program, the Industrial Development Unit, provides advice on particular industrial ventures. It has supported initiatives ranging from a wooden furniture factory in Ghana to medical units in Guyana.

Working through the CFTC, Canadians have served as experts throughout the Commonwealth, providing advice in such diverse areas as wildlife management in Cyprus and petroleum technology in Sri Lanka.

At the Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM) in Vancouver in 1987, CIDA agreed to contribute \$1 million over two years to the Special Commonwealth Fund for Mozambique. Even though Mozambique is not part of the Commonwealth, member countries agreed on the need to demonstrate solidarity with a country that is surrounded by Commonwealth neighbours and that is a cornerstone in the struggle against apartheid.

The CFTC provides technical assistance to Mozambique for the development of human and natural resources, improvements to transportation and fisheries, and the rehabilitation of existing industrial plants and equipment.

Similarly, at the Kuala Lumpur CHOGM in 1989, Canada announced its commitment to a five-year project of CFTC training and technical assistance to the newly independent state of Namibia. Canada has contributed \$3 million to this \$14 million undertaking.

Commonwealth of Learning

A Canadian-sponsored initiative at the 1987 CHOGM led to the establishment of the Commonwealth of Learning (COL), a separate multilateral agency based in Vancouver. COL, the first Commonwealth agency to be based outside Britain, was designed to widen access to education by expanding and improving distance education techniques.

Canada pledged \$12 million over five years, of which \$5 million came from CIDA, \$5 million came from the British Columbia government and \$2 million came from the federal Department of Communications.

In summer 1993, an independent committee reviewed the progress of COL and awarded high marks to the agency for its excellent program delivery.

Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan

The Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan enables students of high intellectual promise the opportunity to pursue studies and research in another Commonwealth country. Under the Canadian component of this prestigious plan, 3288 scholars and 186 fellows held awards in Canada, and 1328 Canadians studied abroad during the period of 1962 to 1992. In any one year, approximately 1500 Commonwealth scholars are studying abroad under the plan. In 1992-93, the Canadian government provided \$9.6 million to the program.



Small States Facility

At the 1985 CHOGM, a proposal was approved that led to the establishment of the Small States Facility — nine Commonwealth countries (mostly island states in the South Pacific, the Indian Ocean and the Caribbean) united through permanent representation at the United Nations. Canada has provided over \$1 million to the facility since 1987.

Langkawi Scholarship Program

In 1989, the Langkawi Declaration on the Environment was endorsed by the Commonwealth Heads of Government in Kuala Lumpur. A year later, CIDA implemented the Langkawi Scholarship Program to underline its commitment to environmental education and the spirit of the Langkawi Declaration. Forty scholarships are granted each year to government officials and other experts in the environmental field to help them learn from the experience of other Commonwealth countries.

Human Rights Unit

At the 1991 CHOGM in Harare, Canada announced a special \$400 000 contribution to the Human Rights Unit of the Commonwealth Secretariat. These funds were used for training and education activities, as well as for the production of publications.

Women's Affairs

In both 1990 and 1993, CIDA provided funds to enable members of government departments responsible for women's issues to attend the Women's Affairs Ministers' Meetings, which are organized every three years by the Commonwealth Secretariat. These contributions were provided in recognition of the need to include day-to-day decision-makers alongside high-level participants at such meetings.

Bilateral Assistance for Africa

Africa remains the least-developed region of the world, with nearly 50 percent of its 500 million people living below the poverty line. Of the 57 African countries receiving Canadian aid, 15 are Commonwealth members.

CIDA's 1992 strategic document *Africa 21* provides the framework for its co-operation program in Africa. Consistent with its fundamental goal of alleviating poverty, CIDA is focusing primarily on supporting democratization and regional integration, and on setting up mechanisms that are likely to foster the spirit of free enterprise in the region. This approach is built upon the recognition of three factors: that long-term sustainable development will not be achieved on the basis of the typical small and fragile African economy; that development activities cannot succeed without popular participation; and that entrepreneurship is essential for economic renewal.

Africa remains a priority for Canada, and continues to receive 45 percent of bilateral assistance, despite budget cuts that were announced on December 2, 1992, in the context of reductions in government spending.

In western Africa — which includes the Commonwealth countries of Gambia, Ghana, Nigeria and Sierra Leone — CIDA's goal is to establish a sustainable balance between the populations, their economy and their environment. CIDA and its partners have identified a number of themes that could bring about long-term solutions, such as social change (helping Africans to adapt their societies to a changing world while preserving those elements of their culture that constitute a genuine asset in the development process); economic growth resulting from structural adjustment, strengthening of private initiatives and development of a regional infrastructure; rational use of resources in order to reinforce local development efforts; and regional co-operation.



For example, CIDA is providing \$4.8 million (1991-96) toward the establishment of centres of technical training in Ghana.

In southern Africa — which includes the Commonwealth countries of Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambia and Zimbabwe — CIDA's emphasis is on supporting regional integration. The objectives coincide with those of the Southern African Development Community (SADC), including the creation of a true regional economic community and the eventual elimination of all barriers to trade, investment and migration between countries in the region.

For example, CIDA is contributing \$6.7 million (1991-96) to a regional hydrology assistance project in the Zambesi basin, and \$13.5 million (1972-98) to establish a regional network of national tree seed centres within SADC.

Traditional bilateral programming in central and eastern African countries is being replaced by two new regional support mechanisms: one to support the private sector and another to support democratization and good government. Both funds should be operational within two years. The Commonwealth countries affected by this move are Kenya, Mauritius, Seychelles, Tanzania and Uganda.

Bilateral Assistance for Asia and Oceania

Although economic performance continues to be relatively good compared with other regions in the world, progress varies remarkably across the region, and poverty remains a major problem in part of South Asia.

CIDA's development co-operation program has evolved in response to Asia's changing face. CIDA's Asian program seeks to help create an enabling political, economic and social environment to achieve sustainable development. It is also focused on the widening relationship between Canada and Asia to one of broader-based and mutually beneficial co-operation. To this end, the aid program builds on private sector relationships, and supports institutions and capacity building to assist in policy development.

Commonwealth countries that receive core funding from the Asia program are Bangladesh, India, Malaysia, Pakistan and Sri Lanka. In addition, CIDA supports ASEAN (the Association of Southeast Asian Nations) and Regional Institutions Programs, and the South Pacific Island States. The ASEAN program is designed to reflect our confidence in the organization's future, to recognize the organization's influence on the world and to enhance ASEAN's capacity to be relevant to the broad interests of the region through technological support and institutional strengthening. CIDA's Asia Regional Institutions Program supports both intergovernmental and non-governmental organizations, with particular emphasis on activities and organizations dealing with the development and adaptation of technology, human resource development, and environmental and natural resource development. The program is also heading toward regional approaches in South Asia, Southeast Asia and China.

In South Asia — which includes the Commonwealth countries of India, Pakistan, Bangladesh and Sri Lanka — CIDA activities support economic and social policy reform, better environmental management and democratic development. Growing emphasis is being placed on involving grassroots and community organizations in project implementation.

For example, CIDA is contributing \$5 million (1991-95) to foster linkages between Indian and Canadian applied research institutions; \$3.7 million (1987-93) to help Pakistan to establish a national conservation strategy; \$28 million (1992-97) to the Government of Bangladesh's Fourth Population and Health Project, designed to reduce the fertility rate and maternal/child mortality, improve the nutritional status of women and children, and strengthen family planning effectiveness; and almost \$5 million to Sri Lanka (1993-98) for a Rehabilitation through Education and Training project to assist in the resettlement of people displaced by civil unrest.



In Southeast Asia, Malaysia is receiving CIDA funds to facilitate the transition from an agricultural, commodity-based economy to a mixed industrial economy by strengthening its institutional, human resource and technological base. As such, a \$15 million (1991-96) contribution from CIDA is helping to promote economic partnership between Canada and Malaysia, through the transfer of Canadian technology and expertise to Malaysia.

Bilateral Assistance for the Caribbean and the Americas

The Central and South America and Caribbean countries comprise the Americas region. By the year 2000 the population will exceed 500 million and it will have a purchasing power of \$1 trillion.

Most governments of these countries, spurred by the debt crisis of the 1980s, have introduced difficult political and economic reforms. Although these measures have succeeded in restoring growth, they have also resulted in major social costs, including an increase in the number of people living in poverty.

At present, CIDA's Americas Branch programs focus on:

- (1) democratic development, good governance and human rights;
- (2) environmental sustainability;
- (3) support for structural adjustment;
- (4) national and regional institution capacity building; and
- (5) regional integration and co-operation.

CIDA provides assistance to 35 countries of the Americas, with emphasis on six core countries, of which Jamaica, Guyana and the Eastern Caribbean Islands (specifically Grenada, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Dominica, St. Kitts and Nevis, and Antigua and Barbuda) are Commonwealth members. There are also smaller programs in Barbados and Belize.

Over the next five years, CIDA's program in Jamaica will concentrate on environmental sustainability, human resource development and poverty alleviation.

In Guyana, CIDA's program emphasizes assistance to the economic recovery program, poverty alleviation, and fisheries and forestry resource management. A \$36 million fertilizer line of credit (1989-95) is helping to ensure the success of structural adjustment in Guyana through the provision of balance-of-payments support, while local currency generated by the project supports a large number of community-based projects that address issues related to poverty alleviation.

Although in the past, programming in the Eastern Caribbean has been dominated by infrastructure development, these projects are giving way to increased emphasis on human resource development and institutional strengthening. CIDA is providing \$8.4 million (1986-93) for an Eastern Caribbean Economic Management Program, which is intended to enhance economic and financial management within the member countries of the Organization of Eastern Caribbean States. The Canada Training Awards III (1988-95) is a \$34 million project designed to increase the regional base of skilled human resources in key economic sectors -- agriculture (including forestry and fisheries), small industry, human and education management.



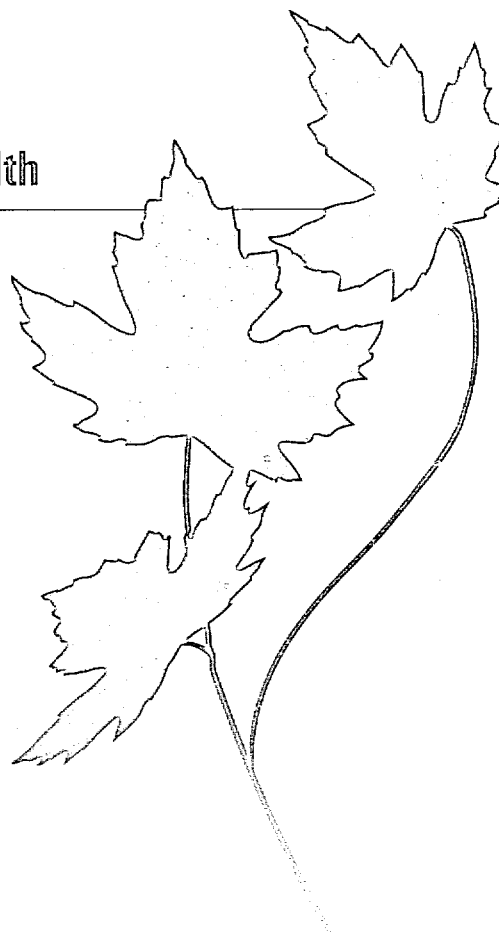
Canadian Official Development Assistance (ODA) to Countries of the Commonwealth 1991-92

(in Canadian \$ millions)

Africa		Asia	
Botswana	10.08	Bangladesh	186.34
Gambia	1.61	Brunei	0.03
Ghana	68.28	India	115.65
Kenya	48.47	Malaysia	12.42
Lesotho	10.26	Maldives	0.33
Malawi	30.52	Pakistan	86.35
Mauritius	1.80	Singapore	0.45
Namibia	2.26	Sri Lanka	25.77
Nigeria	4.30		
Seychelles	1.83	Total	427.34
Sierra Leone	3.14		
Swaziland	4.13	Oceania and Other	
Tanzania	55.33	(Kiribati, Tuvalu, Papua New Guinea, Solomon Islands, Tonga, Vanuatu, Nauru, W. Samoa, Cyprus, Malta)	
Uganda	30.49		
Zambia	31.47		
Zimbabwe	25.76		
Africa Regional	19.54		
Total	349.27	Total	21.84
Caribbean and the Americas		Other Contributions to the Commonwealth (not country specific)	
Antigua/Barbuda	2.85	Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan	10.68
Bahamas	0.08		
Barbados	1.08		
Belize	2.71		
Dominica	3.20		
Grenada	2.40		
Guyana	18.37		
Jamaica	32.57		
St. Kitts/Nevis	0.78		
St. Lucia	4.61		
St. Vincent	2.49		
Trinidad/Tobago	1.60		
Regional	24.36		
Total	97.10	Total Canadian ODA to the Commonwealth	
		Represents 28.5 percent of total Canadian ODA of \$3 183.58	\$906.23

The figures above include bilateral and multilateral aid and assistance through non-governmental organizations.

Canada's Partners in the Commonwealth



The maps are not issued for official purposes but strictly for pedagogical purposes.
These maps should not be construed as defining Canadian Foreign Policy in any way.



Antigua and Barbuda

Country Official Name: Antigua and Barbuda
Capital: Saint John's

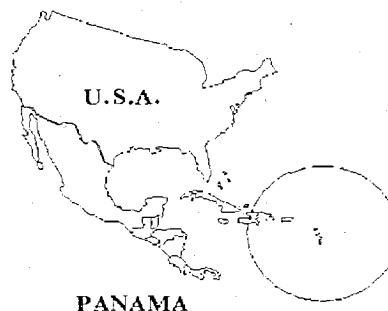
Geodata

Area: 440 km²

Population: 64 000 (91),
growth 0.4%

Major Religions: Mostly Anglican,
some other Protestant and
Roman Catholic

Major Language(s): English,
local dialect



Political Data

Type of Government:
Parliamentary monarchy (E II)

Leaders:
Governor General
Sir Wilfred Ebenezer Jacobs

Prime Minister
Vere Cornwall Bird, Sr.

Minister of External Affairs
Lester Bird

Democratic Institutions:
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index:
60/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 6500 (89)

Main Exports:
petroleum products,
manufactured goods

Main Imports:
petroleum products, machinery,
food and live animals

Export to Canada:
C \$ 0.41 million (92)

Import from Canada:
C \$ 9.9 million (92)

External Debt:
US \$ 250 million (90) est.

Main Donors:
U.K., Canada

Canadian ODA:
C \$ 2.85 million (FY 91-92) est.

Australia



Country Official Name: Commonwealth of Australia
Capital: Canberra

Geodata

Area: 7 686 850 km²

Population: 17.6 million (92),
growth 1.4%

Natural Resources: bauxite, coal,
iron ore, copper, tin, silver

Major Religions: 26% Anglican,
26% Roman Catholic,
24.3% other Christian

Major Language(s): English,
native languages



Political Data

Type of Government:
Federal parliamentary monarchy

Leaders:
Prime Minister
Paul Keating

Foreign Minister
Senator Gareth Evans, Q.C.

Democratic Institutions:
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index:
7/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 16 910, growth 1.7% (92)

Main Exports:
raw sugar, wool, metallic ores, coal,
meat, cereals, dried raisins

Main Imports:
manufactured raw materials, capital
equipment, consumer goods

Export to Canada:
C \$ 751 million (92)

Import from Canada:
C \$ 699.6 million (92)

External Debt:
US \$ 130.4 billion (91)

Main Donors:
none

Canadian ODA:
nil



Bahamas

Country Official Name: Commonwealth of the Bahamas
Capital: Nassau

Geodata

Area: 13 940 km²

Population: 255 811 (91),
growth 1.4%

Natural Resources: salt,
aragonite, timber

Major Religions: 32% Baptist,
20% Anglican, 19% Roman Catholic

Major Language(s): English;
some Creole among the
Haitian immigrants



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister and
Minister of Finance
Hubert Ingraham

Minister of Foreign Affairs and
Justice and Attorney General
Orville Turnquest

Democratic Institutions:
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index:
32/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 9 900 (90)

Main Exports:
pharmaceuticals, cement,
rum, crawfish

Main Imports:
petroleum and its products,
manufactured goods

Export to Canada:
C \$ 50.2 million (92)

Import from Canada:
C \$ 23.2 million (92)

External Debt:
US \$ 267.7 million (Dec. 90)

Main Donors:
U.K.

Canadian ODA:
C \$ 0.08 million (FY 91-92) est.

Bangladesh



Country Official Name: People's Republic of Bangladesh
Capital: Dhaka

Geodata

Area: 144 000 km²

Population: 111 million (92),
growth 2.4%

Natural Resources: natural gas,
uranium, arable land, timber

Major Religions: 83% Muslim,
16% Hindu, 1% other

Major Language(s): Bangla (official),
English widely used



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Abdur Rahman Biswas

Prime Minister
Mrs. Khaleda Zia

Foreign Minister
Lt. Col (Ret.) A.S.M. Mustafizur Rahman

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
147/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 200, growth 3.2%

Main Exports:
jute, tea, leather, shrimp, textiles

Main Imports:
food, petroleum, semi-processed
and consumer goods

Export to Canada:
C \$ 41.9 million (92)

Import from Canada:
C \$ 80.3 million (92)

External Debt:
US \$ 13.1 billion (91)

Main Donors:
Japan, United States, Canada,
U.K., Germany, Netherlands

Canadian ODA:
C \$ 186.34 million (FY 91-92) est.



Barbados

Country Official Name: Barbados
Capital: Bridgetown

Geodata

Area: 430 km²

Population: 254 934 (92),
growth 0.1%

Natural Resources: crude oil,
fishing, natural gas

Major Religions: 40% Anglican,
27% other Protestant,
4% Roman Catholic

Major Language(s): English



Political Data

Type of Government:
Parliamentary monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister
Lloyd Erskine Sandiford

Minister of Foreign Affairs
Branford Taitt

Democratic Institutions:
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index:
20/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 6500 (90)

Main Exports:
sugar and molasses, chemicals,
electrical components, clothing, rum

Main Imports:
foodstuffs and machinery

Export to Canada:
C \$ 6.2 million (92)

Import from Canada:
C \$ 22 million (92)

External Debt:
US \$ 652 million (91)

Main Donors:
Netherlands, Japan, Canada

Canadian ODA:
C \$ 1.08 million (FY 91-92) est.

Belize

Country Official Name: Belize
Capital: Belmopan



Geodata

Area: 22 960 km²

Population: 229 143 (92),
growth 3.0%

Natural Resources: arable land,
timber, fish

Major Religions: 60% Roman Catholic,
12% Anglican, 28% Protestant

Major Language(s): English (official),
Spanish, English creole, Maya,
Garifuna (Carib)



Political Data

Type of Government:
Parliamentary monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister
Manuel Esquivel

Deputy Prime Minister and
Foreign Minister
Dean Barrow

Democratic Institutions:
Bicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index:
82/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 1635 (90)

Main Exports:
sugar, citrus, bananas

Main Imports:
machinery and transportation
equipment, manufactured goods,
fuels, chemicals, pharmaceuticals

Export to Canada:
C \$ 6.6 million (92)

Import to Canada:
C \$ 3.5 million (92)

External Debt:
US \$ 167.1 million (91)

Main Donors:
U.K., Canada, Netherlands

Canadian ODA:
C \$ 2.71 million (FY 91-92) est.



Botswana

Country Official Name: Republic of Botswana
Capital: Gaborone

Geodata

Area: 600 370 km²

Population: 1 292 210 (92),
growth 2.6%

Natural Resources: diamonds,
copper, nickel, salt, soda,
potash, coal

Major Religions: 50% Animist,
50% Christian

Major Language(s): Setswana,
English (official)



Political Data

Type of Government:
Parliamentary republic

Leaders:
President
Sir Ketumile Masire

Foreign Minister
Gaositwe Chiepe

Democratic Institutions:
National Assembly, House of Chiefs;
multiparty

UN Human Development Index:
104/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 2800 (91), growth 6.3%

Main Exports:
diamonds, copper, nickel, beef

Main Imports:
foodstuffs, vehicles, textiles,
petroleum products

Export to Canada:
C \$ 0.81 million (92)

Import from Canada:
C \$ 3.3 million (92)

External Debt:
US \$ 542.8 million (91)

Main Donors:
Norway, Germany, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 10.08 million (FY 91-92) est.

Brunei

Country Official Name: Brunei Darussalam
Capital: Bandar Seri Begawan



Geodata

Area: 5770 km²

Population: 269 319 (92),
growth 2.9%

Natural Resources: crude oil,
natural gas, timber

Major Religions: 63% Muslim,
8% Christian, 14% Buddhist,
15% other

Major Language(s): Malay,
English, Chinese



Political Data

Type of Government:
Hereditary sultanate

Leaders:
Head of State
His Majesty Sir Sultan Haji Hassanah
Bolkiah Mu'izzadin Waddaulah

Foreign Minister
His Royal Highness
Prince Mohamed Bolkiah

Democratic Institutions:
No party, no elections (autocracy)

UN Human Development Index:
44/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 14 000 (91), growth 1%

Main Exports:
crude oil, natural gas,
petroleum products

Main Imports:
machinery and transport equipment,
manufactured goods, food

Export to Canada:
C \$ 809 000 (92)

Import from Canada:
C \$ 1.3 million (92)

External Debt:
none

Main Donors:
none

Canadian ODA:
C \$ 0.03 million (FY 91-92) est.



Cyprus

Country Official Name: Republic of Cyprus
Capital: Nicosia

Geodata

Area: 9250 km²

Population: 716 492 (92),
growth 1%

Natural Resources: copper,
pyrites, asbestos, gypsum,
timber, salt, marble

Major Religions: 78% Greek Orthodox,
18% Muslim, 4% other

Major Language(s): Greek, Turkish,
English



Political Data

Type of Government:
Parliamentary republic

Leaders:
President and Head of Government
Glaucos Clerides

Minister of Foreign Affairs
Alecis Michaelides

Democratic Institutions:
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index:
27/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 9 600 (Greek area),
US \$ 4 000 (Turkish area),
growth 6% and 5.9% respectively (90)

Main Exports:
citrus, potatoes, grapes, wine,
cement, clothing

Main Imports:
consumer goods, petroleum products,
food, machinery

Export to Canada:
C \$ 1.2 million (92)

Import from Canada:
C \$ 19.2 million (92)

External Debt:
US \$3.2 billion (91)

Main Donors:
United States, Japan, U.K.

Canadian ODA:
nil

Dominica



Country Official Name: Commonwealth of Dominica
Capital: Roseau

Geodata

Area: 750 km²

Population: 72 000 (91),
growth 1.6%

Natural Resources: timber

Major Religions: 80% Roman Catholic

Major Language(s): English (official),
French patois



Political Data

Type of Government:
Parliamentary republic

Leaders:
President
Sir-Clarence Augustus Seignoret

Prime Minister
(Mary) Eugenia Charles

Minister of External Affairs and
OECS Unity
Brian Alleyne

Democratic Institutions:
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index:
51/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 2000 (90), growth -2% (91)

Main Exports:
bananas, coconuts, citrus

Main Imports:
machinery, basic manufactures,
foodstuffs

Export to Canada:
C \$ 0.12 million (92)

Import from Canada:
C \$ 1.4 million (92)

External Debt:
US \$ 94.4 million (91)

Main Donors:
France, Canada, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 3.20 million (FY 91-92) est.



The Gambia

Country Official Name: Republic of the Gambia
Capital: Banjul

Geodata

Area: 11 300 km²

Population: 902 089 (92),
growth 3.1%

Natural Resources: fish

Major Religions: 90% Muslim,
9% Christian, 1% indigenous beliefs

Major Language(s): Mandinka,
English (official), Wolof, Fula,
other indigenous languages



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Sir Dawda Jawara

Minister of External Affairs
Omar B. Sey

Democratic Institutions:
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index:
167/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$235 (90), growth 3% (FY 91)

Main Exports:
peanuts, cotton, palm, fish

Main Imports:
foodstuffs, manufactured goods,
fuel, machinery

Export to Canada:
C \$ 0.03 million (92)

Import from Canada:
C \$ 0.15 million (92)

External Debt:
US \$ 350.7 million (91)

Main Donors:
U.K., Switzerland, Austria

Canadian ODA:
C \$ 1.61 million (FY 91-92) est.

Ghana

Country Official Name: Republic of Ghana
Capital: Accra



Geodata

Area: 238 540 km²

Population: 16.2 million (92),
growth 3.1%

Natural Resources: gold, timber,
diamonds, bauxite, manganese

Major Religions: 38% Animist,
30% Muslim, 24% Christian

Major Language(s): English (official)
and several African languages



Political Data

Type of Government:
Military republic

Leaders:
PNDC Chairman
Flt. Lt. (Ret.) Jerry John Rawlings

Secretary for Foreign Affairs
Dr. Obed Asamoah

Democratic Institutions:
Provisional National Defence
Council (Consultative Assembly
is considering new constitution)

UN Human Development Index:
131/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 400 (91), growth 5%

Main Exports:
cocoa, timber, gold, tuna,
bauxite, aluminum

Main Imports:
petroleum, consumer goods,
foods, capital equipment

Export to Canada:
C \$ 5.1 million (92)

Import from Canada:
C \$ 26.8 million (92)

External Debt:
US \$ 4.2 billion (91)

Main Donors:
Japan, Germany, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 68.28 million (FY 91-92) est.



Grenada

Country Official Name: Grenada
Capital: Saint George's

Geodata

Area: 340 km²

Population: 83 556 (92),
growth -0.3%

Natural Resources: timber,
tropical fruit, deepwater harbours

Major Religions: Roman Catholic

Major Language(s): English,
French patois



Political Data

Type of Government:
Parliamentary monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister and
Minister of External Affairs
Nicholas Brathwaite

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
59/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 2800 (90)

Main Exports:
nutmeg, cocoa beans,
bananas, mace, textiles

Main Imports:
machinery, food, manufactured
goods, chemicals, fuel

Export to Canada:
C \$ 0.32 million (92)

Import from Canada:
C \$ 2.6 million (92)

External Debt:
US \$ 109.5 million (91)

Main Donors:
Japan, U.K., Canada

Canadian ODA:
C \$ 2.40 million (FY 91-92) est.

Guyana



Country Official Name: Co-operative Republic of Guyana
Capital: Georgetown

Geodata

Area: 214 970 km²

Population: 739 431 (92),
growth -0.6%

Natural Resources: bauxite,
gold, diamonds, timber, shrimp

Major Religions: 57% Christian,
33% Hindu, 9% Muslim

Major Language(s): English creole
and Amerindian dialects



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
Chief of State, President
Dr. Cheddi Jagan

Prime Minister
Samuel Hinds

Foreign Minister
Clement Rohee

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
105/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 300 (91)

Main Exports:
bauxite, sugar, rice, shrimp,
gold, molasses, rum

Main Imports:
machinery, food, petroleum

Export to Canada:
C \$ 39 million (92)

Import from Canada:
C \$ 6 million (92)

External Debt:
US \$ 1.9 billion (91)

Main Donors:
U.K., Canada, Japan

Canadian ODA:
C \$ 18.37 million (FY 91-92) est.



India

Country Official Name: Republic of India
Capital: New Delhi

Geodata

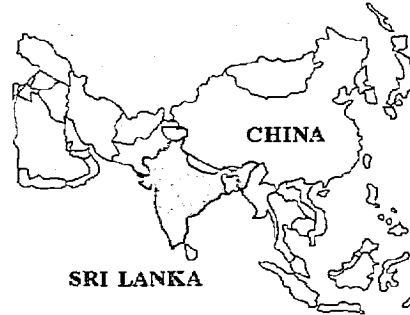
Area: 3 287 590 km²

Population: 866 million (92),
growth 1.9%

Natural Resources: coal, iron ore,
manganese, mica, bauxite, titanium,
chromate

Major Religions: 83% Hindu,
11% Muslim, 2.4% Christian,
2% Sikh, 1.6% other

Major Language(s): Hindi, English
and 14 other official languages;
many others



Political Data

Type of Government:
Federal republic

Leaders:
President
Shankar Dayal Sharma

Prime Minister
P.V. Narasimha Rao

Minister of External Affairs
Dinesh Singh

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
134/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 320 (91),
growth 5% (FY 92-93) est.

Main Exports:
gems & jewellery, engineering
goods, iron, tea, coffee,
fish products

Main Imports:
petroleum, edible oils, textiles,
clothing, capital goods

Export to Canada:
C \$ 278.3 million (92)

Import from Canada:
C \$ 510.1 million (92)

External Debt:
US \$ 71.6 billion (91)

Main Donors:
Germany, U.K., Japan

Canadian ODA:
C \$ 115.65 million (FY 91-92) est.

Jamaica

Country Official Name: Jamaica
Capital: Kingston



Geodata

Area: 10 990 km²

Population: 2 506 701 (92),
growth 0.9%

Natural Resources: bauxite,
gypsum, limestone

Major Religions: 56% various Protestant,
44% other including Rastafarian

Major Language(s): English, Creole



Political Data

Type of Government:
Parliamentary monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister
P.J. Patterson

Minister of Foreign Affairs
and Foreign Trade
Dr. Paul Robertson

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
69/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 1400 (91)

Main Exports:
bauxite, alumina, sugar,
bananas

Main Imports:
petroleum, machinery, food,
consumer goods, construction goods

Export to Canada:
C \$ 173.9 million (92)

Import from Canada:
C \$ 68.7 million (92)

External Debt:
US \$ 4.5 billion (91)

Main Donors:
Japan, Canada, Germany

Canadian ODA:
C \$ 32.57 million (FY 91-92) est.



Kenya

Country Official Name: Republic of Kenya
Capital: Nairobi

Geodata

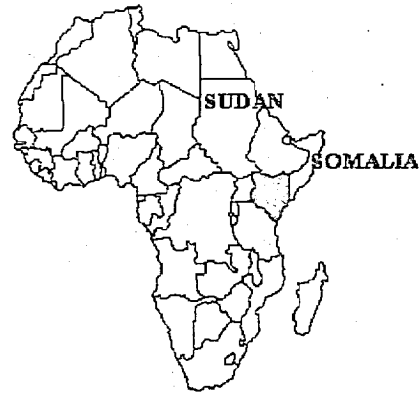
Area: 582 650 km²

Population: 25.2 million (91),
growth 3.6%

Natural Resources: gold, limestone,
diatomite, salt barytes

Major Religions: 38% Protestant,
28% Roman Catholic, 26% Animist,
6% Muslim

Major Language(s): Swahili,
English (both official)



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Daniel Arap Moi

Foreign Minister
Stephen Kalonzo Musyoka

Democratic Institutions:
Unicameral parliament,
in transition to multiparty

UN Human Development Index:
127/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 360, growth 2.3% (91) est.

Main Exports:
coffee, tea, manufactured goods,
petroleum products

Main Imports:
machinery and transportation
equipment, raw materials, fuels,
food and consumer goods

Export to Canada:
C \$ 13.3 million (92)

Import from Canada:
C \$ 25.3 million (92)

External Debt:
US \$ 7 billion (91)

Main Donors:
United States, U.K., Japan

Canadian ODA:
C \$ 48.47 million (FY 91-92) est.

Kiribati

Country Official Name: Kiribati (pronounced Kiribas)
Capital: Tarawa



Geodata

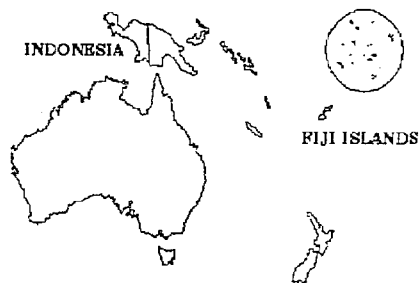
Area: 717 km²

Population: 74 788 (92),
growth 2.1%

Natural Resources: phosphate
(production discontinued in 1979)

Major Religions: 52% Roman Catholic,
40% Protestant, 6% other

Major Language(s): English, Gilbertese,
Micronesia dialect I-Kiribati



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Teatao Teannaki
(also Minister for Foreign Affairs
and International Trade)

Democratic Institutions:
Unicameral house

UN Human Development Index:
N/A

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 525 (90), growth 1%

Main Exports:
fish, copra

Main Imports:
foodstuffs, fuel, transportation
equipment

Export to Canada:
nil (91)

Import from Canada:
C \$ 0.08 million (92)

External Debt:
US \$ 2 million (89)

Main Donors:
Japan, Australia, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 0.25 million (FY 93-94) est.



Lesotho

Country Official Name: Kingdom of Lesotho
Capital: Maseru

Geodata

Area: 30 350 km²

Population: 1 848 925 (92),
growth 2.6%

Natural Resources: water,
agriculture, diamonds

Major Religions: 80% Christian,
20% Animist

Major Language(s): Sesotho,
English (official)



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy

Leaders:
Head of State
King Letsie III

Head of Government, Prime Minister
Dr. Ntsu Mokhehle

Minister of Foreign Affairs
Molapo Qhobela

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
120/173 (low)

Economic Data

GNP (per capita):
US \$ 540 (92), growth 2.4% (92-93)

Main Exports:
wool, mohair, wheat,
cattle, textiles

Main Imports:
corn, building materials,
clothing, vehicles, medicines,
petroleum

Export to Canada:
C \$ 2.9 million (92)

Import from Canada:
C \$ 0.05 million (92)

External Debt:
US \$ 427.7 million (91)

Main Donors:
Germany, United States, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 10.26 million (FY 91-92) est.

Malawi

Country Official Name: Republic of Malawi
Capital: Lilongwe



Geodata

Area: 118 480 km²

Population: 9 605 342 (92),
growth 1.8%

Natural Resources: limestone,
uranium (unexploited), coal, bauxite

Major Religions: 55% Protestant,
20% Roman Catholic, 20% Muslim;
indigenous beliefs also

Major Language(s): Chichewa,
English (both official); others



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
Life President and
Minister of External Affairs
Dr. Hastings Kamuzu Banda

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, single party
Referendum approved restoration of
multiparty system

UN Human Development Index:
153/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 200, growth 4.2% (91)

Main Exports:
tobacco, tea, sugar,
coffee, peanuts

Main Imports:
food, petroleum, consumer goods,
transportation equipment

Export to Canada:
C \$ 1.2 million (92)

Import from Canada:
C \$ 2.8 million (92)

External Debt:
US \$ 1.7 billion (91)

Main Donors:
Germany, U.K., United States

Canadian ODA:
C \$ 30.52 million (FY 91-92) est.



Malaysia

Country Official Name: Malaysia
Capital: Kuala Lumpur

Geodata

Area: 329 750 km²

Population: 18 410 920 (92),
growth 2.4%

Natural Resources: tin, crude oil,
timber, copper, iron ore

Major Religions: 55% Muslim,
30% Buddhist, 8% Hindu,

Major Language(s): Malay (official),
English, Chinese dialects,
tribal languages



Political Data

Type of Government:
Federation —
constitutional monarchy
(& regional rulers)

Leaders:
Chief of State, Paramount Ruler
Yang di-Pertuan Agong (Sultan)

Yusof Izzudin (since 26 April 89)

Prime Minister
Dr. Mahathir bin Mohamad

Minister of Foreign Affairs
Datuk Abdullah bin Haji Ahmad Badawi

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty elections

UN Human Development Index:
57/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 3000 (92), growth 8% (92)

Main Exports:
natural rubber, palm oil, tin,
timber, petroleum products,
electrical manufactures

Main Imports:
food, crude oil, consumer goods,
capital equipment, chemicals

Export to Canada:
C \$ 598 million (92)

Import from Canada:
C \$ 230.8 million (92)

External Debt:
US \$ 21.4 billion (91)

Main Donors:
Japan, U.K., Australia

Canadian ODA:
C \$ 12.42 million (FY 91-92) est.

Maldives

Country Official Name: Republic of Maldives

Capital: Male



Geodata

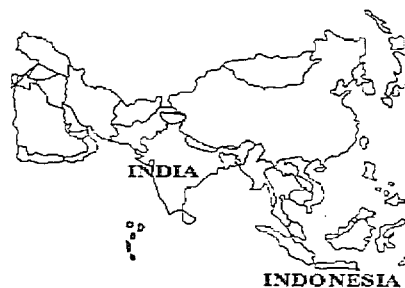
Area: 300 km²

Population: 234 371 (92),
growth 3.7%

Natural Resources: fish

Major Religions: Sunni Muslim

Major Language(s): Divehi
(dialect of Sinhalese), English



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Maumoon Abdul Gayoom

Foreign Minister
Fathulla Jameel

Democratic Institutions:
Unicameral Citizen's Council

UN Human Development Index:
112/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 770, growth 10.1% (90)

Main Exports:
fish, clothing

Main Imports:
capital goods, consumer goods,
petroleum products

Export to Canada:
C \$ 95 000 (92)

Import from Canada:
C \$ 0.10 million (92)

External Debt:
US \$ 80.4 million (91)

Main Donors:
no data available

Canadian ODA:
C \$ 0.33 million (FY 91-92) est.



Malta

Country Official Name: Malta
Capital: Valetta

Geodata

Area: 320 km²

Population: 359 231 (92),
growth 0.8%

Natural Resources:
limestone, salt

Major Religions: 98% Roman Catholic

Major Language(s): Maltese and
English (official)



Political Data

Type of Government:
Parliamentary democracy

Leaders:
Head of State, President
Vincent Tabone

Head of Government, Prime Minister
Edward Fenech-Adami

Deputy Prime Minister
Dr. Guido De Marco
(also Minister for Foreign Affairs)

Democratic Institutions:
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index:
39/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 7000 (91), growth 5.5% (90)

Main Exports:
clothing, textiles, footwear, ships

Main Imports:
food, petroleum, new materials,
machinery

Export to Canada:
C \$ 2.4 million (92)

Import from Canada:
C \$ 2 million (92)

External Debt:
US \$ 612.2 million (91)

Main Donors:
none

Canadian ODA:
-0.025 (repayment) (FY 91-92) est.

Mauritius



Country Official Name: Mauritius
Capital: Port Louis

Geodata

Area: 1860 km²

Population: 1 092 130 (92),
growth 0.8%

Natural Resources: arable land, fish

Major Religions: 52% Hindu,
26% Christian, 17% Muslim

Major Language(s): English (official),
Creolè, French, Hindi, Urdu



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Cassam Uteem

Prime Minister
Sir Anerood Jugnauth

Foreign Minister
Ahand Suvalay Kasenally

Democratic Institutions:
Unicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index:
56/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 2300, growth 6.1% (FY 91) est.

Main Exports:
textiles, sugar, light manufactures

Main Imports:
manufactured goods, capital
equipment, foodstuffs, petroleum
products, chemicals

Export to Canada:
C \$ 13.7 million (92)

Import from Canada:
C \$ 1.7 million (92)

External Debt:
US \$ 991 million (91)

Main Donors:
France, Japan, Australia

Canadian ODA:
C \$ 1.80 million (FY 91-92) est.



Namibia

Country Official Name: Republic of Namibia
Capital: Windhoek

Geodata

Area: 824 290 km²

Population: 1 574 927 (92),
growth 3.5%

Natural Resources: diamonds,
metals, minerals, fisheries

Major Religions: Christian

Major Language(s): Afrikaans,
English (official), Ovambo, German



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Sam Nujoma

Prime Minister
Hage Geingob

Minister of Foreign Affairs
Theo-Ben Gurirab

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
135/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 1400, growth 5.1% (91)

Main Exports:
diamonds, uranium, gold,
copper, meat, fish, zinc,
cattle, Karakuiskins

Main Imports:
foodstuffs, consumer goods,
machinery, petroleum products
and fuel

Export to Canada:
C \$ 20.6 million (92)

Import from Canada:
C \$ 1.6 million (92)

External Debt:
US \$ 250 million

Main Donors:
none

Canadian ODA:
C \$ 2.26 million (FY 91-92) est.

Nauru

Country Official Name: Republic of Nauru
Capital: No capital city



Geodata

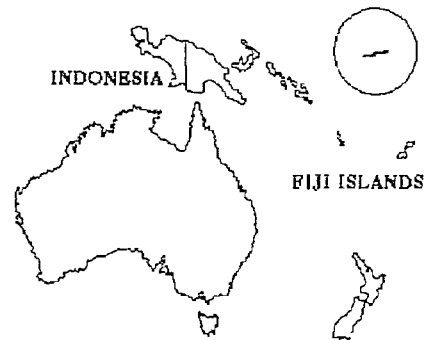
Area: 21 km²

Population: 9460,
growth 1.3%

Natural Resources: minerals

Major Religions: Christian

Major Language(s): Nauruan (official),
English



Political Data

Type of Government:
Republic (special member of
Commonwealth)

Leaders:
President and
Minister of External Affairs
Bernard Dowiyogo

Democratic Institutions:
Unicameral parliament

UN Human Development Index:
N/A

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 10 000, growth N/A

Main Exports:
phosphates

Main Imports:
all necessities (including fresh water),
machinery, fuel, building materials

Export to Canada:
C \$ 1000 (92)

Import from Canada:
no data available

External Debt:
US \$ 33.3 million (90)

Main Donors:
Australia, Japan

Canadian ODA:
nil



New Zealand

Country Official Name: New Zealand
Capital: Wellington

Geodata

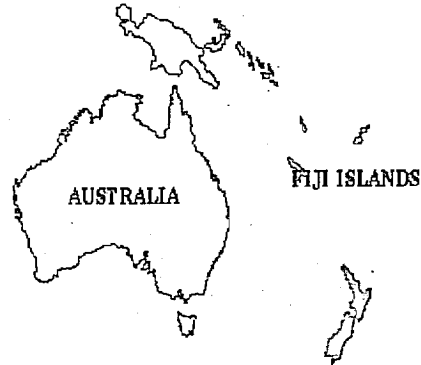
Area: 268 860 km²

Population: 3 347 369 (92),
growth 0.7%

Natural Resources: natural gas,
iron ore, sand, coal, timber,
hydro power

Major Religions: 81% Christian

Major Language(s): English (official),
Maori



Political Data

Type of Government:
Parliamentary democracy (E II)

Leaders:
Prime Minister
Jim Bolger

Minister of Foreign Affairs and Trade
Don McKinnon

Governor General
Dame Catherine Tizard
(since 12 Dec. 90)

Democratic Institutions:
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index:
17/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 14 000, growth -0.4% (91)

Main Exports:
beef, lamb, fruit, steel, mutton,
wool, forestry products,
manufactures, chemicals

Main Imports:
petroleum, consumer goods,
motor vehicles, industrial equipment

Export to Canada:
C \$ 204.3 million (92)

Import from Canada:
C \$ 105.8 million (92)

External Debt:
US \$17 billion (1989)

Main Donors:
none

Canadian ODA:
nil

Nigeria



Country Official Name: Federal Republic of Nigeria
Capital: Abuja replacing Lagos

Geodata

Area: 923 770 km²

Population: 122.5 million (91),
growth 3.0%

Natural Resources: crude oil, tin,
columbite, iron ore, coal

Major Religions: 50% Muslim,
40% Christian, 10% indigenous beliefs

Major Language(s): English (official),
Hausa, Yoruba, Ibo, Fulani



Political Data

Type of Government:
Federal republic

Leaders:
President
General Ibrahim Babangida

Secretary of Foreign Affairs
Matthew Mbu

Democratic Institutions:
Military government annulled during
presidential election 12 June 93

UN Human Development Index:
142/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 250, growth 5.2% (90)

Main Exports:
oil, cocoa, rubber

Main Imports:
consumer goods, capital equipment,
chemicals, raw materials

Export to Canada:
C \$ 474.9 million (92)

Import from Canada:
C \$ 51.3 million (92)

External Debt:
US \$ 34.5 billion (91)

Main Donors:
Japan, U.K., Germany

Canadian ODA:
C \$ 4.30 million (FY 91-92) est.



Pakistan

Country Official Name: Islamic Republic of Pakistan
Capital: Islamabad

Geodata

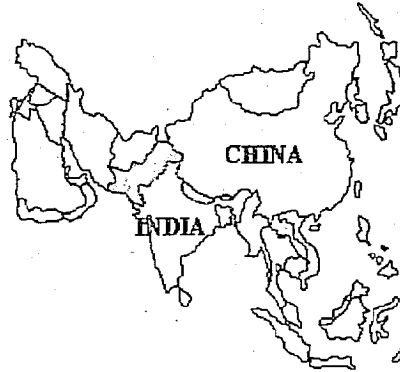
Area: 803 940 km²

Population: 121 664 539 (92),
growth 2.9%

Natural Resources: gas, crude oil,
coal, iron ore, copper, salt

Major Religions: 77% Sunni Muslim,
20% Shi'a Muslim, 3% Christian

Major Language(s): Urdu, English



Political Data

Type of Government:
Parliamentary with strong executive
federal republic

Leaders:
Elections pending.
Results not available at time of printing.

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty elections;
military remains politically influential

UN Human Development Index:
132/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 400 (92), growth 3.09% (FY 92) est.

Main Exports:
rice, cotton, textiles, clothing

Main Imports:
petroleum, machinery, transportation
equipment, vegetable oils, chemicals,
animal fats

Export to Canada:
C \$ 141.6 million (92)

Import from Canada:
C \$ 72 million (92)

External Debt:
US \$ 26.6 billion (91)

Main Donors:
Japan, United States, Germany

Canadian ODA:
C \$ 86.35 million (FY 91-92) est.

Papua New Guinea



Country Official Name: Independent State of Papua New Guinea
Capital: Port Moresby

Geodata

Area: 461 690 km²

Population: 3.91 million (91),
growth 2.3%

Natural Resources: gold, copper,
silver, gas, timber

Major Religions: 22% Roman Catholic,
44% Protestant, 34% indigenous beliefs

Major Language(s): English (especially a
pidgin English), 715 indigenous languages



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy (E II)

Leaders:
Elections pending.
Results not available at time of printing.

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
129/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 800 (92), growth 9% (91)

Main Exports:
gold, copper ore, coffee, palm oil,
logs, cocoa, lobster

Main Imports:
machinery and transportation equipment,
fuels, food, chemicals, consumer goods

Export to Canada:
C \$ 0.49 million (92)

Import from Canada:
C \$ 5.1 million (92)

External Debt:
US \$ 2.8 billion (91)

Main Donors:
Australia, Japan, Germany

Canadian ODA:
C \$ 0.5 million (FY 93-94) est.



St. Kitts and Nevis

Country Official Name: St. Kitts and Nevis
Capital: Basseterre

Geodata

Area: 262 km²

Population: 40 061,
growth 0.3%

Major Religions: Anglican,
some other Protestant and
Roman Catholic

Major Language(s): English



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister and
Foreign Affairs Minister
Dr. Kennedy A. Simmonds

Deputy Prime Minister
Michael Oliver Powell

Democratic Institutions:
Unicameral house

UN Human Development Index:
79/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 3650 (90)

Main Exports:
sugar, electronics, clothing,
postage stamps

Main Imports:
foodstuffs, machinery, fuels

Export to Canada:
C \$ 5000 (92)

Import from Canada:
C \$ 1.5 million (92)

External Debt:
US \$ 44.6 million (91)

Main Donors:
U.K., Canada

Canadian ODA:
C \$ 0.78 million (FY 91-92) est.

St. Lucia



Country Official Name: St. Lucia
Capital: Castries

Geodata

Area: 620 km²

Population: 151 774,
growth 1.7%

Natural Resources: forests,
pumice, mineral springs

Major Religions: 90% Roman Catholic,
7% Protestant, 3% Anglican

Major Language(s): English,
French patois



Political Data

Type of Government:
Parliamentary democracy

Leaders:
Prime Minister
John Compton

Foreign Affairs Minister
George Mallet

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
72/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 1930 (90)

Main exports:
bananas, clothing, cocoa,
vegetables, fruits

Main imports:
manufactured goods, machinery
and transportation equipment,
food, live animals

Export to Canada:
C \$ 0.37 million (92)

Import from Canada:
C \$ 6.3 million (92)

External Debt:
US \$ 76.1 million (91)

Main Donors:
Canada, Finland

Canadian ODA:
C \$ 4.61 million (FY 91-92) est.



St. Vincent and the Grenadines

Country Official Name: St. Vincent and the Grenadines
Capital: Kingstown

Geodata

Area: 389 km²

Population: 115 339 (92),
growth 1.1%

Major Religions: Anglican,
Methodist, Roman Catholic,
Seventh-Day Adventist

Major Language(s): English,
French patois



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister
James Mitchell

Minister of Foreign Affairs and Tourism
Herbert Young

Democratic Institutions:
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index:
76/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 1300 (89)

Main Exports:
bananas

Main Imports:
foodstuffs, machinery and
equipment, chemicals,
fuels, fertilizers

Export to Canada:
C \$ 0.4 million (92)

Import from Canada:
C \$ 3.3 million (92)

External Debt:
US \$ 62.4 million (91)

Main Donors:
U.K., United States, Canada

Canadian ODA:
C \$ 2.49 million (FY 91-92) est.

Seychelles

Country Official Name: Republic of Seychelles
Capital: Victoria



Geodata

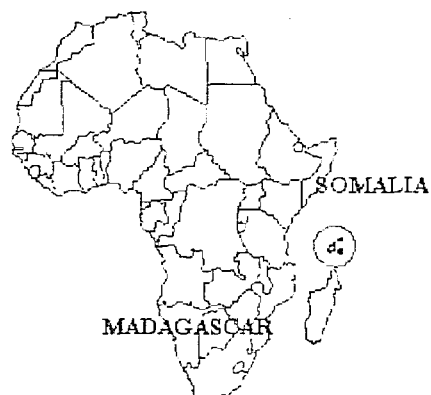
Area: 455 km²

Population: 69 519 (92),
growth 0.8% (92)

Natural Resources: fish,
copra, cinnamon

Major Religions: 90% Roman Catholic,
8% Anglican

Major Language(s): English and French
(official), Creole



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
France Albert René

Foreign Minister
Danielle de St. Jorre

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
63/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 5200, growth -4.5% (91) est.

Main Exports:
fish, copra, cinnamon bark,
petroleum products (re-export)

Main Imports:
manufactured goods, food, tobacco,
beverages, machinery and transportation
equipment, petroleum products

Export to Canada:
C \$ 0.45 million (92)

Import from Canada:
C \$ 0.04 million (92)

External Debt:
US \$ 201.1 million (91)

Main Donors:
France, United States, Japan

Canadian ODA:
C \$ 1.83 million (FY 91-92) est.



Sierra Leone

Country Official Name: Republic of Sierra Leone
Capital: Freetown

Geodata

Area: 71 740 km²

Population: 4 456 737,
growth -0.2%

Natural Resources: diamonds,
titanium, bauxite, iron ore, gold

Major Religions: 30% Muslim,
30% Animist, 10% Christian

Major Language(s): English (official),
Krio is the lingua franca



Political Data

Type of Government:
Republic in transition from military rule

Leaders:
President
Capt. Valentine E.M. Strasser
(since 29 April 92)

Minister of Foreign Affairs
Mohamed Lamin Kamara

Democratic Institutions:
In transition from military rule;
near-bloodless coup April 92 ended
one-party government

UN Human Development Index:
172/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 330, growth 3% (FY 91) est.

Main Exports:
rutile, bauxite, cocoa, diamonds,
coffee

Main Imports:
capital goods, food, petroleum,
consumer goods

Export to Canada:
C \$ 6.1 million (92)

Import from Canada:
C \$ 0.7 million (92)

External Debt:
US \$ 1.3 billion (91)

Main Donors:
Germany, Italy, United States

Canadian ODA:
C \$ 3.14 million (FY 91-92) est.

Singapore

Country Official Name: Republic of Singapore
Capital: Singapore



Geodata

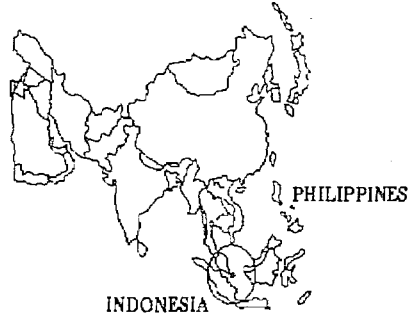
Area: 632.6 km²

Population: 2.8 million (92),
growth 1.3%

Natural Resources: fish (limited stocks),
deepwater ports

Major Religions: Buddhist (Chinese),
Muslim (Malays), Hindus (Indian)

Major Language(s): Chinese, Malay, Tamil,
English (all official); Malay predominates,
English language of commerce



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Wee Kim Wee

Prime Minister
Goh Chok Tong

Foreign Minister
Wong Kan Seng

Democratic Institutions:
Unicameral parliamentary democracy

UN Human Development Index:
43/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 14 200, growth 6.5% (91)

Main Exports:
petroleum products, rubber,
electronics, manufactured goods

Main Imports:
capital equipment, petroleum, chemicals,
foodstuffs, manufactured goods

Export to Canada:
C \$ 644.7 million (92)

Import from Canada:
C \$ 319.3 million (92)

External Debt:
US \$ 3.8 billion (91) est.

Main Donors:
Japan, United States, France

Canadian ODA:
C \$ 0.45 million (FY 91-92) est.



Solomon Islands

Country Official Name: Solomon Islands
Capital: Honiara

Geodata

Area: 28 450 km²

Population: 360 010 (92),
growth 3.5%

Natural Resources: fish, forests

Major Religions: 34% Anglican,
19% Roman Catholic,
remainder Protestant

Major Language(s): Melanesian pidgin,
English, 120 indigenous languages



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister
Francis Hilly Billy

Min. of Foreign Affairs and
Trade Relations
Francis Joseph Saemala

Democratic Institutions:
Unicameral legislature

UN Human Development Index:
118/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 600, growth 6% (90) est.

Main Exports:
fish, timber, copra, palm oil

Main Imports:
plant and machinery, fuel, food

Export to Canada:
C \$ 0.12 million (92)

Import from Canada:
C \$ 0.04 million (92)

External Debt:
US \$ 130.3 million (91)

Main Donors:
Australia, Japan, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 0.03 million (FY 93-94) est.

Sri Lanka

Country Official Name: Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
Capital: Colombo



Geodata

Area: 65 610 km²

Population: 17 631 528 (92),
growth 1.2%

Natural Resources: limestone,
graphite, mineral sands, gems,
phosphates, clay

Major Religions: 69% Buddhist,
15% Hindu, 8% Christian, 8% Muslim

Major Language(s): Sinhala (official),
Tamil, English



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Dingiri Banda Wijetunge

Prime Minister
Ranil Wickramasinghe

Foreign Minister
Harold Herath

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
86/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 410, growth 5% (91) est.

Main Exports:
tea, garments, textiles, petroleum
products, coconut, rubber, gems,
jewellery, marine products

Main Imports:
food and beverages, petroleum,
machinery, textile materials, wheat

Export to Canada:
C \$ 41.7 million (92)

Import from Canada:
C \$ 19.8 million (92)

External Debt:
US \$ 6.6 billion (91)

Main Donors:
Japan, United States, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 25.77 million (FY 91-92) est.



Swaziland

Country Official Name: Kingdom of Swaziland
Capital: Mbabane

Geodata

Area: 17 360 km²

Population: 913 008 (92),
growth 2.6%

Natural Resources: asbestos,
coal, clay, tin, hydro power, forests

Major Religions: 60% Christian,
40% Animist

Major Language(s): English and
siSwati (official)



Political Data

Type of Government:
Monarchy

Leaders:
Head of State and Government
King Mswati III

Prime Minister
Obed Dlamini

Minister of Foreign Affairs
George Mamba

Democratic Institutions:
Advisory parliament; political parties
banned by Constitution

UN Human Development Index:
117/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 725, growth 5% (90) est.

Main Exports:
sugar, asbestos, wood pulp, citrus,
canned fruit, soft drink concentrate

Main Imports:
motor vehicles, machinery, chemicals,
petroleum products, foodstuffs

Export to Canada:
C \$ 19.6 million (92)

Import from Canada:
C \$ 0.48 million (92)

External Debt:
US \$ 258.4 million (91)

Main Donors:
United States, Germany, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 4.13 million (FY 91-92) est.

Tanzania

Country Official Name: United Republic of Tanzania
Capital: Dar es Salaam



Geodata

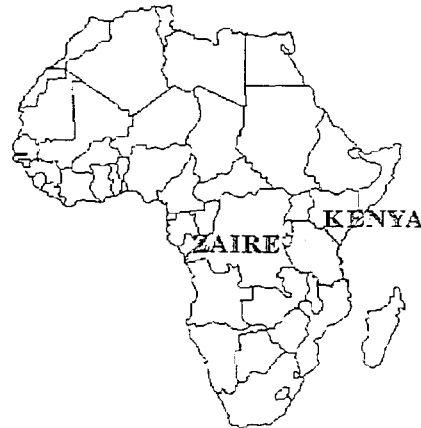
Area: 945 090 km²

Population: 27 791 552 (92),
growth 3.4%

Natural Resources: hydro power,
tin, phosphates, iron ore, coal,
diamonds, gemstones, gold

Major Religions: 33% Christian,
33% Animist, 33% Muslim

Major Language(s): Swahili,
English (both official)



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Ali Hassan Mwinyi

Minister for Foreign Affairs and
International Co-operation
Joseph Rwegasira

Democratic Institutions:
Unicameral parliament,
in transition to multiparty system

UN Human Development Index:
138/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 260 (89), growth 4.5% (91) est.

Main Exports:
coffee, cotton, sisal, cashew nuts,
meat, tobacco, diamonds, gold,
coconut products

Main Imports:
manufactured goods, machinery
and transportation equipment,
crude oil, foodstuffs

Export to Canada:
C \$ 2.8 million (92)

Import from Canada:
C \$ 16.1 million (92)

External Debt:
US \$ 6.5 billion (91)

Main Donors:
Sweden, Norway, Denmark

Canadian ODA:
C \$ 55.33 million (FY 91-92) est.



Tonga

Country Official Name: Kingdom of Tonga
Capital: Nuku'alofa

Geodata

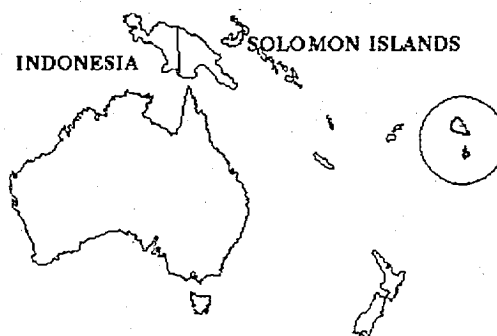
Area: 748 km²

Population: 103 114,
growth 0.8%

Natural Resources: fish,
agriculture

Major Religions: Christian

Major Language(s): Tongan,
English



Political Data

Type of Government:
Hereditary constitutional monarchy

Leaders:
King Taufa'ahau Tupou IV

Prime Minister
Baron Vaea

Minister of Defence and
Foreign Affairs
Crown Prince Tupouto'a

Democratic Institutions:
Legislative assembly

UN Human Development Index:
N/A

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 900, growth 2.5% (FY 90) est.

Main Exports:
fish, coconut oil, vanilla beans,
bananas, vegetables, copra

Main Imports:
machinery and transportation
equipment, vehicles, manufactured
goods, fuels, food products

Export to Canada:
C \$ 3.8 million (92)

Import from Canada:
C \$ 0.23 million (92)

External Debt:
US \$ 50.9 million (91)

Main Donors:
Japan, Australia, New Zealand

Canadian ODA:
C \$ 0.25 (FY 93-94) est.

Trinidad and Tobago

Country Official Name: Republic of Trinidad and Tobago
Capital: Port of Spain



Geodata

Area: 5130 km²

Population: 1 299 301 (91),
growth 1.1%

Natural Resources: crude oil,
natural gas, asphalt

Major Religions: 32% Roman Catholic,
24% Hindu, 14% Anglican, 14% Protestant,
6% Muslim

Major Language(s): English (official),
Hindi, French, Spanish



Political Data

Type of Government:
Parliamentary democracy

Leaders:
President
Noor Mohammed Hassanali

Prime Minister
Patrick Manning

Foreign Affairs Minister
Ralph Maraj

Democratic Institutions:
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
31/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 3600 (90)

Main Exports:
petroleum products, chemicals,
steel products, sugar, cocoa,
coffee, citrus

Main Imports:
machinery, basic manufactures,
foodstuffs

Export to Canada:
C \$ 38.2 million (92)

Import from Canada:
C \$ 60.4 million (92)

External Debt:
US \$ 2.3 billion (91)

Main Donors:
Canada, Japan, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 1.60 million (FY 91-92) est.



Tuvalu

Country Official Name: Tuvalu
Capital: Funafuti

Geodata

Area: 26 km²

Population: 9494,
growth 1.8%

Natural Resources: fish

Major Religions: Protestant,
1% Baha'i

Major Language(s): Tuvaluan,
English



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy (E II)
(special member of the
Commonwealth)

Leaders:
Prime Minister and
Minister for Foreign Affairs and
Economic Planning
Bikenibeu Paeniu, P.C.

Deputy Prime Minister
Dr. Alesana Seluka

Democratic Institutions:
Unicameral parliament

UN Human Development Index:
N/A

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 530 (89), growth not available

Main Exports:
copra

Main Imports:
food, animals, minerals, fuel,
machinery, manufactured goods

Export to Canada:
no data available

Import from Canada:
no data available

External Debt:
no data available

Main Donors:
Australia, New Zealand, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 0.15 million (FY 93-94) est.

Uganda



Country Official Name: Republic of Uganda
Capital: Kampala

Geodata

Area: 236 040 km²

Population: 19 386 104 (92),
growth 3.7%

Natural Resources: copper, cobalt,
limestone, salt, hydro power

Major Religions: 33% Roman Catholic,
33% Protestant, 16% Muslim, Animist

Major Language(s): Ugandan, Swahili,
English (official); other Bantu and
Nilotic languages



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Yoweri Museveni

Prime Minister
George Cosmas Adyebo

Foreign Minister
Paul Ssemogerere

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, single party

UN Human Development Index:
146/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 300, growth 4.5% (91) est.

Main Exports:
coffee, cotton, tea

Main Imports:
petroleum products, machinery,
metals, food, transportation
equipment

Export to Canada:
C \$ 3.0 million (92)

Import from Canada:
C \$ 9.2 million (92)

External Debt:
US \$ 2.8 billion (91)

Main Donors:
U.K., United States, Sweden

Canadian ODA:
C \$ 30.49 million (FY 91-92) est.



United Kingdom

Country Official Name: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Capital: London

Geodata

Area: 244 820 km²

Population: 57.8 million (92),
growth 0.3%

Natural Resources: coal, crude oil,
natural gas, tin, iron ore

Major Religions: 57% Anglican,
15% other Protestant,
13% Roman Catholic

Major Language(s): English,
Welsh, Gaelic



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy (E II)

Leaders:
Prime Minister
John Major

Foreign Secretary
Douglas Hurd

Democratic Institutions:
Bicameral parliament

UN Human Development Index:
10/173 (high)

Economic Data

GDP (per capita):
C \$ 19 153, growth -0.9% (92) est.

Main Exports:
manufactured goods, machinery,
fuels, vehicles, chemicals

Main Imports:
machinery, foodstuffs, consumer
goods, manufactured goods

Export to Canada:
C \$ 4.1 billion (92)

Import from Canada:
C \$ 3 billion (92)

External Debt:
C \$ 397.3 billion (92)

Main Donors:
none

Canadian ODA:
nil

Vanuatu

Country Official Name: Republic of Vanuatu
Capital: Port-Vila



Geodata

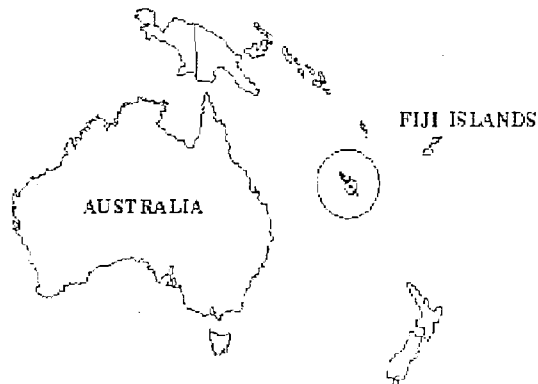
Area: 14 760 km²

Population: 174 574,
growth 3.0%

Natural Resources: manganese,
hardwood, fish

Major Religions: 37% Presbyterian,
15% Anglican, 10% other Protestant,
15% Roman Catholic, 7.6% indigenous
beliefs, 15.7% other

Major Language(s): English and French
(both official); Bislama (pidgin) important



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Frederick Timakata

Prime Minister
Maxime Carlot Korman
(also Minister of Foreign Affairs and Tourism)

Economic Affairs Minister
Serge Vohor

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
106/173 (medium)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 900, growth 6% (90)

Main Exports:
copra, cocoa, meat, fish, timber

Main Imports:
machinery, vehicles, food and
beverages, manufactured goods,
raw materials, fuels, chemicals

Export to Canada:
no data available

Import from Canada:
C \$ 0.03 million (92)

External Debt:
US \$ 39.3 million (91)

Main Donors:
Australia, France, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 0.35 million (FY 93-94) est.



Western Samoa

Country Official Name: Independent State of Western Samoa

Capital: Apia

Geodata

Area: 2860 km²

Population: 194 992 (92),
growth 2.4%

Natural Resources: hardwood
forests, fish

Major Religions: 99.7% Christian

Major Language(s): Samoan
(Polynesian), English



Political Data

Type of Government:
Constitutional monarchy
under native chief

Leaders:
(Chief) Malietoa Tanu-Mafili II

Prime Minister and Minister of
Broadcasting, Foreign Affairs,
Justice, Labour, Police and Prisons:
Tofilau Eti Alesana

Democratic Institutions:
Unicameral national legislature

UN Human Development Index:
N/A

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 620 (90), growth -4.5% (90) est.

Main Exports:
coconut oil, coconut cream,
taro, cocoa, copra

Main Imports:
machinery, food, capital goods

Export to Canada:
no data available

Import from Canada:
C \$ 0.22 million (92)

External Debt:
US \$ 140.3 million (91)

Main Donors:
Japan, Australia, New Zealand

Canadian ODA:
C \$ 0.27 million (FY 93-94) est.

Zambia

Country Official Name: Republic of Zambia
Capital: Lusaka



Geodata

Area: 752 610 km²

Population: 8 745 284,
growth 3.5%

Natural Resources: copper,
cobalt, zinc, lead, coal, emeralds

Major Religions: 50% Christian,
1% Muslim, 49% Animist

Major Language(s): English and
70 different dialects



Political Data

Type of Government:
Republic

Leaders:
President
Frederick Chiluba

Minister of Foreign Affairs
Vernon Mwaanga

Democratic Institutions:
Unicameral Assembly, multiparty

UN Human Development Index:
130/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 600, growth -2% (91)

Main Exports:
copper, zinc, cobalt, lead,
tobacco

Main Imports:
machinery, transportation
equipment, foodstuffs, fuels

Export to Canada:
C \$ 6.1 million (92)

Import from Canada:
C \$ 13.2 million (92)

External Debt:
US \$ 7.3 billion (91)

Main Donors:
Japan, Sweden, Germany

Canadian ODA:
C \$ 31.47 million (FY 91-92) est.



Zimbabwe

Country Official Name: Republic of Zimbabwe
Capital: Harare

Geodata

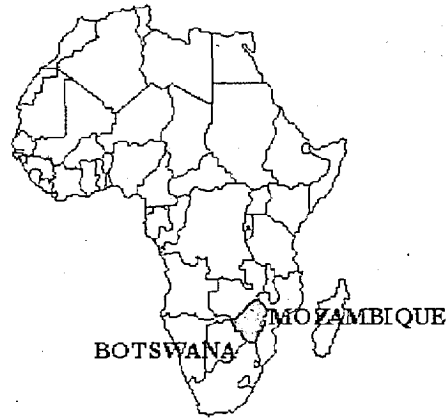
Area: 390 580 km²

Population: 11 033 376 (92),
growth 2.9%

Natural Resources: coal, chromium,
asbestos, gold, nickel, copper, iron ore

Major Religions: 25% Christian,
50% Syncretic (Christian-Animist),
24% Animist

Major Language(s): English (official),
Shona, Sindebele



Political Data

Type of Government:
Republic; parliamentary democracy

Leaders:
Executive President
Robert Mugabe

Foreign Minister
Nathan Shamuyarira

Democratic Institutions:
Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index:
121/173 (low)

Economic Data

GDP (per capita):
US \$ 660, growth 3.5% (91) est.

Main Exports:
agricultural products, tobacco,
manufactured goods, gold,
ferrochrome, cotton

Main Imports:
machinery and transportation
equipment, manufactured goods,
chemicals, fuels

Export to Canada:
C \$ 4.2 million (92)

Import from Canada:
C \$ 18 million (92)

External Debt:
US \$ 3.4 billion (91)

Main Donors:
Germany, Japan, U.K.

Canadian ODA:
C \$ 25.76 million (FY 91-92) est.

The Harare Declaration



The Heads of Government of the countries of the Commonwealth, meeting in Harare, reaffirm their confidence in the Commonwealth as a voluntary association of sovereign independent states, each responsible for its own policies, consulting and co-operating in the interests of their peoples and in the promotion of international understanding and world peace.

2. Members of the Commonwealth include people of many different races and origins, encompass every state of economic development, and comprise a rich variety of cultures, traditions and institutions.

3. The special strength of the Commonwealth lies in the combination of the diversity of its members with their shared inheritance in language, culture and the rule of law. The Commonwealth way is to seek consensus through consultation and the sharing of experience. It is uniquely placed to serve as a model and as a catalyst for new forms of friendship and co-operation to all in the spirit of the Charter of the United Nations.

4. Its members also share a commitment to certain fundamental principles. These were set out in a Declaration of Commonwealth Principles agreed to by our predecessors at their Meeting in Singapore in 1971. Those principles have stood the test of time, and we reaffirm our full and continuing commitment to them today. In particular, no less today than 20 years ago:

- we believe that international peace and order, global economic development and the rule of international law are essential to the security and prosperity of mankind;
- we believe in the liberty of the individual under the law, in equal rights for all citizens regardless of gender, race, colour, creed or political belief, and in the individual's inalienable right to participate by means of free and democratic political processes in framing the society in which he or she lives;
- we recognise racial prejudice and intolerance as a dangerous sickness and a threat to healthy development, and racial discrimination as an unmitigated evil;
- we oppose all forms of racial oppression, and we are committed to the principles of human dignity and equality;
- we recognise the importance and urgency of economic and social development to satisfy the basic needs and aspirations of the vast majority of the peoples of the world, and seek the progressive removal of the wide disparities in living standards amongst our members.

5. In Harare, our purpose has been to apply those principles in the contemporary situation as the Commonwealth prepares to face the challenges of the 1990s and beyond.

6. Internationally, the world is no longer locked in the iron grip of the Cold War. Totalitarianism is giving way to democracy and justice in many parts of the world. Decolonisation is largely complete. Significant changes are at last under way in South Africa. These changes, so desirable and heartening in themselves, present the world and the Commonwealth with new tasks and challenges.

7. In the last twenty years, several Commonwealth countries have made significant progress in economic and social development. There is increasing recognition that commitment to market principles and openness to international trade and investment can promote economic progress and improve living standards. Many Commonwealth countries are poor and face acute problems, including excessive population growth, crushing poverty, debt burdens and environmental degradation. More than half our member states are particularly vulnerable because of their very small societies.



8. Only sound and sustainable development can offer these millions the prospect of betterment. Achieving this will require a flow of public and private resources from the developed to the developing world, and domestic and international regimes conducive to the realisation of these goals. Development facilitates the task of tackling a range of problems which affect the whole global community such as environmental degradation, the problems of migration and refugees, the fight against communicable diseases, and drug production and trafficking.

9. Having reaffirmed the principles to which the Commonwealth is committed, and reviewed the problems and challenges which the world, and the Commonwealth as part of it, face, we pledge the Commonwealth and our countries to work with renewed vigour, concentrating especially in the following areas:

- the protection and promotion of the fundamental political values of the Commonwealth:
 - democracy, democratic processes and institutions which reflect national circumstances, the rule of law and the independence of the judiciary, just and honest government;
 - fundamental human rights, including equal rights and opportunities for all citizens regardless of race, colour, creed or political belief;
- equality for women, so that they may exercise their full and equal rights;
- provision of universal access to education for the population of our countries;
- continuing action to bring about the end of apartheid and the establishment of a free, democratic, non-racial and prosperous South Africa;
- the promotion of sustainable development and the alleviation of poverty in the countries of the Commonwealth through:
 - a stable international economic framework within which growth can be achieved;
 - sound economic management recognising the central role of the market economy;
 - effective population policies and programmes;
 - sound management of technological change;
 - the freest possible flow of multilateral trade on terms fair and equitable to all, taking account of the special requirements of developing countries;
 - an adequate flow of resources from the developed to developing countries, and action to alleviate the debt burdens of developing countries most in need;
 - the development of human resources, in particular through education, training, health, culture, sport and programmes for strengthening family and community support, paying special attention to the needs of women, youth and children;
 - effective and increasing programmes of bilateral and multilateral co-operation aimed at raising living standards;
- extending the benefits of development within a framework of respect for human rights;
- the protection of the environment through respect for the principles of sustainable development which we enunciated at Langkawi;
- action to combat drug trafficking and abuse and communicable diseases;
- help for small Commonwealth states in tackling their particular economic and security problems;
- support of the United Nations and other international institutions in the world's search for peace, disarmament and effective arms control; and in the promotion of international consensus on major global political, economic and social issues.



10. To give weight and effectiveness to our commitments we intend to focus and improve Commonwealth co-operation in these areas. This would include strengthening the capacity of the Commonwealth to respond to requests from members for assistance in entrenching the practices of democracy, accountable administration and the rule of law.

11. We call on all the intergovernmental institutions of the Commonwealth to seize the opportunities presented by these challenges. We pledge ourselves to assist them to develop programmes which harness our shared historical, professional, cultural and linguistic heritage and which complement the work of other international and regional organisations.

12. We invite the Commonwealth Parliamentary Association and non-governmental Commonwealth organisations to play their full part in promoting these objectives, in a spirit of co-operation and mutual support.

13. In reaffirming the principles of the Commonwealth and in committing ourselves to pursue them in policy and action in response to the challenges of the 1990s, in areas where we believe that the Commonwealth has a distinctive contribution to offer, we the Heads of Government express our determination to renew and enhance the value and importance of the Commonwealth as an institution which can and should strengthen and enrich the lives not only of its own members and their peoples but also of the wider community of people of which they are a part.

20 October 1991